

Kairos

JOURNAL LIBRE ● INDÉPENDANT

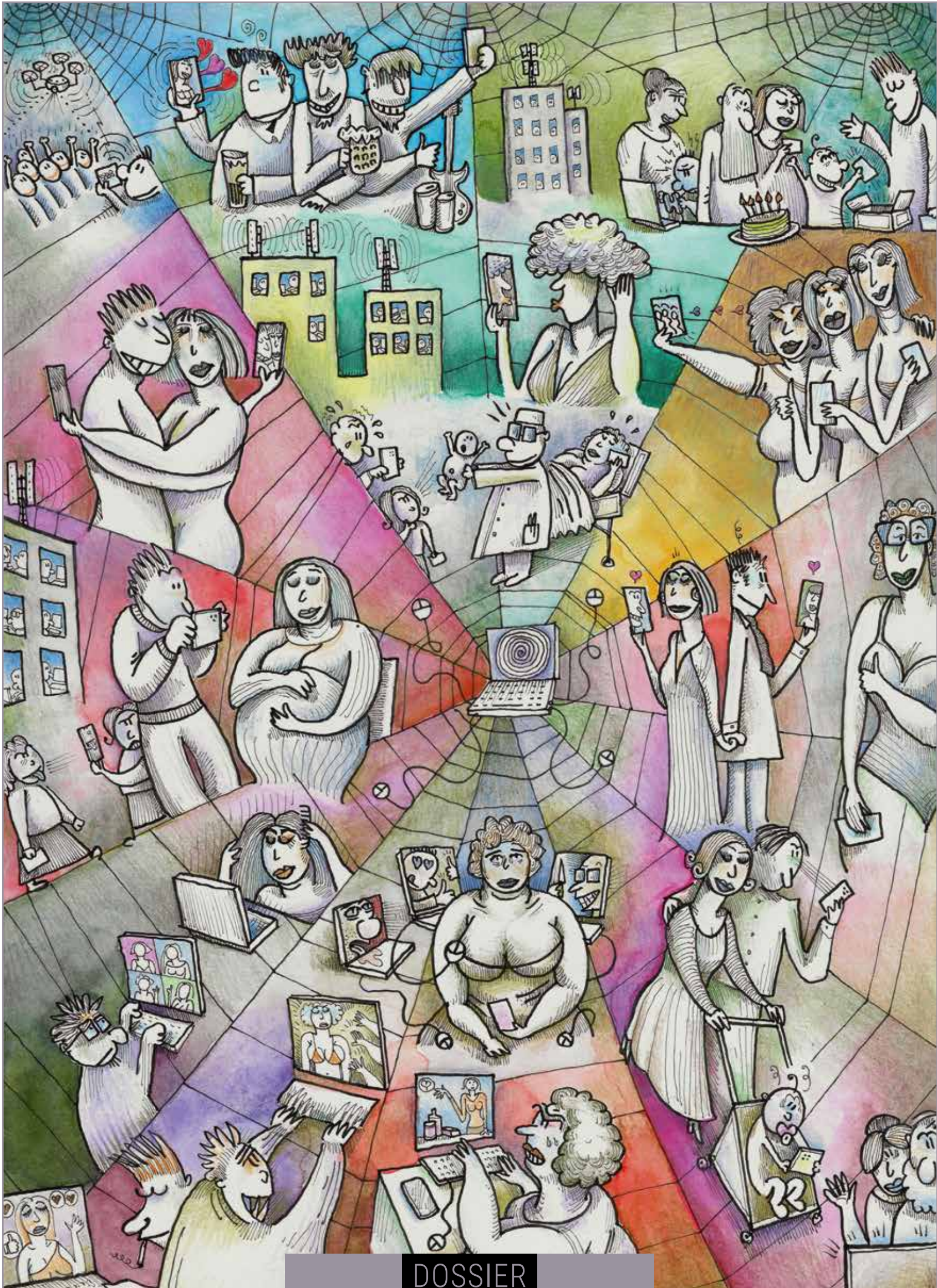


Illustration : Fred

Kairos

Editeur responsable : ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



DOSSIER

LE CYBERAMOUR

Pages 10 à 17

La peine capitale : pour ou contre ?

Marie-Ange Herman • Pages 7-8-9

Honneur à Heinrich Habig

Pierre Blanchaud • Pages 18-19

SOMMAIRE

Un film qui dérange en « haut lieu »

Alexandre Penasse / Pages 2-3

Big Mother veille sur vous (partie 5/5)

L'État totalimère

Kenny Cadinu / Pages 4-5

**Les élucubrations d'un « ultraépïcricrétin » ...
ou petit guide de pensée libre en période**

« presque » totalitaire

Bruno Lionnet / Pages 6-7

La peine capitale : pour ou contre ?

Marie-Ange Herman / Pages 7-8-9

DOSSIER

**LE CYBERAMOUR :
LA PÉNÉTRATION DU NUMÉRIQUE
DANS LA VIE AFFECTIVE**

Pages 10-17

**Le cyberamour :
la pénétration du numérique dans la vie affective**

Dossier coordonné par Kaarle Parikka / Page 10

Quand la technologie entre dans l'intime

Page 11

**De l'impact du numérique sur la vie affective
des enfants et adolescents**

Page 12

**Rendez-vous sur la Toile ?
Le numérique au troisième âge**

Page 13

**Rendez-vous sur la Toile ?
Le numérique non hétérosexuel**

Page 14

Le Big Porno

Pages 15-16

Le Fast-Sex

Page 17

**Honneur à Heinrich Habig,
le médecin résistant de Recklinghausen**

Pierre Blanchaud / Pages 18-19

Chronique de la Constituante

Nathanaël Leroy / Page 19

Rosa Ispahan

Virginie Belfiore / Page 20

Fils de pub

Alain Adriaens / Page 20

Nous redeviendrons presque tous paysans

Thomas Lauwers / Page 21

Vu, lu, entendu

Pages 22-23

Brèves

Page 24

Un film qui dérange en « haut lieu »

A lors que je m'apprêtais à finaliser mon édito, ce 28 mai, où le soir même était prévue à Namur une projection de *Ukraine-Russie : derrière l'écran de fumée*, je reçois un appel d'une collègue m'informant que la salle nous est refusée. À 10 h 29' ce matin, l'Université de Namur nous écrit :

« Nous vous annonçons que nous avons décidé d'annuler votre événement prévu ce soir en nos locaux. Nous ne mettrons pas le Quai 22 à votre disposition. Cette décision fait suite à la découverte récente du contenu réel de cette conférence, dont les thématiques et les positions portées par les organisateurs se révèlent contraires aux valeurs que l'UNamur défend et promet ».

Ces annulations, dont le principe est illégal le plus souvent et toujours illégitime, se doivent d'être communiquées en dernière minute afin de s'assurer qu'aucun recours ne puisse avoir lieu. Le *modus operandi* nous rappelle celles qui concernèrent nos projections à Ixelles, Woluwe-Saint-Pierre, Lisbonne, qui outre l'agissement par surprise pour ne pas nous laisser le temps de contester ou de trouver une autre salle, se manifeste par :

1. une absence totale d'argumentation, s'appuyant uniquement sur les communiqués Facebook de l'ambassade d'Ukraine du pays concerné, comme pour Ixelles et Lisbonne. Si le propos semble appuyé, il l'est par la trouvaille *in extremis* d'une mention légale, à défaut de ne rien trouver d'autres, comme à Woluwe-Saint-Pierre, où la commune avait mis en demeure l'exploitant de la salle à ne pas diffuser notre film en invoquant l'article 4 de la convention d'exploitation : « *La projection de films à caractère pornographique ou toute autre forme portant atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs est strictement interdite* », assimilant donc la diffusion d'un documentaire à caractère informatif et politique à un contenu de nature pornographique ou attentatoire aux bonnes mœurs.
2. L'invocation d'avoir été trompé quant au contenu du film. Dans une rhétorique purement orwellienne, les censeurs nous incriminent pour avoir fait ce dont ils sont eux-mêmes coupables. Ainsi, l'UNamur estime « *avoir été trompée sur les buts de la conférence qui enfreint ses valeurs fondamentales de respect par rapport aux faits, d'écoute contradictoire de tous points de vue dans une démarche scientifique basée sur les faits et non des opinions assimilables à des opérations de propagande* ».
3. Le recours systématique à de potentiels risques de désordre à l'ordre public si l'événement devait avoir lieu.
4. L'utilisation de termes comme « *démocratie* », « *liberté d'expression* », « *droits de l'homme* », vidés de toute signification, qui ont autant de relations avec leurs actes que Pinocchio avec la recherche de la vérité.

5. Le refus de reconnaître l'ingérence politique de l'Ukraine sur les propriétaires de salles ou les organismes publics comme l'UNamur : « *L'Université de Namur s'inscrit en faux contre l'assertion visant à dire qu'elle a fait l'objet de pressions d'entités extérieures, sa décision est uniquement basée sur la contrariété entre l'objectif de la conférence aux services d'État étranger et ses valeurs intrinsèques* ». De son côté, la commune de Woluwe-Saint-Pierre, dans ses communications et via ses avocats qui la défendirent en référé, jouent l'hypocrisie jusqu'au bout : « *La décision d'annuler ne vient que du propriétaire de la salle* ». Ils en « oublient » le troisième paragraphe de la missive qu'elle avait envoyé le jour-même de la projection à son gérant, le 19 mars : « *Par conséquent, nous vous mettons en demeure d'annuler la projection de ce soir. À défaut, nous considérons votre refus comme un manquement grave à vos obligations et prendrons toutes les mesures qui s'imposent en conséquence* ». À Ixelles, c'est l'asbl Promote Ukraine et l'ambassade d'Ukraine qui avaient fait pression sur les autorités politiques locales, qui l'avaient elles-mêmes répercutée sur les propriétaires de la salle, conduisant à l'annulation. À Lisbonne, 3 heures avant la projection, le propriétaire prétextait un problème au groupe électrogène... L'ambassade d'Ukraine au Portugal avait publié peu de temps avant son message exhortant les autorités à interdire le film... Comme à Soissons d'ailleurs, où la présidente de Promote Ukraine avait tenté la même chose.

6. La boucle rétroactive politique-média/média-politique. L'intervention médiatique n'est pas toujours utile ni systématique, mais c'est une force que les politiques ne négligent pas. Ainsi, quelques heures après l'interdiction de la projection à Woluwe-Saint-Pierre, sans doute un des protagonistes de l'interdiction¹ prend contact avec l'agence de presse Belga, qui publie un communiqué, repris « copié-collé » par divers médias (BXI, *L'Avenir*, *la Dernière Heure*, *Bruxelles Today*, RTBF), relayant les propos politiques : « *La projection du documentaire «Ukraine, Russie : derrière l'écran de fumée», programmée ce jeudi 19 mars à 20 h 00 au cinéma Le Stockel à Woluwe-Saint-Pierre, a été annulée, a confirmé en fin d'après-midi le bourgmestre faisant fonction Tanguy Verheyen (MR)* ». Aussi vite, l'échevin qui s'est félicité de l'annulation, Georges Dallemagne, relaie l'article des médias, pour donner plus de crédits à son geste.
7. L'inversion accusatoire. Ceux qui incriminent notre film et veulent l'interdire brandissent la preuve de son contenu délétère, affirmant que nous en avons conscience et nous accusant de ne révéler qu'au dernier moment le lieu de sa projection.
8. L'ignorance du contenu réel du film. La publication de Georges Dallemagne, fer de lance de l'interdiction du 19 mars, permet de comprendre qu'il n'a jamais vu le film : « *J'ai pu voir certains extraits de ce film qui sert le narratif russe sous couvert d'enquête de terrain. L'auteur prétend interroger des Ukrainiens en Ukraine alors qu'il interroge des soldats sans identification en zone occupée et strictement contrôlée par les autorités russes. Il n'hésite pas à utiliser des images de synthèse pour montrer de faux cimetières. Il sert un nar-*

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente
Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub
Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820
Imprimé en France.
Imprimerie Rotochampagne,
2 rue des Frères Garnier
F-52000 Chaumont

Tirage : ce numéro a été tiré à 4.000 exemplaires
Rotage : Rotochampagne, Cambier
Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue Théophile Vander Elst, 89,
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse
(ap@kairospresse.be)
Secrétaire de rédaction : Bernard Legros
Graphisme : Studio Noir & Clair
Rellecteurs :
Janine, Nadia, Alain, Amélie, Brigitte, Marie,
Nathanaël.

Chroniqueurs / Rédacteurs
Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.),
Héribert Poth (hepo), Alain Adriaens (A. A.),
François Massoulié (F.M.), Daniel Zink (D.Z.),
Kenny Cadinu (K.C.), Kaarle Joonas Parikka (K.J.P.),
Paul Willems (P. W.).
Ont contribué à ce numéro
Thomas Lauwers, Virginie Belfiore, Nathanaël
Leroy, Bruno Lionnet, Marie-Ange Herman, Olivier
Kauf, Frédéric Goareguer, Lionel, J. J.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber !
Illustrations :
Fred, Noir&Clair, Uncanny Bee, Philippe
Debondie, Mickomix, Bruno Lionnet.

Nos copains de la presse libre
en Suisse et en France

S T P
LE PARIS DÉBRANCHÉ

-Moins!

LA DÉCROISSANCE
Le journal de la joie de vivre



ratif qui prétend que la Russie n'avait pas d'autre choix que de mener une opération spéciale pour se protéger des nazis ». Dallemagne n'a pas vu le film, l'admettant quand il parle d'extraits, et il avance des éléments qui n'y sont pas repris (« faux cimetières »).

Ces récurrences dans la sophistique utilisée par le pouvoir politico-médiatique révèlent tout un système. Leurs comportements ne sont donc pas qu'une réaction générée par un film dont ils contestent la teneur (sans l'avoir vu, ce qui appuie mon propos), mais révèlent un véritable fonctionnement structurel. Ce système était apparu (le roi est nu) lors de ma question le 15 avril 2020 en conférence de presse, où je demandais quelle légitimité avaient les décisions du gouvernement et des groupes d'experts face aux conflits d'intérêts patents. La réponse de Sophie Wilmès à l'époque est tout aussi pertinente pour comprendre ce qui se passe 6 ans plus tard : « Vous venez d'introduire dans cette salle de presse la question biaisée politiquement, ce qui en général, n'est pas l'habitude des journalistes ».

Tentons d'apporter notre propre argumentation en reprenant leurs manipulations et mensonges. Un point essentiel me semble être celui d'une critique dénuée de tout fondement factuel, les censeurs n'ayant jamais vu le film. Cette méthode recourt tout à fait aux mêmes outils déjà utilisés lorsqu'on traitait de complotistes ceux qui ne partageaient pas le point de vue officiel. On catalogue l'œuvre ou la personne pour la décrédibiliser. Ainsi, on est « complotistes » ou le film est « pro-Russe », il est donc inutile d'écouter ou de parler avec cette personne, ou de regarder le film. La tactique arrête le processus avant la possibilité d'exercer sa pensée. De ce fait, il n'est point besoin que les allégations de ceux qui stigmatisent soient vraies, puisque leurs fonction n'est aucunement liée à la recherche de la vérité, mais sert le contraire : à cacher, occulter, ne pas montrer autre chose. Tout ce qu'ils brandissent pour interdire est faux, prenant le chemin inverse de la pensée : ils partent d'une conception donnée et tentent de faire coller les faits avec celle-ci, plutôt que de partir des faits et d'en tirer une conclusion².

Par ailleurs, le recours systématique au « risque de trouble à l'ordre public » signifierait alors que tout événement sous protection policière, comme les conférences du Centre communautaire laïc juif, ne devrait au fond pas avoir lieu. Dorénavant, dès lors qu'un contenu dérange, il suffirait que quelques individus menacent les organisateurs pour que les pouvoirs publics brandissent la carte de « l'ordre public » et l'annulent pour notre bien-être. Mais s'agit-il du bien-être des citoyens ou de celui des politiques ? Pourquoi certaines manifestations « à risque » sont-elles acceptées et pas d'autres ? En réalité, ce mode de fonctionnement n'est qu'une censure politique déguisée, puisqu'il faut systématiquement que 2 conditions soient remplies pour prononcer une annulation : un risque — éventuel car il est souvent infondé — d'atteinte à l'ordre public et un contenu qui déplaît aux pouvoirs publics.

Le soir même de l'annulation d'une projection où quelques 400 personnes avaient réservé leur place, l'échevin Dallemagne (Les Engagés), membre de l'exécutif com-

munal qui venait de signer la mise en demeure, publiait sur son compte Facebook public le message suivant : « Soulagé d'avoir réussi à faire annuler la projection prévue ce soir au cinéma Stockel, dans mon quartier, du film de propagande pro-russe Ukraine-Russie : derrière l'écran de fumée. » Et ce sont les mêmes qui pratiquent l'inversion accusatoire évoquée plus haut, en nous reprochant de ne révéler qu'au dernier moment le lieu de la projection, preuve que nous serions conscients de l'illégitimité de notre film. Or, c'est bien parce qu'ils le condamnent et réussissent à le faire interdire qu'on ne dit plus publiquement où il est diffusé. Les politiques sont la cause, et non le contenu du film.

Face à l'évidence, ils ne peuvent qu'inventer. Comme l'UNamur qui feint de découvrir le contenu du film le matin du jour de sa projection, le 28 mai, alors que dès le 4 mars 2026, nous leur avions transmis un synopsis détaillé du documentaire, accompagné d'une présentation explicite du projet, de ses thématiques, du format de projection ainsi que de l'échange public envisagé à l'issue de la diffusion.

COVID, UKRAINE, LA MÊME « GUERRE »...

Malheureusement, le type de société qui a engendré le covid n'a pas disparu le 24 février 2022. La concordance entre l'intervention russe et la « fin » du covid démontre pour qui peut/veut le voir, son caractère profondément politique et médiatique. Une fois que la Russie attaque l'Ukraine, le covid disparaît médiatiquement, il n'est donc plus une préoccupation quotidienne comme il l'a été pendant les 2 années précédentes. Or, à cette époque, si l'on s'en tient aux critères officiels de l'OMS scrupuleusement respectés par les gouvernements occidentaux — dont les tests PCR sont la clé de voûte —, on est à la veille d'une épidémie très importante, comme nous l'expliquait l'épidémiologiste Laurent Toubiana : « Les médias ont cessé d'en parler pour se concentrer sur la guerre. Pourtant, on voit que le 27 mars 2022, il y a eu quand même un pic de 95 malades pour 100.000 habitants, c'est-à-dire supérieur à celui de la fameuse deuxième épidémie ! Ce troisième pic du printemps est passé carrément inaperçu dans l'opinion publique »³. Pourtant, personne ne décide de confiner... Cela permet évidemment de comprendre que confinements et autres mesures étaient politiques et rendus possibles par la propagande médiatique. Chez certains, lucides, c'est même devenu une boutade : « Poutine a arrêté le covid ». Et c'est sans doute vrai, car sans l'opération militaire spéciale, les gouvernements auraient reconfiné. Dans la première situation, cet argument imparable, factuel, du nombre de « cas » provoque une déclaration de « seconde vague » ; mais en février 2022, moment de l'entrée en guerre de la Russie, alors que le nombre de cas est aussi important, il n'y a ni réaction politique ni médiatique. Celui qui soulève la question sera taxé de « complotiste ». Ainsi, plus besoin de parler et chercher des arguments qu'ils n'ont pas. Le mensonge fait système, et le refus du débat permet d'ériger celui-ci en *Real News*, par opposition aux *Fake News* de tous ceux qui ne pensent pas comme eux.

NOUS SOMMES TOUJOURS EN CAGE...

Depuis le covid-19, nos maîtres ont rouvert les barreaux de nos cages. Nombreux sont retournés au quotidien et ne sentent plus leurs chaînes... jusqu'au moment où remis en cage ils voudront bouger. Réflexe somme toute normal pour celui qui se réveille subitement en dystopie en 2020, expérimentant ce qu'il n'aurait jamais pu imaginer. On peut déjà reconnaître que le vécu les a éveillés, là où d'autres, muselés, ont crié au complotisme quand on voulait les prévenir. Mais il faut constater malheureusement que cet instinct de conservation ne suffit pas à faire société, puisque le danger écarté, la plupart des sujets ont baissé la garde. Une autre raison est que la réaction d'une population qui conteste sans être organisée prend la même voie que la formation des masses, dont une des caractéristiques est une homogénéisation qui gomme les différences entre les individus : on a l'impression de ne former qu'un, d'être d'accord sur tout... Mais quand la menace — contrôlée par l'État — s'éteint, disparaît en même temps le groupe qui y résistait et qui, sans être faux, avait quelque chose d'artificiel. Il était en effet une conséquence de la situation politique puisqu'il s'était créé en réaction à celle-ci et non pas en l'anticipant. C'est ainsi qu'on a pu voir un mélange d'individus qui auparavant n'évoluaient jamais dans les mêmes cercles, les barrières de classe ayant provisoirement disparues... qui, la menace volatilisée, ont découvert qu'ils étaient différents... Dissensions et divisions se sont alors manifestées.

Depuis, ceux qui nous dirigent sont eux restés unis. Ils ont promu et financé une guerre en Ukraine qui a fait des centaines de milliers de morts entre deux peuples frères. Ils n'ont pas dénoncé un génocide du peuple palestinien. Pendant ce temps, ceux qui nous gouvernent se gaussent, tellement heureux que nous continuions à ne pas pouvoir nous faire entendre. En effet, ils savent que c'en serait fini pour eux si cette unité devait advenir.

Alexandre Penasse

Précision importante : les situations où nous n'arrivons pas au point où la censure se révèle *a posteriori*, comme à Namur, Bruxelles et Lisbonne, sont beaucoup plus fréquentes. Ainsi, des dizaines de propriétaires ou gérants de salles nous refusent d'emblée, pour quelques fausses raisons, la projection, opposés à tout débat sur la guerre Ukraine-Russie, ou simplement conscients des conséquences possibles.

1. Impossible de savoir qui, malgré des sollicitations auprès de la commune..

2. Et même si ça avait dû être vrai, la liberté d'expression et de presse veut qu'on puisse l'exprimer.

3. <https://www.kairospresse.be/une-epidemie-ni-importante-ni-grave/>

Big Mother veille sur vous (partie 5/5) L'État totalimère

DANS LA DERNIÈRE PARTIE DE CE TEXTE, NOUS ANALYSERONS L'ASPECT TOTALITAIRE DE BIG MOTHER ET DU CAPITALISME DANS SON ENSEMBLE.

Les Athéniens de la période antique distinguaient trois dimensions en jeu dans la cité : l'*Oikos*, qui représentait le domaine privé ; l'*Ekklesia*, lieu où l'on se réunissait afin de discuter et de voter les lois (domaine public) ; l'*Agora*, où les citoyens se rencontraient et échangeaient entre eux (domaine privé/public). Il est indispensable, pour toute institution qui se veut démocratique, que les 2 premières dimensions n'empiètent pas l'une sur l'autre et que leur indépendance soit garantie. À l'inverse, une des particularités du totalitarisme est d'effacer les disparités entre ces différents niveaux.

Or, quelle tendance anime l'État ? Contrairement aux idées reçues, la fonction de celui-ci n'est pas de faire barrage au capitalisme et au libre *Marché*. La *Main invisible* n'est qu'une allégorie et n'a pas de réalité tangible. Il est par conséquent nécessaire qu'un agent — en l'occurrence, l'État — écrive les règles du jeu pour que la libre circulation des biens, mais aussi des travailleurs (le capitalisme confond les deux), puisse avoir lieu. L'État est donc structurellement orienté vers le contrôle — des règles et des Hommes — pour que le libéralisme puisse opérer. D'ordinaire, l'action de l'État sur le libéralisme est subtile. La gestion de la crise covid-19, quant à elle, le fut moins. Cet épisode a révélé, telle une loupe grossissante, les traits psychiques de *Big Mother* — à savoir sa tendance malade à sécuriser tous les espaces, mais aussi son attachement sans borne au *Progrès*, particulièrement apparent au vu de l'intraitable poussée du numérique et de l'intelligence artificielle depuis lors (à dire vrai, la technologie représente certainement une des manifestations les plus tangibles de *Big Mother*, dans le sens où il s'agit, toujours, de rendre la vie des Hommes plus facile — jusqu'à leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre¹).

Dans la mesure où nous évoquons cet épisode, un rafraîchissement de la mémoire paraît nécessaire. Lors de cette crise, l'État s'est infiltré dans les foyers, chacun ne pouvant y inviter qu'un nombre restreint de convives ; il s'est physiquement introduit dans les chairs lorsqu'y ont été inoculé un produit que beaucoup n'auraient pas accepté sans l'odieuse chantage à la *Jouissance* que représenta le passeport « sanitaire » ; il a transgressé le confidentiel et le secret médical quand il exhorta les citoyens à déclarer leur état de santé au cafetier du coin ; pis !, il s'est immiscé dans un des deux liens les plus intimes que les Hommes tissent avec leurs semblables, à savoir la mort (l'autre étant le sexe). Dans quel but l'État a-t-il fait cela ? Afin de protéger ses sujets de la maladie et de l'idée de la finitude de l'être qui rebute tant. Sait-on néanmoins qu'il n'y a pas de pouvoir totalitaire qui ne se soit jamais réclamé d'une certaine conception du *Bien* ?

Cette propension — affichée tant à droite qu'à gauche — à vouloir le *Bien* au nom de l'Homme ne peut qu'entraîner quelques regrettables confusions :

- confusion au niveau des différences sexuelles — l'illusion qu'un homme puisse biologiquement² devenir une femme (et inversement) à coup de bistouris et de traitements hormonaux prend de plus en plus de place dans les imaginaires — et générationnelles — pour certains, tout enfant jouit d'un droit à l'« autodétermination » qui lui octroie, « indépendamment de son âge, la liberté de choisir sa vie sexuelle et relationnelle, de prendre ses propres décisions concernant sa santé sexuelle et reproductive ainsi que d'adopter les comportements qui en découlent, dans le respect des droits d'autrui³ » ;

- confusion dans la langue, où le mot est pris pour la chose, et vice versa — preuve en est des défenseurs de l'écriture inclusive, pour qui la prévalence du genre masculin dans l'écriture (le mot) est une indubitable preuve que la société (la chose) est d'essence patriarcale — et qu'il suffirait, en conséquence, de changer les mots afin de transformer le monde (doux rêve qui relève de la pensée magique) ;

- confusion de l'espace et du temps — la généralisation de l'Internet portatif permet dorénavant à chacun d'être « ici » et « là-bas » au même instant ;

- confusion des savoirs : l'ensemble des institutions d'apprentissages (de l'école primaire à l'Université) amalgame connaissance d'un sujet et compréhension de celui-ci — en ces lieux, l'élève peut très bien connaître une matière (et en fournir la preuve éclatante en récitant sa leçon par cœur), sans nécessairement rien n'y comprendre, ce qui ne l'empêchera pas d'obtenir son diplôme haut la main ;

- Confusion des professions : on demande désormais à l'individu de s'adapter toujours plus promptement aux fluctuations du *Marché*, au point d'en devenir « liquide »⁴,

- confusion entre le privé et le public ;

- enfin, confusion entre le vivant et les ressources, c'est-à-dire entre l'homme et la chose par l'intermédiaire du processus de réification déployé par le capitalisme partout dans les espaces — il existe depuis les années 1990 des métiers de « gestion des ressources humaines », tandis que chacun est convié à optimiser son « *capital humain* » et son « *capital santé* »⁵.

Il aurait sans doute été plus aisé d'en découdre avec la *Bête* si un nombre restreint de personnes tiraient les ficelles de la trame. Mais l'Homme n'est pas un pantin manipulé par un agent malveillant⁶. Il brasse d'ailleurs incestuellement, sans le savoir, *Oikos* et *Ekklesia* dès lors qu'il consent à exhiber sa vie privée sur la place publique des réseaux numériques⁷. Comme dans toute histoire d'inceste, les (re)pères sont manquants⁸. En même temps qu'être notre *mère*, *Big Mother* est aussi notre enfant.

Le lecteur aura peut-être tôt fait de considérer nos propos avec méfiance, lorsque nous qualifions le modèle capitaliste de totalitaire (et il n'aura peut-être pas complètement tort). Nous continuerons néanmoins notre analyse aiguillée de ce concept : *totalitarisme molletonneux*. Nous ne mettons bien entendu aucunement notre vie danger en écrivant et en publiant ces lignes — de même, nous ne risquons pas d'être enfermés dans un quelconque Goulag —, il n'empêche : les masses se rejoignent désormais dans une *totale* indifférence quant au fait de mener une critique *radicale*⁹ du capitalisme et de comprendre son impact concret sur leurs existences. En somme, elles ont pour ainsi dire abandonné tout projet d'autonomie réel ; bien entendu, jamais aucun fusil ne sera jamais pointé sur la tempe du consommateur afin de l'obliger à dépenser son argent dans un hypermarché ou sur Amazon (au contraire et pire encore, le consommateur a *totalem*ent assimilé qu'il possède un droit inaliénable à consommer, qu'il sollicite d'ailleurs vertement à chaque manifestation où sa principale revendication sera la sauvegarde de son « pouvoir d'achat »¹⁰, c'est-à-dire le maintien de son petit confort bourgeois) ; il règne dans nos contrées une *totale* liberté de circuler, d'aller au cinéma, au théâtre ou au concert¹¹ (quand, du moins, la dite représentation n'est pas censurée à cause de la pression exercées par les antifascistes¹² (*sic*) ou par l'ambassade ukrainienne¹³), mais aussi, dans le même mouvement, une emprise non moins *totale* du *Spectacle* et de l'*Image* sur la psyché.

En parallèle à ces remarques, voici d'autres caractéristiques de notre société que l'on retrouve dans le totalitarisme :

- contrairement aux apparences qu'elle se donne, la société libérale maudit les différences : à sa gauche, chacun est convié à rejoindre le camp du *Bien* au nom de la *Liberté*, du *Bonheur* et des *Droits humains*, tandis qu'à sa droite, tout homme est invité à pratiquer le doux *commerce* sous l'œil avisé de la *Main invisible*¹⁴ — l'effet quelque peu retors de ce double-mouvement résidant dans le fait que l'on peut désormais s'« individualiser » en pensant comme tout le monde, ou encore en achetant la même paire de chaussures que son semblable ;

- nous vivons sous *La dictature de la transparence*¹⁵ : toute critique de la présence de caméras dans l'espace public peut être considérée comme suspecte — tant qu'on a rien à se reprocher en effet, quelle crainte y-a-t-il à avoir d'être filmé en continu ou de divulguer ses données personnelles ? —, tandis que jeunes et vieux exposent leurs popotes internes sur la *Toile* et répondent donc positivement à ce mantra quelque peu paradoxal : « *sois sincère et authentique* »¹⁶ ;

- la police de la pensée dévoile peu à peu ses formes. Si celle-ci ne capture ni ne fusille le dissident, elle peut tout de même noyer une carrière professionnelle, ce qui, dans un monde où l'argent et le culte à l'*Image* ont pris une telle ampleur que celle que nous lui connaissons actuellement, revient presque au même. Cette police trouve dans la fausse bonne conscience bourgeoise de quoi, non pas broyer les âmes, mais modeler les esprits pour le *Bien* de tous. Elle exigera, par exemple, de l'homme soucieux qu'il se frotte frénétiquement les mains avec du gel hydro-alcoolique afin de « *protéger son prochain* »¹⁷, ou de supporter l'Ukraine vaille que vaille¹⁸, tout en le priant de jouir d'un confort qui, si l'entière des humains tentait d'en user de la sorte, demanderait plusieurs planètes en termes de ressources consommées pour satisfaire les besoins les plus artificiels (ce qui rend, *in fine*, l'accès au dit confort promu par la société libérale structurellement inégalitaire). Enfin, cette police à modeler les idées trouve depuis peu dans le *fact-checking* (nouveau *Ministère de la Vérité*) une matérialisation inédite ;

- il règne, au cœur du modèle capitaliste, non seulement une véritable propagande à la consommation, mais aussi un endoctrinement massif quant aux bienfaits de la *Croissance* économique et du *Progrès* technologique — la diffusion des IA (dé)généralisées dans les foyers depuis 3 ans en est une preuve flagrante. Cette propagande circule en tout lieu et en tout temps au travers des médias et de la publicité de masse ;

- on constate dans tout totalitarisme une distorsion de la langue ; la Novlangue capitaliste empoisonne le langage (et donc les esprits) par l'usage d'expressions qu'il devient laborieux de dénombrer tant elles sont fourmillantes : *développement durable*, *ressources humaines*, *aliment biologique*, *démocratie représentative*, *voiture propre*, *bombe sale*, *capital humain*, etc.¹⁹ ;

- le totalitarisme représente en quelque façon l'actualisation dans le réel d'un fantasme inconscient d'auto-engendrement où rien n'a d'origine et où l'on fait table-rase du passé (par exemple, déboulonner la tête de statues, ou changer le contenu des œuvres pour les rendre moralement acceptables). Mais les « conservateurs » de droite sont, eux aussi, d'indécrottables progressistes, dans la mesure où tous croient aux vertus du *Progrès* technoscientifique (celui-ci est *en soi* et préexiste à la naissance de l'homme), comme d'autres adulent Dieu. Il est donc particulièrement mal vu de regarder en arrière, de tous bords politiques que l'on soit²⁰, d'où l'irrésistible étiolement de l'inconscient et de la pensée au profit de l'*open-mindedness* et de l'agir consommant ;

• contrairement à ce qui est d'ordinaire présumé, ce n'est pas la figure du père qui est centrale dans le totalitarisme, mais la dimension maternelle unifiant le peuple à une représentation du pouvoir — que celle-ci soit une personne en chair et en os, une idéologie, l'État, ou les trois. Prenons l'exemple du nazisme. Viktor Klemperer²¹ témoigne dans son précieux livre²² que cette doctrine s'est répandue dans la population à partir d'une transformation des mots de la langue. De fait, le Führer s'efforçait, lors de chacune de ses interventions, d'être compris par tous afin d'unir le peuple à lui, plus précisément de le mettre en lui — comme le mentionne Schneider, il s'agit moins dans le nazisme d'être pris passivement par un père violent et sadique, que d'être accueilli par une mère toute-puissante²³ : « Hitler n'était en rien un père. Il était la projection démesurée du "je" infantile tout-puissant pour les individus massifiés ». Il s'adressait donc à ces derniers avec un discours simple afin de briser toute velléité de pensée²⁴. Il semblerait par conséquent plus approprié d'associer le père à la dictature, tandis que grognerait aux oreilles du totalitarisme la voix d'une mère trop généreuse. La dictature aurait de fait quelque chose à voir avec l'autorité et la limitation abusive, engendrant en quelque façon une terre aride, un « trop de moins », là où le totalitarisme convoque une unification paroxystique des masses, tandis que dégouline de lui un Amour tout-puissant propre à garantir aux êtres une terre d'opulence et de richesses, un « trop de tout ». Dans les deux registres, l'effet est identique, à savoir l'assèchement des peuples et la mort de l'Homme.



CONCLUSION

Il est de coutume de qualifier, dans les mouvements contestataires, le capitalisme de système réactionnaire et conservateur et de percevoir en lui un modèle patriarcal fondé sur la répression. Pour nous, cela ne va pas de soi :

(1) même s'il est particulièrement douloureux de l'admettre, le capitalisme représente avant tout un modèle révolutionnaire dans le sens où, accolé à l'idéologie bourgeoise du Progrès, il n'a de cesse d'assimiler l'ensemble des œuvres des hommes a priori contraires à lui afin de se fortifier davantage (sans parler du fait que, constamment, il chamboule l'existence humaine par la production de nouvelles technologies) ;

(2) il est, de fait, difficile de voir dans le capitalisme quelque chose de l'ordre d'un quelconque conservatisme, d'autant plus lorsque l'on prend la peine de considérer à quel point la marche en avant vers le Progrès domine tout discours politique, de droite comme de gauche ;

(3) nous pensons que le capitalisme, dans nos contrées du moins — il n'en n'est effectivement pas de même des travail-

leurs d'usines asiatiques qui confectionnent les jouets de nos enfants et autres gadgets pour les plus grands —, est passé d'un versant paternel et vertical — que l'on retrouvait dans le capitalisme purement productiviste d'avant les années 1930 —, à une dimension maternelle qui promeut la *Jouissance* et donc une forme d'horizontalité (de dissolution) des rapports humains²⁵ — où le capitalisme de consommation a pris son essor à partir du compromis fordiste, dans lequel le principe est de faire le plein d'opulence au travers de la *capitalisation des expériences vécues*.

Comme nous avons tenté de le démontrer, le capitalisme est moins lié à *Big Brother* qu'à *Big Mother*. Celle-ci n'est pas un personnage réel et nous partons du principe qu'aucun agent autre que la collectivité ne tire les ficelles de la trame — même s'il est avéré qu'il existe des personnages plus puissants que d'autres dans l'Histoire. Nous sommes plutôt confrontés à un mouvement qui humecte l'inconscient, au travers duquel il naît mais aussi s'enracine.

Tout comme la fonction maternelle dont elle emploie exagérément les habits, *Big Mother* a une tendance à la liaison, là où la besogne de la fonction paternelle est de délier — « défusionner » — l'enfant de sa mère. Il existe à cet endroit un élément

subtil qu'il nous faut prendre en considération afin de polir notre analyse : une saine distance a pour vertu de relier les êtres entre eux — il n'est qu'à voir combien nous sommes d'autant plus capables d'apprécier la présence d'un proche lorsque celui-ci s'est absenté un instant —, tandis que trop de proximité empêche l'établissement de tout rapport véritable. Dans le même esprit, il est notoire que la propagation des technologies portatives (smartphones) permet d'évacuer le distant en favorisant une constante liaison de l'être à l'absent. Si beaucoup percevront quelque chose de l'ordre de la vie dans le processus, y hoquette au contraire la pulsion de mort.

Il est de coutume d'admettre — pour peu qu'on reconnaisse en premier lieu leur existence — que les pulsions de vie sont propices à la liaison psychique, tandis que les pulsions de mort participent à la déliaison. Si nous considérons avec sérieux ce que nous avons prétendu à leur sujet, il y aurait donc quelque chose de l'ordre de la pulsion de vie dans la fonction maternelle — dont la tâche, entre autres choses, consiste à protéger l'enfant d'un environnement potentiellement dangereux, et donc de le lier à elle —, tandis que la fonction paternelle emprunterait à la pulsion de mort de quoi réaliser son œuvre, à savoir instaurer une limite entre la mère et l'enfant et endiguer une liaison qui était jusqu'ici totale.

Pourtant, nous avons prétendu qu'un père à la bonne mesure participe à la naissance psychique de l'enfant (et donc à la vie), tandis qu'une mère trop généreuse provoquera potentiellement sa suffocation (ce qui évoque la mort). Force donc est d'admettre que trop

de pulsion de vie tue²⁶, tandis qu'un peu de pulsion de mort contribue au déploiement de l'existence. Les deux types de pulsions a priori opposées ne peuvent, en conséquence, être que subtilement intriquées et au service l'une de l'autre²⁷. Nous n'aurons pas la prétention de développer dans l'immédiat cette idée qu'il s'agit d'introduire dans un premier temps. Contentons-nous donc de conclure sur cette intuition : s'agit, dans les soubassements du modèle capitaliste, quelque chose de l'ordre de la fonction maternelle, un trop plein d'Eros, c'est-à-dire une tendance à la liaison qui détériore paradoxalement le tissu environnemental et humain (n'oublions pas que c'est par l'intermédiaire du *Marché* que ce modèle emprunte à la religion une de ses fonctions principales, à savoir relier les êtres entre eux²⁸). Cette propension à l'union sacrée que l'on repère autant dans la fonction maternelle que dans le capitalisme ou dans le spectre religieux, possède en son sein une conséquence qui réjouira peut-être nombre de (néo)fémnistes, de tous bords confondus : en substance, tout comme le *Capital*, *Dieu* est la mère de l'homme — même s'il lui arrive, bisexualité psychique oblige et tout erratique qu'il est, de se comporter de temps à autres comme un père dictatorial.

Kenny Cadinu

1. Voir Alexis de Tocqueville, cité par Michel Schneider dans *Big Mother : Psychopathologie de la vie politique* (Odile Jacob, 2002).

2. D'un point de vue biologique seulement, car les choses au niveau de l'imaginaire se passent tout autrement, l'homme pouvant très bien jouer à la femme, et vice-versa. De là à confondre le jeu avec le réel, il n'y a qu'un pas. Nous sommes en train de le franchir.

3. Voir le guide EVRAS.

4. Voir l'œuvre du sociologue Zygmunt Bauman.

5. « Le capital santé d'une personne se traduit par sa capacité à vivre sans incapacité physique/mentale et à pouvoir résister aux maladies ». <https://www.mylifecare.com/s/capital-sante>. Pour une définition du capital humain, voir la très « gauchiste » encyclopédie en ligne Wikipédia : « Le capital humain est l'ensemble des connaissances, aptitudes, expériences, talents, et qualités accumulées par une personne, une équipe, une organisation, ou un groupe d'organisations, et qui déterminent en partie leur capacité à travailler ou à produire pour eux-mêmes ou pour les autres ».

6. Tout au plus, l'est-il (manipulé), par un agent inconscient : la pulsion.

7. Le lecteur pourrait nous objecter que Facebook et confrères sont du domaine de l'Agora. En réalité, ces réseaux prêtent, en substance, à confusion ; ils peuvent être une forme d'Agora où l'on discute, mais sont en même temps un lieu d'exhibition, ce qui ne correspond pas au principe de l'Agora ; ils sont aussi un peu *Ekklesia*, dans la mesure où les politiques y font part de certains échanges — ce qui ne les empêche pas, eux-aussi, de succomber aux tentations de l'exhibition ; ils sont enfin *Oikos* étant donné que l'on dépose du privé sur un Mur qui n'en n'est pas vraiment un.

8. Un père en chair et en os peut très bien commettre un inceste. Mais il ne s'agit alors plus d'un père au sens symbolique.

9. Nous ne parlons pas des « critiques » dites altermondialistes qui n'ont rien de radicales. Tout au plus ont-elles pour effet d'endormir le feu qui couve.

10. Le lecteur pourrait nous objecter ceci : le durcissement des lois, en Belgique notamment, concernant les chômeurs, démontrent que nous avons tort. Mais qu'il n'oublie pas ceci : *Big Mother* aura toujours besoin d'une armée de réserve dont le sort est peu enviable, afin de faire tourner le reste de la population. En gros, il lui faut trouver un mauvais marmot afin de magnifier encore un peu plus tous ses autres.

11. Monnayant tout de même argent.

12. Voir les quelques articles de Nicolas Bart à ce sujet dans les colonnes de *Kairos*.

13. Voir le site internet de *Kairos*.

14. Comme Jean-Claude Michea l'a brillamment analysé, les libéralismes de gauche et de droite sont pieds et poings liés.

15. De l'ouvrage éponyme de la philosophe Mazarine Pingeot (Robert Laffont, 2016).

16. Il devrait pourtant paraître évident aux yeux de chacun que ce vœu d'authenticité laisse le champ libre à la pulsion, dans la mesure où rien n'est plus sincère en l'homme que le feu qui le brûle de l'intérieur (mais peut-être est-ce justement ce à quoi le capitalisme aspire : libérer la pulsion afin de gonfler les avoirs. Jusqu'au transhumanisme ?).

17. En vérité, il « s'en lave les mains », de son prochain.

18. Les drapeaux mis sur les balcons firent presque penser que l'on se retrouvait en temps de Coupe du monde de foot.

19. Voir notre article abrégé de *Novlangue* paru dans ces colonnes.

20. Voir l'ouvrage de Jean-Claude Michéa, *Le complexe d'Orphée*, Climats, 2011.

21. Philologue juif ayant vécu sous le joug du III^e Reich.

22. LTI : *La langue du troisième Reich* (Pocket, 2003).

23. Ce qui n'en reste pas moins violent.

24. D'où la nécessité, en ce qui nous concerne, de ne pas prendre les gens pour des cons et de leur proposer des écrits parfois quelque peu techniques qui, à défaut d'être de vulgaires « prêts-à-penser », prêtent à penser (du moins, espérons-le).

25. Ce malgré la différence notoire des revenus.

26. D'une certaine manière, les transhumanistes sont peut-être animés d'un trop plein de pulsion de vie (leur but étant de préserver l'organisme des affres de la mort), qui mène à la mort de l'Homme.

27. Si la cellule organique n'était pas programmée pour retourner à l'état de non-vie, il serait difficile d'imaginer l'émergence de nouvelles existences. Sexualité procréative et mort sont donc liées (Eros et Thanatos).

28. Bien que l'étymologie de ce mot soit controversée, il dériverait du latin *religare*, « relier », « rassembler ».

Les élucubrations d'un « ultraépicrotén » ...

ou petit guide de pensée libre en période « presque » totalitaire –
(1^{er} volet)

Évidemment, avec un titre pareil, il va falloir que je m'explique un peu. Je vous propose, dans l'immédiat, de ne pas buter sur ce néologisme d'*ultraépicrotén* mais plutôt de vous laisser porter par le fil de la lecture qui ne manquera pas de vous éclairer le moment venu.

Commençons par un peu d'histoire. En plein battement de la période covid, d'aucuns se rappelleront peut-être de l'intervention à hue et à dia d'une multitude d'experts de plateau. À l'époque, les différentes chaînes de TV ont usé [et abusé] de leur monopole de diffusion de la « vérité vraie » en matières de sciences, de médecine, de sociologie, voire de psychologie. Il s'agissait de remporter l'audimat, la concurrence étant rude avec les acteurs de la communication alternative qui, par définition, ne comprenaient rien à rien et doutaient de tout quand il était question de santé publique en période « pandémique ». C'était une question d'urgence, il ne fallait pas trop discuter de ce qu'il convenait de faire. Une fois que l'*Expert* avait parlé, il fallait agir au plus vite, solidairement, pour le bien de tous ! « Ensemble, pour le port du masque ! Ensemble, pour limiter les activités non-essentiels ! Ensemble, pour baisser la courbe des infections/des admissions/des cas, etc. » Avant même les premières « vaccinations » disponibles, il s'agissait d'être tous unis pour sauver Papy et Mamie !

En effet, les acteurs de la communication alternative [entendez par là, autres que les médias *mainstream* et les communications gouvernementales] étaient nombreux et variés. Cela pouvait aller de professionnels ou experts compétents, essayant de garder un peu de recul sur la situation en n'exprimant pas l'avis officiel *tout de go*, à certains collectifs ou reporters citoyens dits de « réinformation », en passant par n'importe quel quidam s'exprimant, à tort ou à raison, sur les nombreux réseaux sociaux.

Bien entendu, il était naturel de s'attendre à une contre-attaque de l'*officiel* face à la *désinformation*. Devant l'urgence et la gravité de la situation, l'argumentaire ne suffit généralement pas. Il n'est pas temps de débattre, il faut agir ! C'est généralement là qu'interviennent les mots-étiquettes. Ils permettent de trancher net toute polémique en évitant justement le débat. On se souviendra de l'inventivité [et de la mauvaise foi] déployées pour le choix des épithètes dont le moins injurieux, mais certainement pas le moins efficace, fut celui de « complotiste ». Mais il en est un que, personnellement, je n'avais pas vu venir et qui m'amusa beaucoup. Il n'est sans doute pas devenu le plus efficace des mots-étiquettes et n'est d'ailleurs que peu utilisé encore maintenant. Sans doute un chouia trop intellectuel, non immédiat tant en prononciation qu'en étymologie, il ne pouvait rester populaire. J'ai nommé : l'*ultracrepidarianisme* !

Une fois passé le temps que vous avez pris à lire et relire le mot pour vérifier que vous le prononcez aisément, nous pouvons maintenant nous attarder sur sa signification et son origine. Une consultation rapide sur un moteur de recherche

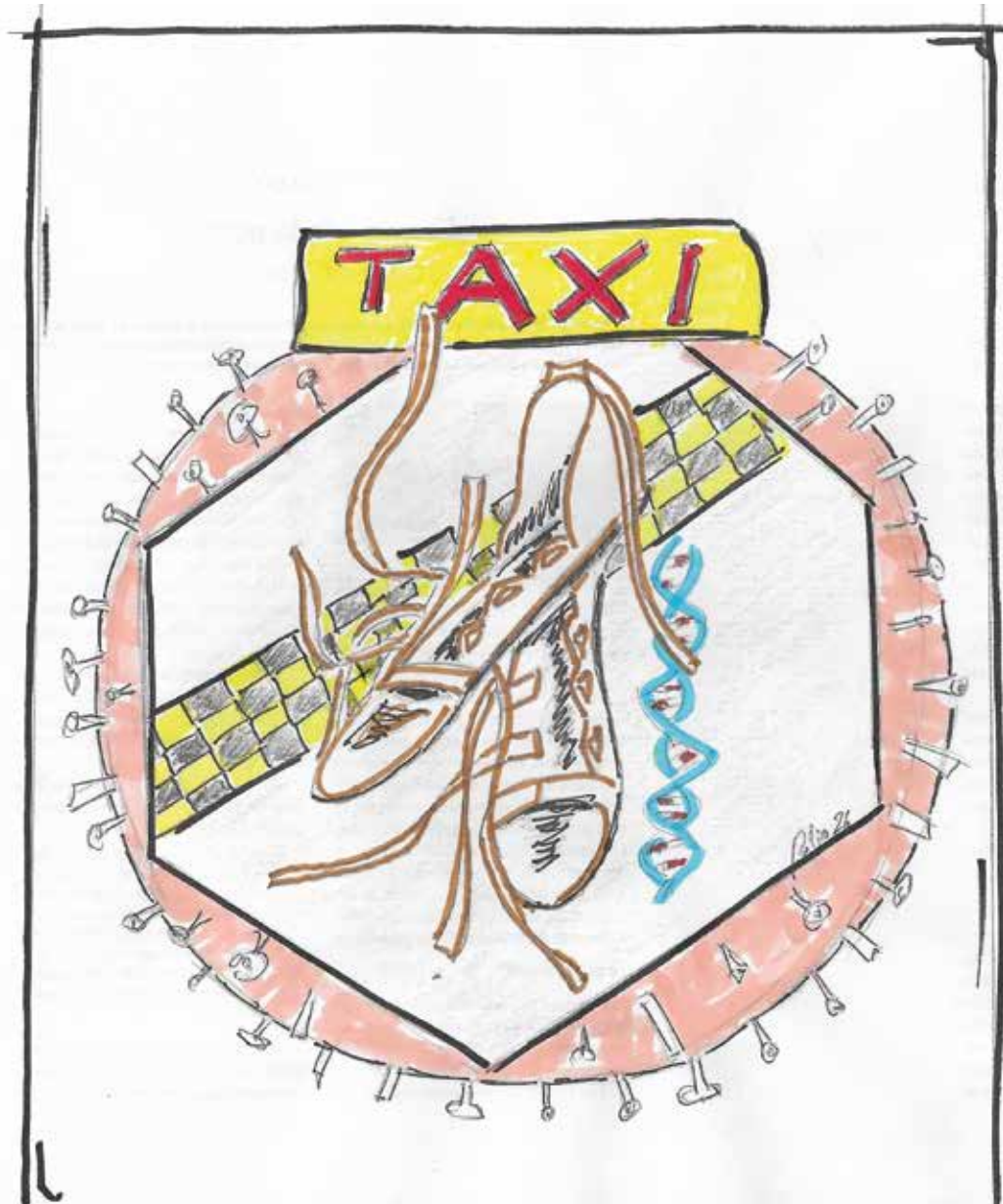


Illustration : Bruno Lionnet

par un parcours de recherches suffisant ? De quoi un diplôme est-il le garant en matière de compétences ? De capacité de recherches ? Etc. En épistémologie, la simple question de la compétence d'une personne sur un sujet est vieille comme le monde et n'est certainement pas évidente à trancher. Sauf qu'ici, c'est de la *compétence de débattre d'un sujet* plutôt que de la *compétence sur un sujet* dont il s'agit. Ce n'est pas vraiment pareil. Et d'un point de vue démocratique, c'est même très différent.

Revenons ainsi à notre cordonnier. Et posons le fait que sa véritable compétence devrait se limiter aux connaissances et à l'expérience pratique qu'il a de la chaussure. Dans ce cas, en démocratie, pourquoi lui demande-t-on de voter ? Ou plus précisément, pourquoi lui demandons-nous de voter sur des sujets en dehors de sa compétence « *crépidaire* » ? La réponse est simple : parce qu'il est concerné personnellement en tant que membre de la société civile. Ainsi, si nous lui reconnaissons le droit de voter pour une personne ou sur un sujet, nous lui reconnaissons implicitement la capacité (la compétence ?) d'interroger, de douter, de peser le pour et le contre, de recueillir l'information nécessaire pour assumer son vote. Dans le cas contraire, le système démocratique devrait s'articuler en un saucissonnage de sujets à voter pour lesquels seuls les personnes reconnues compétentes dans ces matières pourraient être autorisées à débattre ou à voter. Serions-nous encore dans une démocratie ?

courant vous expédie, vite-fait, sur une définition facilement assimilable de type IA.¹

Ultracrepidarianiste – nom épicrotén – Personne qui donne son avis sur des sujets à propos desquels elle n'a pas ou très peu de compétence.

L'origine du mot proviendrait de la locution latine « *Ne supra crepidam sutor judicaret* » signifiant qu'un cordonnier ne devrait pas émettre de jugement au-delà de la chaussure². La *crépide* est en effet une sandale antique protégeant particulièrement la cheville. Soit ! À ma connaissance, c'est suite à l'intervention du physicien et philosophe des sciences Étienne Klein, venu présenter son livre *Le goût du vrai* dans l'émission 24H Pujadas sur LCI le 2 juillet 2020, que le concept a été remis au goût du jour principalement à l'encontre des « *scientosceptiques*³ ». En fait, il ne s'agit pas tant de donner son avis sur un sujet sans en avoir la compétence que de le faire avec assurance. Le principe est le suivant : plus vous dites quelque chose avec aplomb, plus vous impressionnez votre auditoire qui le prend pour comptant. Le concept est brillant et pas faux, en plus.

Mais à y regarder de plus près, interrogeons-nous sur ce qui fait la compétence d'une personne par rapport à un sujet. Est-ce un titre ? Et dans ce cas, ce titre relève-t-il d'une attribution de droit, d'une filiation héréditaire ou népotique, d'une élection, d'une cooptation, d'une reconnaissance par des pairs ? Ou encore, ce titre relève-t-il d'un diplôme ou est-il justifié

Dans le contexte du Covid, je me souviens avoir ainsi débattu en novembre 2020 sur l'intérêt que pouvait avoir la libre diffusion du film *Hold Up* de Pierre Barnérias. J'ai eu ce débat via les réseaux sociaux avec un ancien copain de fac de chimie, lui-même devenu médecin anesthésiste par la suite dans un grand hôpital bruxellois. [Il se reconnaîtra peut-être, bien que je doute qu'il soit lecteur régulier de Kairos...] Contre toute attente, notre désaccord ne s'est pas porté *in fine* sur le fond scientifique de la virologie (arguments et contre-arguments), nous étions même tombés assez rapidement d'accord sur ce qui nous apparaissait d'emblée exagéré comme mesures de précaution imposées à la population. Non, ce qui avait été rédhibitoire pour lui, au point de cesser de visionner le film, c'était que l'auteur donne la parole à un chauffeur de taxi sur le sujet ! Chauffeurs de taxi, cordonniers, restez dans vos domaines de compétence ! Fin de la discussion !

Je n'ai pas l'intention ici de trancher sur le fond du problème de compétence. Ce n'est pas mon propos. Mais avec le recul cependant, nous savons maintenant que des experts ont fait des affirmations dont ils ne savaient en fait rien de par leur compétence. Cela ne les a pas empêchés de les faire avec aplomb et autorité. Combien de personnes auront pris ces déclarations pour acquiescées ? Quelles en furent les conséquences pour leur santé à court et moyen terme ? Qu'en est-il des implications sur leur santé actuelle, voire même future ? À l'inverse, d'autres personnes sans prétention de compétence, ont préféré écouter leur bon sens et leur intuition légitime, allant même jusqu'à partager leurs opinions sur les réseaux

sociaux. Au final, qui aura le moins mal agi ? L'Histoire nous le dira. Mais nous pouvons déjà constater que la période a manqué de débat serein. Que le choix en faveur de l'argument d'autorité, du muselage du débat contradictoire et de la censure a été fait.

Évidemment, je ne dis pas non plus que la compétence de l'expert n'a pas d'importance⁴. Je dis, par contre, que lorsque l'on aborde un sujet de société qui pose problème, il est important d'en entendre les différentes positions. Il est également très utile d'entendre des experts qui ont des avis contradictoires sur le sujet. Et je dis, enfin, que si l'on veut que le débat sur ce sujet de société difficile soit compris par tout le monde, il est important, en démocratie, que l'on puisse entendre des questions, des opinions (fussent-elles intuitives) de quidams non experts justement. Donc, des ultracrépidarianistes par définition...

À noter également que l'expert est bien souvent un scientifique (au sens large du terme, sciences dites « exactes » ou « humaines ») qui s'est spécialisé dans un domaine assez précis. Cette spécialisation est souvent tellement précise, qu'elle en devient presque une compétence micro-analytique en ce sens qu'elle se restreint au champ d'étude de la spécialité et en perd ainsi une vue d'ensemble (le point de vue macro-analytique, voire méta-analytique). Dans un problème de société, le point de vue d'ensemble est pourtant quasi systématiquement fondamental. Il contribue à garder sa capacité de bon sens... dit plus populairement, à garder les pieds sur terre. Quand on en arrive à voir des « maladies asymptomatiques » ou des

vaccinations qui ont besoin de la vaccination des autres pour fonctionner sur soi, on peut s'interroger légitimement sur le fait d'avoir encore les pieds sur terre, non ?

En démocratie, le débat est l'affaire de tous. *A fortiori*, lorsqu'on en vient à réclamer le consentement « libre et éclairé » de la population à accepter une vaccination par des produits dont les phases-tests ne sont pas complètement finies, basés sur des techniques nouvelles (ARNm) et pour lesquels on n'a en fait que la parole du fabricant comme garantie. Si le débat n'est autorisé que pour des personnes validées par les Autorités ou sélectionnées par les médias à leur service, même au nom d'une compétence, c'est tout simplement le débat lui-même qui est tronqué. Seule l'exposition des questionnements et des contradictions peut permettre à tous de se saisir du débat et y trouver éventuellement les éléments de décision nécessaires au consentement ou non. Au final, la vérité ne peut émerger, pour tout un chacun, que par l'expression du doute, le débat logique et la contradiction des arguments.

Vous l'aurez compris, le titre d'une personne, même présentée comme experte, n'est en soi pas suffisant pour garantir son expertise réelle sur les affirmations qu'elle peut faire. Par ailleurs, une personne non experte (un cordonnier vis-à-vis de la vaccination) peut avoir un avis juste par intuition, par bon sens, ou parce qu'elle s'est bien renseignée sur le sujet. En tenant compte de nos degrés divers de connaissances, nous sommes tous bien, en fin de compte, l'*ultracrépidarianiste* de quelqu'un d'autre... Ce n'est pas bien grave en soi et cela ne doit pas nous empêcher d'utiliser notre bon sens pour nous saisir

d'un débat où nous sommes les premiers concernés. En ce sens, et particulièrement lors d'un débat démocratique, nous ne devons pas nous laisser priver d'y participer, sereinement et avec humilité, selon nos propres compétences.

A titre personnel, c'est donc en boutade mimétique au terme d'*ultracrépidarianiste* que je me suis affublé (dans le titre de cet article) du qualificatif d'*ultraépïcristin*. Je trouve ce petit néologisme plus sympathique. Il me permet, avec beaucoup d'humour, d'être au-dessus (ultra-) de l'*épïcristinerie*, étant entendu que l'*épïcristin* est un peu au crétin ce que l'*épigénétique* est à la génétique... une question de facteurs d'influence environnementaux. Quant aux « élucubrations », je vous les propose, ni plus ni moins, à titre de réflexions.

/ À suivre /

Bruno Lionnet

1. N'étant pas un adepte de cette nouvelle technologie, je me permettrai de ne pas en citer de références. Les IA, leurs concepteurs et les moteurs de recherche qui les utilisent se soucient d'ailleurs bien peu en général de l'exactitude du référencement d'auteur qu'elles plagient allégrement sans vergogne. Qui se soucie encore de la citation des sources à l'ère de l'IA à part peut-être quelques universitaires *old school* un peu grincheux ?

2. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Ultrac%C3%A9pidarianisme> (consulté le 29-04-2026).

3. <https://www.youtube.com/watch?v=aLXBGkuuHKU> (consulté le 29-04-2026).

4. Je n'aborderai pas volontairement d'autres questions concernant l'expert, comme par exemple le conflit d'intérêt. Non pas parce que cela importe peu, mais parce que cela sort du champ de l'*ultracrépidarianisme* que je veux traiter ici.

La peine capitale : pour ou contre ?

« Vous avez été condamné à mort » : c'est par ces mots que Constance Debré¹ plonge d'emblée et à vif dans le sujet de la peine capitale. Vif est un mot bien faible pour décrire ce que les Hommes ont inventé pour tuer légalement leurs semblables. Pléthore de livres, articles, réunions, débats, batailles même, au sujet de cette antique peine de mort défrayent la chronique de manière récurrente, agitent les cerveaux, aiguissent les langues et les instincts. La mise à mort d'ennemis, de dissidents politiques, de criminels, toutes dénominations confondues, ou tout simplement pour donner l'exemple, pour assouvir une vengeance, existe depuis la nuit des âges. L'Homme est ainsi fait qu'il hurle à la vindicte, au crime légalisé, à la punition justifiée, pour peu que l'on heurte sa sensibilité et ses valeurs. Infanticides, féminicides, parricides, meurtres passionnels, voire viols ou assassinats crapuleux, les foules déchaînées montent au créneau pour réclamer justice par la mort. Et pourtant ? Si la peine capitale, placée au sommet des peines, avait pour mission la dissuasion ? La retenue dans le crime ? Et si elle avait sauvé des innocents tout en expédiant d'autres innocents *ad patres* ? Pas un instant, les « pour » ne se posent la question, à savoir « [...] Si les exécutions étaient publiques, y assisteriez-vous ? Iriez-vous voir un meurtrier en série se faire décoller, tout en refusant, pour des raisons morales, de ne pas assister à l'exécution d'une jeune femme vulnérable coupable d'infanticide² ? » Car oui, les exécutions, dans la majorité des cas, étaient publiques. Elles le sont encore, mais devant un collectif restreint. Pas un instant, les « contre » ne pensent aux parents du petit Philippe Bertrand assassiné par Patrick Henry en 1976. Henry échappe à la mort, écope d'une peine à perpétuité, mais sera libéré en 2001 après seulement 25 ans d'emprisonnement³ !

TOUR D'HORIZON HISTORIQUE, CULTUREL ET MONDIAL DES PRATIQUES UTILISÉES

La première occurrence dans la littérature occidentale nous vient d'Homère et de son *Odyssée*. Lorsqu'Ulysse rentre à Ithaque, il fait pendre haut et court les prétendants de son épouse Pénélope. Quant aux Romains, ils aimaient beaucoup théâtraliser les mises à mort et plus l'empire romain s'étend, plus le spectacle devient sophistiqué et sanglant. L'imagination n'avait pas de limites. Esclaves fugitifs ou voleurs donnés aux bêtes : sangliers sauvages ou lions, supplice du sac (condamnés battus, ligotés et enfermés dans un sac de cuir cousu avec un ensemble d'animaux à l'intérieur : serpents, chiens, coqs..., jetés dans la rivière), crucifixions dans toutes les positions possibles, mort par les flammes, décapitation par l'épée. Le tourment de la roue, spécialité du Saint Empire romain germanique, jusqu'à ce que mort s'ensuive était aussi une « gourmandise » appréciée du peuple, calvaire qui subsistera durant des années. Toutes ces « joyeusetés » avaient lieu en public. On trouve peu de documents concernant le haut Moyen Âge, mais nous pouvons supposer que les méthodes étaient tout aussi « facétieuses » et ravissaient les manants qui se pressaient aux portes des arènes et autres lieux d'exécutions. Le bas Moyen Âge apporte une nouvelle peine, qui est principalement réservée aux femmes accusées d'infanticide. Elles étaient enterrées vivantes ou noyées. En effet, les « châtieurs » considéraient que la pendaison était inadaptée « [...] car les sous-vêtements d'une femme ou leur absence pouvaient heurter la sensibilité des spectateurs⁴ » ! Cette délicate attention envers la gent féminine perdure jusqu'au XVII^e siècle en Europe centrale. La mort par ébullition faisait aussi partie de la panoplie monstrueuse de la peine capitale. C'est sous le règne de la dynastie anglaise des Tudors (1485-1603) que cette méthode a vu le jour. Eau, huile, suif, plomb fondu... tout ce qui pouvait

se chauffer était utilisé. Les coupables de crimes particulièrement abjects et horribles culbutaient la tête la première dans la marmite. Les faux-monnayeurs dans l'Europe du XIV^e avaient aussi le droit de prendre un bain d'huile bouillante ! Le gibet⁵, contrairement à la potence⁶, était constitué d'une cage de fer dans laquelle on plaçait les traîtres et les meurtriers sur les places des villages jusqu'à ce que mort s'ensuive, martyre pratiqué dans tout l'Empire britannique. La décapitation par la hache était particulièrement cruelle, car les haches d'exécution étaient fréquemment émoussées, de maniement difficile, mal équilibrées et le bourreau, à l'inverse des idées ancrées dans l'inconscient collectif, était généralement ivre et sans expérience. Au travers de moult longs métrages, Hollywood a livré une image d'Épinal du maître des hautes œuvres. Encapuchonné de cuir, grand et fort, maniant la hache comme un bûcheron, alors que l'exécuteur était plus souvent un vagabond qu'on chargeait d'une besogne que personne d'autre ne voulait accomplir.⁷ Un des procédés d'exécution les plus abominables consistait à être pendu à l'aide d'un nœud coulant court pour assurer la survie, puis ranimé, traîné sur une claie et finalement écartelé. La France avait une façon originale et spectaculaire de pratiquer l'écartèlement. Le condamné était traîné sur une claie avant d'être littéralement « déchiré » par quatre chevaux, chacun attaché à un des membres du supplicé et lancé au galop dans quatre directions différentes⁸ ! Technique héritée des Assyriens, l'empalement était une forme courante de mise à mort chez les Perses de l'Empire achéménides (550-330 av J-C), qui ont peaufiné la persécution en huilant le pieu qui entraînait assez loin dans l'anus ou le vagin pour maintenir le condamné debout, la pointe acérée glissait de plus en profondément dans le corps du supplicé jusqu'à perforer les organes vitaux, ce qui entraînait le décès. La mort par empalement était commune à de nombreuses cultures, mais moins répandue en Europe. On en trouve trace en Allemagne et en Angleterre avec la mort d'Édouard II : emprisonné puis empalé par ses ennemis. L'écorchement, quant à lui, était réservé aux colons



par les Amérindiens. Abordons maintenant la dernière partie de notre tour d'horizon avant d'en arriver à l'époque contemporaine. L'exécution par l'épée. « [...] L'épée est le symbole de la noblesse guerrière. Seule l'élite de la société peut se permettre de telles armes. C'est pourquoi l'on réserve l'exécution par l'épée aux classes supérieures⁹ ». Cette mort est censée être indolore lorsqu'elle est donnée par un bourreau patenté. On voit immédiatement le contraste entre la « boucherie » sanglante imposée au petit peuple et le geste « miséricordieux » octroyé aux riches.

L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

Si la peine de mort reste d'application dans une grande partie du monde, elle est abolie en Europe géographique (sauf en Biélorussie¹⁰). La Russie maintient la peine capitale dans la loi, mais un moratoire la suspend. Il n'y a eu aucune exécution depuis 1996.¹¹ La Chine arrive en tête du palmarès avec des milliers d'exécutions par année, suivie par l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Égypte et l'Irak.¹² Revenons-en à l'Histoire, et plus particulièrement en Occident. La Révolution française (1789-1799) bat son plein avec une foudroyante multitude d'exécutions en tout genre. Nous sommes en 1789 et les techniques de mise à mort sont hétéroclites, comme nous l'avons vu. Joseph-Ignace Guillotin (1738-1814), député de Paris en cette année de renversement monarchique, appuie alors le principe de la peine personnelle et de l'égalité des peines. Il propose que toute condamnation capitale se réduise désormais à une décapitation par une machine, selon le principe de celle appelée « mannaia », connue à Gênes dès le XV^e siècle¹³. Si son concept ne rencontre pas un franc succès, l'idée fait son chemin et dans un but humanitaire, la loi du 25 septembre 1791 décrète que

tout condamné à mort aura la tête tranchée¹⁴. Ce n'est pourtant pas qui en est le géniteur qui donnera son nom à l'illustre « veuve ». En effet, le prototype de ce qui deviendra plus tard la guillotine, nous le devons au Dr Antoine Louis (1723-1792), chirurgien militaire. Pour construire la machine qui « [...] doit procurer une mort sûre et invariable, rapide et, par là-même, indolore¹⁵ », Louis ne fait que reprendre l'idée de Guillotin. La guillotine entre en fonction en juin 1792 pour les humains après avoir été testée sur des animaux. C'est sous la Terreur (1793-94), période paroxystique de la Révolution française, que plus de 40.000 hommes et femmes, riches et pauvres, nobles ou manants offrent leur cou à la lame biseautée. La guillotine restera opérationnelle en France jusqu'à l'abolition de la peine capitale (1981). L'invention des armes à feu et du peloton d'exécution apporte un nouveau style de mise à mort. Il n'en reste pas moins que la condition *sine qua non* pour que cette solution se révèle plus « charitable » est que la mort survienne rapidement. Elle est donc de réussir à viser, pour toucher soit le cœur, soit la tête¹⁶. Cette méthode est souvent l'apanage des militaires. Si nombre de pays utilisent encore des moyens ancestraux pour mettre à mort (lapidation, décapitation à la hache, pendaison, etc.), nous pouvons nous targuer d'avoir modernisé l'art de tuer ! L'arrivée de l'électricité fait monter d'un cran la recherche d'un meurtre légal plus propre, moins douloureux, plus simple, mais surtout économique. La chaise électrique naît à la suite d'un accident. En 1880, le dentiste et ingénieur américain Alfred P. Southwick entend parler d'un ouvrier alcoolisé qui serait tombé foudroyé alors qu'il travaillait sur un générateur électrique. Notre bon dentiste imagine que cette façon de mourir pourrait se mettre au service de la justice. Thomas Edison est la « rock star » du moment dans le domaine de l'électricité. Les deux ingénieurs vont s'associer pour créer, ce qui est toujours d'actualité dans plusieurs États américains : la chaise électrique.¹⁷ Si cette innovation paraît plus humaine, la mise en scène n'en reste pas moins

abominable : « [...] L'homme est tondu, l'éponge du casque entre l'électrode et le crâne est mouillée. Les jambes sont rasées et enduites d'un gel conducteur... l'homme est sanglé à la chaise par le torse, le cou, les jambes et les bras. Sa tête est maintenue par le casque... l'homme est cagoulé... une première décharge est appliquée... pendant une trentaine de secondes... une pause pour que le corps refroidisse et ne prenne pas feu ». ¹⁸ Les deux décharges suivantes sont de même durée et/ou d'intensité. Le mode d'emploi de cette sinistre chaise donne des détails morbides : voltage nécessaire suivant le poids du condamné, nombre d'ampères, durée des décharges, etc. Un médecin doit être présent pour constater le décès, mais ne donne jamais la mort, serment d'Hippocrate oblige ! « [...] Selon le docteur W., les hommes foudroyés par la chaise électrique ne meurent pas de mort cérébrale lors de la première décharge, mais à cause de la cuisson des organes au cours de la deuxième ou troisième décharge¹⁹ ». Les premières exécutions du genre sont un désastre ! Personne ne s'est demandé combien de temps doit durer l'électrocution, ni quel ampérage est indispensable. Mais qu'à cela ne tienne, il ne manque pas de condamnés végétant dans les couloirs de la mort pour affiner le processus. Si les ratages sont rares, il n'en demeure pas moins que parfois les hommes prennent feu, qu'ils bavent, défèquent, urinent, que les témoins s'évanouissent... « Les médecins se rassemblèrent autour du cadavre pour l'inspecter et l'un d'eux déclara : "Voilà l'aboutissement de dix années de travail et d'étude. Nous vivons dans une civilisation supérieure aujourd'hui"²⁰ ». La manière de tuer de la meilleure des façons qui soit est une quête perpétuelle depuis des siècles, chaque innovation a ses avantages et ses défauts réhabilités. Alors on cogite, on érige des règles ou lois inédites. On conçoit un autre dispositif : la chambre à gaz. À l'entame du XX^e siècle, les « huiles » veulent rendre la peine capitale la moins « désagréable » possible. La mort sur la chaise est tout sauf indolore. Surgit alors des cerveaux enfiévrés l'idée de la chambre à gaz. La Première

Guerre mondiale et l'utilisation du gaz moutarde (principalement à Ypres en Belgique) donne une idée au Major Delos A. Turner. Il est l'un des premiers instigateurs de l'emploi du gaz dans le système judiciaires des États-Unis.²¹ « [...] En 1921, les membres du corps législatif du Nevada décidèrent que les prisonniers seraient exécutés par exposition à une combinaison de substances gazeuses létales.²² » N'entrons pas dans la composition des différents cocktails fatals (acide chlorhydrique, cyanhydrique, sulfurique, etc.), mais gardons quand même à l'esprit le tristement célèbre Zyklon B, utilisé par les nazis dans les non moins tristement célèbres camps de la mort. Ils ont d'ailleurs la primeur de l'utilisation de la mort par gazage en Europe. Ce caisson lugubre ne donne pas toujours les résultats escomptés (mauvais dosage et/ou température des produits, manque d'hermétisme des joints de la porte, lenteur de l'intoxication : jusqu'à 40 minutes parfois !) Les années 1970 voient naître une énième réflexion pour rendre la mort du condamné la plus « paisible et douce » possible. L'injection létale pointe le bout de son aiguille mortifère dans les arcanes du cerveau de William J. Wiseman qui cherche une solution scientifique, aidé en cela par Jay Chapman (médecin légiste en chef de l'État de l'Oklahoma). Sur une civière de type hospitalier, le condamné est allongé, sanglé pendant qu'un goutte-à-goutte salin est inséré dans une veine du bras, dans lequel on injecte en même temps un barbiturique, suivi d'une préparation pharmaceutique pour paralyser les fonctions corporelles et on termine par une concoction pour stopper le cœur. Si elle n'est pas parfaite (dosage des produits erroné, aiguille mal placée, sangles trop serrées qui empêchent la diffusion du barbiturique, etc.), l'injection létale est à ce jour la méthode la plus utilisée dans les 37 États qui pratiquent encore la peine capitale chez l'Oncle Sam.²³

LE DÉBAT : POUR OU CONTRE ?

La peine capitale dans les pays européens est devenue « hors la loi » et par conséquence le sujet est tabou. Le droit à la liberté d'expression, que ce soit de manière curieuse pour se faire une opinion ou pour prendre position, est frappé d'anathème. On est « obligé » de se réjouir de son abolition ! Pourtant, il est antidémocratique, même si l'histoire a tranché entre le pour et le contre, d'interdire de rouvrir le débat sur le sujet. Clore la controverse est un retour vers l'obscurantisme. L'indépendance absolue de la pensée et de son expression est un droit fondamental. Nous sommes sur la question de la peine de mort, dans une situation dogmatique de nature religieuse. À de rares exceptions près, les livres consacrés à la peine de mort au cours des dernières décennies relèvent de l'histoire sainte, du récit édifiant. L'idée générale qui guide les auteurs est toujours la même : l'abolition est sainte et Badinter est son prophète.²⁴

Victor Hugo est le « fer de lance » de la révocation de la peine capitale en France. En publiant *Le dernier jour d'un condamné* (1829-1832), il pose entre les mains de ses lecteurs ce qui se veut un roman, mais n'est en fait qu'une longue tirade de propagande abolitionniste. En cela est-ce une imposture ? Pour Jean-Louis Harouel, c'est une escroquerie intellectuelle²⁵. Pour Robert Badinter²⁶ en revanche, le grand Victor ne fait que le conforter dans sa démarche anti-peine de mort. Là où le bât blesse pour Harouel, c'est qu'Hugo « désincarne »

totalemment la ou les victimes de son « condamné », pas plus qu'il ne détaille le crime. L'attention et la pitié du lecteur ne peut dès lors aller qu'au condamné. En niant la probable atrocité du délit, il fausse le raisonnement. Il centralise l'attention du lecteur sur les impressions, les sentiments d'un criminel face à une mort annoncée. Hugo voit dans la peine de mort une barbarie d'un autre âge. Pour lui, l'homme est perfectible : chaque condamné garde en lui une étincelle divine. L'exécution scandalise la conscience parce qu'elle fige la faute au lieu de racheter l'âme. Sa position est mystique et humaniste : tuer au nom de la loi, c'est crucifier l'espérance. L'amour et la rédemption doivent se substituer à la punition²⁷. Les prises de position concernant la peine capitale avaient déjà interpellé nombre de philosophes, écrivains et autres penseurs bien avant Victor Hugo. Nous pouvons notamment citer Jean-Jacques Rousseau qui aborde la peine de mort dans son ouvrage *Du contrat social*²⁸ (1762) et qui justifie en théorie la peine capitale : celui qui tue rompt le pacte fondamental et se met hors de l'humanité civile. Il est donc « mis à mort » non par vengeance, mais par nécessité morale du corps social. La mort du criminel, pour lui, n'est pas un acte d'émotion, mais de cohérence politique : elle restaure la volonté générale. Voltaire est plus mitigé. Si, dans *Commentaire sur le livre des délits et des peines*²⁹ (1766), il prend parti pour le philosophe italien Cesare Beccaria (*Des délits et des peines*), il s'indigne des supplices injustes. Voltaire prône l'humanisation des peines plutôt qu'une abolition totale immédiate. Moralement, il place la dignité de la justice au-dessus de la loi du talion (œil pour œil, dent pour dent³⁰) : l'horreur de l'exécution doit pousser à la pondération. Il dénonce non tant la peine de mort en soi que son côté arbitraire, son spectacle et sa fonction d'intimidation sociale. On comprend ici toute l'ambivalence dont il fait preuve. Le premier grand abolitionniste connu est Saint-Augustin. Son credo est « la justice divine contre la justice des hommes » qui est souvent imparfaite, coercitive et marquée par le péché originel. Le droit de vie et de mort appartient en dernier ressort à Dieu. Les hommes peuvent punir, mais sans haine : toute justice humaine est transitoire, et l'exécution ne sauve pas l'âme. Il admet pourtant parfois le recours à la peine capitale, mais dans la douleur et la prière, jamais comme une victoire. Le fond moral qui le guide est que l'homme ne peut juger du salut éternel, donc doit juger avec humilité³¹. Pourtant la polémique sur la mort pénale, son sens, son histoire et sa portée sociétale reste une question cruciale. Aujourd'hui, un criminel mérite-t-il encore la mort ?³² La vie est sacrée, c'est un fondement moral et éthique inviolable. Pourtant cette même société qui rejette la peine capitale montre un irrespect criant envers la vie humaine (guerres, avortements, euthanasie, crimes d'État, etc.). Avec le recul des principes religieux, l'État se substitue à Dieu et « étête » la pyramide des sanctions pénitentiaires de son pouvoir le plus dissuasif. Néanmoins, il est prouvé que la crainte d'être condamné à mort n'a jamais découragé les assassins et les terroristes de commettre leurs crimes³³. La condamnation à perpétuité qui a remplacé la peine capitale pose sur la table la problématique de la remise de peine, de la dimension économique, de la surpopulation carcérale. Quant à la peine de mort, elle amène d'autres questionnements : erreurs judiciaires, maladies mentales non décelées, circonstances atténuantes. Et on évoque rarement que la sentence ultime atteint non seulement le coupable, mais aussi toute sa parenté. Elle se projette au-delà du condamné et fait peser la honte sur plusieurs générations !³⁴

L'ABOLITION

La société d'hier tranchait les têtes, celle d'aujourd'hui coupe le lien entre l'acte et la responsabilité au nom du bien commun. Le monde ne décapite plus, il se contente de neutraliser la responsabilité. En France, Badinter est le parangon de l'abolition de la peine de mort et, à ce titre, il mérite sa place au Panthéon. Témoin et acteur de l'affaire Christian Ranucci³⁵ (probablement innocent du meurtre de la petite Marie-Dolorès Rambla et guillotiné en 1976) et de l'affaire Patrick Henry (coupable du meurtre du garçonnet Philippe Bertrand et gracié en 1977 par Valéry Giscard d'Estaing), Badinter, après un long combat, a fait basculer la structure pénale. La peine capitale disparaît de l'échelle des peines le 9 octobre 1981. En Belgique, la dernière exécution a eu lieu en 1950 (Philipp Schmitt, commandant du camp de Breendonk a été fusillé). La peine de mort est définitivement abolie le 10 juillet 1996.

CONCLUSION

La peine de mort a-t-elle disparu ? Ou s'est-elle maquillée en automatisme moral ? Dans les démonstrations pénales conceptualisées par certains philosophes, deux formes de justice se distinguent. L'une est distributive : la société dispense les condamnations et les récompenses ; l'autre est commutative : la société exige de chacun le respect des règles de « savoir-vivre » dans les rapports avec autrui³⁶, mais jamais aucun code juridique ou moral ne peut s'appliquer à tous les cas avec une certitude totale³⁷. En abandonnant la punition suprême, en ne voulant plus aller au bout de leurs prérogatives, la justice en général et les juges, ainsi que les jurés en particulier, nimbés des Droits de l'homme, remettent-ils la vie du condamné entre les mains de Dieu ? Faut-il en rester là ? À cette hésitation où la pensée se retient de juger ? La peine de mort n'est plus d'actualité chez nous, mais son ombre demeure dans le besoin collectif de désigner un coupable et de purger le mal. Abolir n'a pas suffi. Il reste à comprendre ce que cette suppression recouvre : culpabilité déplacée, compassion contrariée, justice sans sanction. Le monde condamne autrement, parfois sans le dire. On ne peut donc pas trancher. Fallait-il ou non supprimer la peine de mort ? Oui, bien évidemment. On peut aussi conclure en affirmant que toute société doit continuer à interroger le pouvoir qu'elle se donne sur la vie, tout en reconnaissant que les sociétés qui l'ont abolie restent confrontées à la violence du crime et à la question du mal. C'est peut-être cela, aujourd'hui, le vrai châtiment : accepter de sanctionner sans tuer.

Marie-Ange Herman

1. C. Debré, *Protocoles*, Flammarion, 2026, page 9.
 2. J. J. Moore, *Pendu, écartelé ou décapité. L'histoire de la peine de mort à travers les âges*, 2020, Losange, Christine Bonneton éditeur, page 7.
 3. R. Badinter, *L'abolition*, Le livre de Poche, 2024.
 4. J. J. Moore, *Pendu, écartelé ou décapité, op. cit.*, page 23.
 5. Dispositif où étaient exposés les corps des exécutés, souvent composé de fourches patibulaires.
<https://www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire/definition/gibet>
 6. Structure composée de trois éléments, généralement en bois ou en fer, avec un montant vertical surmonté d'une traverse horizontale soutenue par une pièce oblique. Utilisée historiquement comme gibet pour l'exécution par pendaison.
<https://www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire/definition/potence>
 7. J. J. Moore, *Pendu, écartelé ou décapité, op. cit.*
 8. *Ibidem*.
 9. *Ibidem*, p. 56.
 10. <https://www.amnesty.org/fr/documents/act50/3487/2016/fr/>
 11. <https://www.lefigaro.fr/international/attentat-a-moscou-des-parlementaires-russes-reclament-le-retour-de-la-peine-de-mort-20240324#?text=La%20peine%20de%20mort%20n,mort%20pour%20les%20C2%ABterroristes%20BB>
 12. https://www.amnesty.be/campagne/peine-mort/article/peine-mort-2022-faits-chiffres?qad_source=1&qad_campaignid=22871987962&gbraid=0AAAAADr3VX

wOBjOUX4iNBUtsCauT5TzBY&gclid=Cj0KCQiA18DMBhDeARIsABtYwT20ipHod2ttvh4QFWTbliwp2kYXcX2PZUoBL6-ueUujg5jv4p4csy4aAnLxEALw_wcB
 13. <https://www.universalis.fr/encyclopedie/joseph-ignace-guillotin/>
 14. https://ledroitcriminel.fr/la-legislation-criminelle/anciens_textes/code_penal_25_09_1791.htm
 15. <https://ehne.fr/fr/encyclopedie/th%C3%A9matiques/civilisation-materielle/objets-europeens/la-guillotine-produit-des-lumieres-ou-symbole-de-la-terreur>
 16. J. J. Moore, *Pendu, écartelé ou décapité, op. cit.*, p. 226.
 17. <https://www.youtube.com/watch?v=naobptoETOU&t=417s-Nota Bene>
 18. C. Debré, *Protocoles*, Flammarion, 2026, p. 16.
 19. C. Debré, *op. cit.*, p. 17.
 20. J. J. Moore, *Pendu, écartelé ou décapité, op. cit.*, p. 179.
 21. *Ibidem*, p. 195.
 22. *Ibidem*, p. 199.
 23. *Ibidem*, p. 214.
 24. J.-L. Harouel, *Libres réflexions sur la peine de mort*, Desclée de Brouwer, 2019, p. 9.
 25. *Ibidem*, p. 15.
 26. Robert Badinter fut ministre de la Justice en France de 1981 à 1986.

27. Victor Hugo, *Le dernier jour d'un condamné*, Le livre de poche, 1989.
 28. Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, Folio Essais, 1993, livre II, chapitre 5.
 29. Voltaire, *Commentaires des délits et des peines*, Les éditions de Londres, 2014.
 30. *L'exode*, 21 :24, Lévitique 24 :20.
 31. https://www.pdcnet.org/pdc/bvdb.nsf/purchase26?openform&fp=augustinus&id=augustinus_1967_0012_0045_0387_0402
 32. G. Guyon, *Plaidoyer pour une peine capitale*, Éditions DMM, 2014.
 33. R. Badinter, *L'abolition, op. cit.*
 34. G. Guyon, *op. cit.*
 35. G. Perrault, *Le pull over rouge*, Ramsay, 1980.
 36. G. Guyon, *op. cit.*
 37. *Ibidem*

Le cyberamour : la pénétration du numérique dans la vie affective

Dossier coordonné par Kaarle Parikka



Illustration : Philippe Debongnie

Dans un dossier précédent de *Kairos* (n° 62, novembre/décembre 2023/janvier 2024), les enjeux de la transition du support de l'information vers le numérique ont été discutés, avec un focus particulier sur le Big Data et les menaces qui y sont liées. Ce dossier aborde un des nombreux autres domaines de la numérisation de notre société : celle de la vie affective. Tout comme le Big Data, qui répond à 3 caractéristiques principales : le volume, la vélocité et la variété¹, ce que l'on appellera ici le « cyberamour » est également composé de ces mêmes propriétés. En effet, la quantité de contenu est pratiquement inépuisable et ne cesse de s'étendre à une vitesse spectaculaire. Et tout comme les autres données numériques, la variété est de mise : sites de rencontres, partenaires virtuels (générés par de différentes intelligences artificielles), images, vidéos, chats, pornographie, technologies de synchronisation d'accessoires connectés (permettant de synchroniser certains appareils, essentiellement sexuels, via des applications dédiées et offrant ainsi une interaction physique en distanciel), etc.

Sans grande surprise, certains se réjouissent des multitudes de possibilités qui leur sont offertes par ces avancées technologiques afin de répondre à leurs envies et leurs pulsions. Après tout, peu sont ceux et celles pour qui le jeu de la séduction n'est pas accompagné par de la timidité, du stress, voire même de l'angoisse (ou tout au moins, des « papillons dans

le ventre »). Ce trac qui est forcément plus intense lorsque l'on découvre la vie affective, de l'enfance à l'âge de jeune adulte (même si cette timidité peut nous surprendre à des âges plus avancés). La jeunesse est également accompagnée, comme nous le savons, par des bouleversements hormonaux qui suffisent à eux seuls à perturber notre état mental. Alors qui n'opterait pas pour l'option plus confortable qui consiste à être protégé par la distance ? D'échanger par messages tout en sachant que si l'on « prend un râteau », le problème disparaît en déposant l'écran sur la table ? Ou pire, en « swipant vers la gauche » (geste qui consiste à indiquer un refus, un rejet ou un « non » dans des applications de rencontre — comme Tinder et Bumble — menant au profil consulté à être écarté), et en passant au prochain profil de la même manière que l'on consulte les différentes options de hamburgers dans un fast-food ?

Outre la réponse à la timidité des rencontres, Internet est également un puits sans fond de matériel pornographique : dessins, images, chats, vidéos... Il est même surprenant que tant de gens payent pour du contenu quand on consulte les sites et constate tout ce qui est offert gratuitement. Et pourtant, l'industrie du porno ne s'est jamais portée aussi bien. En termes de contenu, il y en a de toutes formes et de toutes tailles, allant de coût anodin aux pires choses imaginables (et même au-delà de ce que beaucoup peuvent imaginer)... Sachant que l'offre est tellement abondante et à portée de

quelques clics, qui sont encore ceux (et celles ?) qui optent pour l'option qui consiste à s'habiller, sortir, se diriger vers la librairie, consulter les magazines pour adultes puis se rendre à la caisse pour payer (et, en l'occurrence, croiser le regard de la caissière) ? Qui sont encore ceux (et celles ?) qui s'abonnent à Canal+ pour débrouiller les vidéos pornographiques (si vous ne comprenez pas la phrase, c'est que vous êtes jeunes !) ?

Toutefois, la question se pose : quels sont les effets de cette pénétration du numérique dans la vie affective à notre ère ? Tout comme l'accès aux produits alimentaires transformés à des prix démocratiques a répondu à nos pulsions biologiques de la quête incessante de nourriture, le cyberamour répond à nos faims affectives et sexuelles. Mais le numérique va-t-il générer une épidémie « d'obésité émotionnelle » avec toutes les maladies (mentales dans cas-ci) et traitements qui viennent avec elle ?

La raison d'être de ce dossier est d'explorer les menaces de la digitalisation de l'amour en espérant susciter chez le lecteur une réflexion sur les effets pervers (littéralement !) de cette dernière (particulièrement chez les enfants/jeunes adultes) tout en essayant de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain.

1. <https://www.cnil.fr/fr/definition/big-data>

Quand la technologie entre dans l'intime

En une dizaine d'années, la technologie a cessé d'être un simple outil pour devenir un environnement. Elle accompagne les gestes les plus ordinaires, structure les échanges, rythme les journées et façonne jusqu'aux comportements les plus personnels. Téléphones, montres connectées, applications, réseaux sociaux, objets intelligents : tout concourt à installer le numérique au cœur de l'existence. Désormais, cette présence ne se limite plus à l'organisation du quotidien. Elle s'étend à la sphère émotionnelle, affective et sexuelle.

C'est l'un des enseignements majeurs de l'enquête menée par Lelo [Ndlr : une marque d'objets de plaisir de luxe réputée et bien établie]. À travers cette étude, une idée s'impose : le numérique ne transforme pas seulement les usages, il redessine aussi les contours de l'intimité. Longtemps entourée de silence ou de tabous, la sexualité entre à son tour dans l'ère des interfaces, des objets connectés et des expériences immersives.

Ce mouvement ne concerne pas une seule génération. Certes, les réflexes diffèrent selon l'âge, les références culturelles ou le degré de familiarité avec les outils numériques. Mais la tendance traverse désormais l'ensemble de la société. Du baby-boomer à la génération Z, chacun est confronté, à sa manière, à cette évolution de l'intime, où la technologie devient peu à peu un intermédiaire émotionnel.

L'un des intérêts du rapport est justement de battre en brèche quelques clichés. La traditionnelle fracture numérique apparaît moins nette qu'autrefois. L'image du senior totalement réfractaire à la technologie ne tient plus vraiment. Les baby-boomers utilisent les réseaux sociaux, les membres de la génération X s'informent en ligne sur leur vie intime, tandis que les millennials et la génération Z intègrent beaucoup plus spontanément la technologie dans leur rapport au désir et à la relation. Selon l'enquête, 66% des millennials et 60% des membres de la génération Z déclarent n'avoir aucun problème à intégrer la technologie dans leur sexualité. La génération X n'est pas loin derrière, avec 50% de réponses favorables. Quant aux baby-boomers, ils sont encore 39% à se dire ouverts à cette évolution, ce qui montre bien que le sujet dépasse largement les plus jeunes. Au milieu de ce paysage apparaît une catégorie singulière : les xennials, nés entre 1977 et 1985. Cette micro-génération, à cheval entre monde analogique et révolution numérique, semble incarner une forme d'équilibre. Selon l'étude, 64% d'entre eux disent ne ressentir aucune gêne à recourir à la technologie pour enrichir leur vie sexuelle. Ils pourraient bien représenter une synthèse révélatrice : celle d'une intimité connectée, mais qui ne renonce pas à la dimension affective et humaine.

L'étude identifie plusieurs grandes tendances appelées à transformer en profondeur les relations dans les 5 à 10 prochaines années. La première concerne l'essor des environnements immersifs. Réalité virtuelle, réalité augmentée, interfaces visuelles intelligentes : le champ des possibles s'élargit rapidement.

Demain, les lunettes connectées pourraient devenir des outils de séduction, de jeu ou de projection fantasmagique. Les applications de rencontre en réalité augmentée, les partenaires visibles en trois dimensions ou encore les scénarios érotiques personnalisés ne relèvent plus seulement de la science-fiction. Le numérique devient un décor, un filtre, parfois même un espace de relation à part entière. L'intimité ne se vit plus seulement dans un face-à-face physique, mais aussi dans des environnements simulés, interactifs et scé-



Illustration : Fred

dition, la vulnérabilité ou l'inattendu sont aussi ce qui fonde la profondeur du lien. Une intimité entièrement calibrée pourrait finir par enfermer chacun dans une bulle narcissique où l'autre ne serait plus qu'un miroir docile.

Les avatars idéalisés, les interactions réglées sur mesure ou les partenaires artificiels conçus pour plaire peuvent installer des standards irréalistes. Disponibilité permanente, esthétique parfaite, absence de conflit : autant d'éléments susceptibles d'altérer le regard porté sur les relations réelles. Le risque est d'autant plus sensible que ces technologies peuvent aussi reconduire certains biais, notamment en matière de genre et de représentation.

Enfin, le rapport soulève un débat plus vertigineux encore : celui du statut des machines elles-mêmes. Que faire lorsque des intelligences artificielles paraissent conscientes, expriment des réponses émotionnelles crédibles ou simulent le consentement ? Peut-on parler de relation lorsqu'une entité est programmée pour approuver ? À partir de quand l'interaction homme-machine exige-t-elle un cadre moral spécifique ? Ces questions, encore théoriques pour beaucoup, deviennent peu à peu concrètes.

Le sexe numérique s'inscrit aussi dans un univers de plus en plus fragmenté. Grâce aux algorithmes, aux filtres de compatibilité et aux dispositifs ultra-personnalisés, la rencontre tend à devenir plus ciblée, plus rapide, plus optimisée. Une intelligence artificielle pourrait demain proposer un partenaire en fonction des goûts, des pratiques, des loisirs ou des attentes croisées. Les expériences d'un soir elles-mêmes pourraient être automatisées, scénarisées et facilitées par les plateformes.

Cette logique de personnalisation extrême ouvre des possibilités inédites, notamment pour mieux prendre en compte la diversité des identités, des préférences et des parcours. Mais elle porte aussi en elle un risque : celui d'une consommation affective sur mesure où la relation deviendrait un produit paramétrable plutôt qu'une aventure humaine imprévisible.

Au fond, l'étude de Lelo invite moins à célébrer ou à condamner qu'à penser. Les technologies sexuelles ne sont ni naturellement émancipatrices, ni intrinsèquement menaçantes. Elles sont puissantes et c'est précisément pour cela qu'elles appellent vigilance, éducation et réflexion collective.

Informé plus tôt sur les usages et les limites de la technologie intime, développer une forme d'empathie numérique, encadrer les contenus immersifs et poser un cadre réglementaire souple mais réactif : tels sont les grands chantiers qui émergent.

Car la vraie question n'est peut-être pas de savoir jusqu'où ira la technologie, mais ce que nous voudrions en faire. Servira-t-elle à enrichir la relation humaine ou à la contourner ? À ouvrir de nouveaux espaces de liberté ou à remplacer l'imprévu du réel par des interactions parfaitement contrôlées ?

Le numérique peut prolonger le désir, rapprocher les corps éloignés, lever certains tabous, offrir des formes inédites d'exploration. Mais il ne saurait, à lui seul, recréer tout ce qui fait la force d'une rencontre : la fragilité, le trouble, la réciprocité, la part de mystère. L'enjeu reste le même : préserver l'humain derrière l'interface.

Olivier Kauf, directeur de perelafouine.com.

De l'impact du numérique sur la vie affective des enfants et adolescents

Illustration : Fred



et l'impunité laissent libre cours à un véritable lynchage sans pitié qui peut conduire les plus fragiles au suicide.

Les contenus pornographiques et violents ont une influence sur les comportements.

Normalement la plupart comprennent la différence entre la vraie vie et ce qu'ils voient à l'écran, mais d'autres peuvent avoir envie de mettre en pratique, surtout si l'intégration des limites est peu présente (parents démissionnaires ou hors lois, fragilité du moi, déréalisation...). Quoi qu'il en soit, les contenus pornographiques peuvent devenir les seuls modèles de leur future relation intime et dans ce cas contribuer à une objectification et à une consommation de la sexualité privée de tendresse et d'amour véritable. Il importe que les parents soient formés à apporter des réponses saines à leurs enfants dans ce domaine et non l'école, car l'intime prévaut et aborder de tels sujets devant les camarades peut représenter une contradiction implicite, voire une violence de la part du personnel scolaire qui pourrait provoquer une effraction psychique.

Comme pour toute chose, il convient d'être nuancé. Loin de moi l'idée de jeter la pierre au numérique. Il faut vivre avec son temps et c'est une réalité qui occupe l'espace de vie de nos enfants d'une manière inévitable et, somme toute, cela peut créer des liens sociaux. En effet, les adolescents partagent autour de leurs jeux, de leurs équipements informatiques, ils interagissent numériquement... Et ils ont trouvé un terrain qu'ils maîtrisent parfois mieux que leurs parents. Cela leur permet d'avoir un jardin secret, un espace propre qu'ils occupent, investissent, découvrent et développent.

Toutefois, il y a des dérives qu'il faut également nommer. Les enfants et adolescents rencontrent toutes sortes de contenus inadéquats pour lesquels il y a peu ou pas de protection, là où justement le regard de leurs parents aurait toutes les raisons d'avoir un rôle protecteur à jouer. Face à cela les enfants sont donc seuls et influençables.

Puis, il y a le côté addictif qui coupe justement de la vie familiale et sociale et prend la place d'autres activités nourrissantes et même de besoins fondamentaux comme dormir, manger, entretenir leur condition physique ou se laver. Certains enfants préfèrent le monde virtuel au monde réel vécu comme moins sécurisant et moins amusant. C'est le cas particulièrement des enfants qui présentent un trouble de l'attention ou une faible estime d'eux-mêmes. Il n'est pas rare qu'il y ait des tensions, voire de la violence au moment où le parent impose l'arrêt de l'activité numérique.

L'expérience du confinement a été une source d'explosion de ces dérives¹. Privés de la réalité du contact, un nombre beaucoup plus important d'enfants livrés à eux-mêmes face au numérique ont évolué vers la dépression, l'addiction, l'anxiété, voire des décompensations psychotiques. D'autre part, il peut arriver aussi que les enfants entament une relation platonique à distance (parfois très longue) avec des inconnus rencontrés au cours de leurs jeux en ligne ou via un *chat*. Ceci est souvent caché aux parents, mais peut être l'objet de troubles affectifs impactant l'alimentation, le sommeil et les relations avec les proches. Il arrive même qu'il y ait des fugues et l'inconnu pourrait être un prédateur pédophile déguisé en enfant, qui leur tend un piège ou diffuse leurs images après les avoir fait se dénuder (il est même possible de dénuder virtuellement une personne représentée sur une photo avec l'IA). D'autres font les frais d'un harcèlement de la part de leurs pairs. La distance

L'effraction psychique est le fait de mettre dans l'esprit d'un enfant des contenus sexualisés d'adulte, alors que son évolution psychique n'a pas encore atteint ce stade. Celle due aux contenus pornographiques accessibles sur internet n'est pas moindre et requiert la vigilance des parents. De telles effractions peuvent avoir des effets immédiats (troubles du sommeil, repli et méfiance ou au contraire désinhibition, sentiment de honte...). Mais il y a aussi des effets retardés, qui n'apparaissent que plus tard dans le cadre des relations adultes et rendraient une étude de causalité et de statistiques particulièrement difficile.

L'envoi de *nudes* ou de sextos est tout aussi problématique pour des raisons évidentes et il est déplorable que le guide EVRAS² (Éducation à la vie relationnelle affective et sexuelle) évoque ces pratiques pour des enfants dès l'âge de 9 ans (p. 285 dudit document). Ce guide, mais aussi la fréquentation des médias numériques (outils de choix pour toute velléité de manipulation) n'hésitent pas à banaliser et influencer les jeunes, très tôt, vers le changement de genre.

Quant à l'impact des jeux vidéo sur le comportement et les pensées violentes et agressives, de nombreux facteurs doivent être pris en considération parmi lesquels le contexte social, la santé mentale et l'âge notamment. Mais d'une manière générale, l'influence est constatée comme le démontre le professeur Craig Anderson dans son étude³ : « *Effets des jeux vidéo violents sur le comportement agressif, la cognition agressive, l'affect agressif, l'excitation physiologique et le comportement prosocial : une revue méta-analytique de la littérature scientifique* ».

Sur un plan plus général, on observe également une perte de la patience et de la persévérance nécessaires à mener à bien un projet d'étude, par exemple. Cela peut s'expliquer par la tendance à passer très vite d'un sujet à un autre sans approfondissement de manière compulsive (*scrolling*). Il est aussi parfois difficile de distinguer les vraies informations des fausses, surtout à l'ère de l'intelligence artificielle (IA) capable de créer des images truquées avec un réalisme impressionnant. L'IA devient un prêt à penser, un outil de manipulation idéal et est de plus en plus utilisé pour les rédactions et devoirs, épargnant ainsi la tâche pesante d'avoir à réfléchir, ce qui ne manque pas de réduire les capacités cognitives.

Toutefois si elle est bien utilisée, elle peut, au contraire, avec un esprit curieux ouvrir le champ des connaissances et des applications beaucoup plus vite et aisément que ne le ferait un apprentissage classique ou une bibliothèque. Le maintien de l'esprit critique et de la vérification des informations est ici plus crucial encore. Face aux dérives possibles, je rappelle l'initiative du professeur Serge Tisseron et de sa règle 3-6-9-12 :

EN RÉSUMÉ :

- Avant 3 ans : pas d'écran. L'enfant a besoin de développer ses sens et sa motricité par des interactions réelles.
- Avant 6 ans : pas de console de jeu personnelle. Les jeux vidéo individuels freinent l'apprentissage de l'autorégulation.
- Avant 9 ans : pas d'Internet non accompagné. L'accès aux outils connectés doit se faire uniquement en présence d'un adulte.
- Avant 12 ans : pas d'Internet seul. L'autonomie totale sur le web et l'accès aux réseaux sociaux se font après ce cap.

DES RÈGLES D'HYGIÈNE NUMÉRIQUE Y SONT DÉVELOPPÉES :

- Limiter le temps d'exposition : restreindre l'usage à un maximum de 30 à 60 minutes par jour entre 3 et 6 ans.
- Préférer le salon à la chambre : aucun écran ne doit être installé dans la chambre de l'enfant.
- Préserver le sommeil et les repas : bannir les écrans le soir avant le coucher et durant les moments à table.
- Enseigner les règles du web : rappeler à l'enfant que tout ce qui est publié devient public, reste éternellement en ligne et n'est pas forcément vrai.

Pour aller plus loin je vous conseille le site :

<https://www.3-6-9-12.org/les-balises-3-6-9-12/>

Enfin, pour terminer sur une note plus positive, il convient de souligner l'utilité du numérique et des jeux vidéo dans l'acquisition de connaissances, de compétences, voire à des fins thérapeutiques⁴. Les champs d'application en santé mentale et physique sont très variés. Citons notamment l'obésité, la dépression, l'anxiété, les psychoses, l'autisme, les troubles de l'attention, les difficultés d'apprentissages, etc.

En conclusion, l'outil numérique a de multiples applications. On pourrait le comparer à un monde parallèle où l'on peut trouver toutes les richesses, mais aussi tous les dangers du monde physique, à la différence près que le voyage y est rendu facile et instantané. Les lois peinent à suivre et à s'adapter à la rapidité de son développement. Nos enfants y ont accès de plus en plus précocement et librement. Cela rend la tâche des parents d'autant plus dure mais aussi plus cruciale. Cet article met en évidence plusieurs facettes mais n'est sûrement pas exhaustif. Le lien humain et l'ancrage à la réalité et au bon sens sont plus que jamais indispensables.

Frédéric Goareguer

1. Marques de Miranda D, da Silva Athanasio B, Sena Oliveira AC, Simoes-E-Silva AC. How is COVID-19 pandemic impacting mental health of children and adolescents? Int J Disaster Risk Reduct. 2020 Dec;51:101845. doi: 10.1016/j.ijdrr.2020.101845. Epub 2020 Sep 10. PMID: 32929399; PMCID: PMC7481176.

2. <https://pactepourunenseignementdexcellence.cfwb.be/wp-content/uploads/2023/09/Annexe-3guideEVRAS-V4.pdf>

3. [https://www.researchgate.net/publication/11792416_Effects_of_Violent_Video_Games_on_Aggressive_Behavior_Aggressive_Cognition_Aggressive_Affect_Physiological_Arousal_and_Prosocial_Behavior_A_Meta-Analytic_Review_of_the_Scientific_Literature_\(2001\)](https://www.researchgate.net/publication/11792416_Effects_of_Violent_Video_Games_on_Aggressive_Behavior_Aggressive_Cognition_Aggressive_Affect_Physiological_Arousal_and_Prosocial_Behavior_A_Meta-Analytic_Review_of_the_Scientific_Literature_(2001))

4. https://www.medecinesciences.org/en/articles/medsci/full_html/2013/11/medsci20132911p957/medsci20132911p957.html

Rendez-vous sur la Toile ? Le numérique au troisième âge

ENTRETIEN AVEC LIONEL (PRÉNOM D'EMPRUNT), CONTRIBUTEUR EXTÉRIEUR.



En tant que sexagénaire, quel est votre rapport au numérique ? Vous y intéressez-vous ? Savez-vous manier les outils numériques avec aisance ?

En tant qu'utilisateur, j'applique le « minimum syndical » envers le numérique. Je me sers de moins de 20% des fonctionnalités de mon ordinateur, mais ça suffit pour accomplir mes travaux actuels d'écrivain, et jadis d'enseignant. Je ne dirais donc pas que je suis globalement à l'aise avec les outils numériques. Par exemple, je déteste les tablettes, ai du mal avec les smartphones et fraie plus facilement avec mon ordinateur. Quand je dois apprendre à utiliser une nouvelle interface ou un nouveau programme, ça me demande un certain effort cognitif et un gros effort psychologique. Il faut dire que je n'ai jamais été attiré par les machines, dès le plus jeune âge, contrairement à d'autres de mes petits camarades dont les yeux brillaient devant un talkie-walkie ou un jouet électrique, objets de consommation courants dans les années 1970 qui tombaient d'ailleurs souvent en panne ! Mon père lui-même était un intello qui dédaignait les « bidules ». Toutefois, je m'intéresse au numérique, et plus généralement au phénomène technique, sur le plan sociétal et philosophique.

Vous vivez seul, êtes-vous célibataire ?

Je vis seul et suis célibataire à l'état civil, ce qui ne signifie pas que je sois esseulé, que du contraire. Je n'ai pas d'enfant. J'ai expérimenté la cohabitation avec des compagnes à 2 reprises, la première fois pendant un an et demi, la seconde, pendant 4 ans. Autant dire que le quotidien en solo a rythmé l'essentiel de mon existence d'adulte. À bientôt 63 ans, je ne me vois

plus changer de régime de vie, mais sait-on jamais... Et pour être précis, je ne vis pas absolument seul, puisque je partage mon logement avec son propriétaire : un chat !

Connaissez-vous des sites de rencontres ? Les utilisez-vous ? Existe-t-il des sites de rencontres destinés à des personnes de votre génération ?

Ça fait longtemps que j'ai entendu parler de sites de rencontres, comme Meetic et Tinder. Dans les années 2000, j'en avais essayé un et en étais rapidement sorti après quelques jours, tellement cela me paraissait artificiel et retardait paradoxalement le moment de la vraie rencontre. J'ai aussi entendu parler de sites spécialisés dans les seniors, mais ne les ai pas visités. Car, comme dans les films de Woody Allen que j'adore, je crois à la rencontre amoureuse *in vivo, de visu*, fortuite, sans entremise, tel un regard échangé dans la rue ou dans le train. Diane Dufresne le chantait dans les années 1970 : « *Aujourd'hui, j'ai rencontré l'homme de ma vie — aujourd'hui, un seul regard nous a suffi.* » Je ne peux tout simplement pas l'envisager autrement, même si cette façon de faire n'est hélas plus à la mode, parce que les gens ne se regardent plus, plongés dans leurs écrans, et parce que cela peut facilement et abusivement être interprété comme du harcèlement, *metoo#* étant passé par là. Je n'ai jamais rencontré une femme par un site, contrairement à des amis pour lesquels ça a marché. Néanmoins, la communication par courriel m'a aidé à garder le contact, et même à transmettre mon désir ou mes sentiments. Certes, un courriel n'a pas la profondeur d'une lettre de papier — ce que j'ai connu dans ma jeunesse et dont je garde la

nostalgie —, mais il serait faux de prétendre qu'il réifie excessivement les relations humaines. J'en suis moi-même étonné !

Au-delà des sites de rencontre, comment faites-vous pour côtoyer de nouvelles personnes ?

Comme j'ai une vie sociale active, je n'ai pas besoin d'Internet pour rencontrer de nouvelles personnes. Les associations représentent, par exemple, un milieu favorable à toutes sortes de rencontres, et je les recommande à tous les esseulés de la Terre, plutôt que de rester claquemuré chez soi à déprimer ou à fantasmer devant un écran. Il faut évidemment savoir aborder les autres, ne pas être timide, être prêt à s'investir un minimum bénévolement dans les activités de l'association. C'est de cette manière que j'ai rencontré mon « amitié+ » actuelle ou en anglais ma *Friend with Benefits*. Nous mettons en pratique la non-exclusivité, terme que je préfère à polyamour.

Que constatez-vous des célibataires de votre génération : avez-vous plus facile ou difficile de faire des rencontres à cette ère numérique ?

Les membres de la génération X ont, heureusement pour eux, d'autres repères que les jeunes, pour lesquels entrer en relation amoureuse est devenu, semble-t-il, compliqué, voir le phénomène « incel », ces jeunes hommes hétérosexuels, célibataires involontaires ignorés par les femmes qui éprouvent une grande souffrance psychologique, mais y apportent les mauvaises réponses : misogynie et masculinisme exacerbé qui débouchent parfois sur la violence. Toutefois, pour un homme de mon âge aussi il est plus difficile qu'avant de faire des rencontres. Il faut composer avec une nouvelle tendance sociologique, l'hétéropessimisme : les femmes sont moins souvent demandeuses de tendresse, de relations sexuelles, et même de compagnie masculine. Les temps ont changé, mais pas dans un sens favorable au désir, malheureusement.

Qu'entendez-vous par là ?

Je constate un épuisement et parfois une extinction de la libido chez un nombre non négligeable de femmes de ma génération, et même plus jeunes, cela commençant parfois dans la quarantaine, avant la ménopause. Après une sexualité intense avec des partenaires nombreux dans leur jeunesse — du moins c'est ce qu'elles prétendent —, le mariage, l'éducation des enfants puis le divorce, et à l'approche de la retraite, elles aspirent à la sérénité, la solitude choisie. Et quand elles ne sont pas seules, les sorties entre copines, les contacts avec leurs enfants ou petits-enfants et quelques relations distantes avec des hommes — quand c'est possible — leur suffisent. Je les vois comme des blasées de l'amour. Une enquête française récente montre que la sexualité a de moins en moins d'importance, chez les hommes et les femmes, tous âges confondus. La pornographie en ligne est un signe trompeur. La réalité est qu'on fait moins l'amour que par le passé. C'est triste et inquiétant : n'est-ce pas là un trait du « devenir-machine » de l'être humain ? La PMA, l'ectogenèse, la sexualité virtuelle et le transhumanisme comme horizon anthropologique ?

Vous semblez suggérer que le désir sexuel a diminué chez les femmes en particulier (comparé aux hommes). Est-ce que l'enquête française que vous citez mentionnait ce qu'il en est des hommes ? Ou de communautés non-hétérosexuelles ?

En dehors de l'enquête, je connais au moins 2 hommes d'âge mûr, pères de famille divorcés qui m'ont déclaré n'avoir plus de libido et qui s'en accommodent très bien. D'autres sont des célibataires endurcis qui n'ont jamais eu de femme attirée

dans leur vie. Je n'ai aucune donnée concernant les homosexuels.

Selon vous, à quoi pourrait-on attribuer cette baisse de relations sexuelles : les mœurs de notre époque — avez-vous eu l'occasion d'observer la révolution de 1968 ? La technologie ? Les tendances sociétales ?

J'avais 4 ans et demi en mai 68. J'ai observé de loin, sans bien les comprendre avec mes yeux d'enfant « adulte » (7-12 ans), les effets de la révolution sexuelle dans la première moitié des années 1970. Dans la seconde moitié, quand je suis entré dans l'adolescence, le tableau s'est progressivement éclairé. À mon sens, il y a plusieurs raisons à cette baisse de la baise, principalement culturelles. Primo, une exténuation de la libido due à l'omniprésence de la pornographie sur la Toile et dans la pub sous une forme *soft*. Le sexe a perdu son aura de mystère en s'étant banalisé. Deuxio, le néo-féminisme misandre et puritain, avec ses militantes et influenceuses comme les anciennes actrices porno Ovidie et Virginie Despentes qui incitent leurs sœurs à cesser tout commerce sexuel avec les hommes pour « s'émanciper », Pauline Harmange qui « déteste les hommes », Alice Coffin et son « génie lesbien », Caroline De Haas, égérie de l'association Oser le féminisme, ou encore Lauren Bastide qui fait l'éloge de la solitude chez les femmes. Ajoutons à cela *metoo#* qui a réhabilité la figure de la sainte-nitouche. Dans ma jeunesse, ceux et celles qui étaient sexuellement délaissés par le sexe opposé éprouvaient honte,

frustration et complexes ; aujourd'hui, il n'est pas rare que des femmes se vantent de leur abstinence sexuelle volontaire, soit la « révolution asexuelle », dans le sillage de l'hétéropessimisme. Ou bien elles se sont converties au lesbianisme. Dans les deux cas, exit les hommes ! Tertio, la passion actuelle pour les technologies, qui désertotent le corps, font oublier notre condition de mammifères et accaparent toute l'attention. Ainsi, un certain pourcentage des couples consultent leur ordiphone pendant l'amour ! Enfin, quatio, on ne peut pas écarter l'hypothèse physio-biologique, à savoir le rôle des perturbateurs endocriniens, des pesticides et autres polluants comme le PFAS. On ne manque donc pas de « bonnes raisons » d'arrêter de faire l'amour !

Pour en revenir à vous, vous évoquez le concept de *Friends with Benefits*, mais ce modèle ne convient pas à tout le monde. Avez-vous eu des retours de vos congénères plus monogames et de leurs facilités/difficultés de rencontres, passé l'âge de la retraite ?

En effet, ce modèle parfois choque ou simplement interroge mes connaissances, qui restent attachées à l'idée qu'un couple doit être exclusif, que la fidélité charnelle est une obligation éthique. Ça remonte aux Lumières, quand le philosophe Emmanuel Kant définit le mariage comme une convention mutuelle d'accès exclusif aux parties génitales de son/sa conjoint(e). Pas question de partager ! Ensuite, des amis hétéros de ma génération éprouvent des difficultés à refonder un nouveau

couple sur le tard. Leur problème n'est pas tellement de rencontrer — la Toile facilite les choses — que de rester prisonniers de la conception traditionnelle du couple et de tout exiger, tout de suite : à peine la relation commencée, l'un(e) met la pression sur l'autre pour la cohabitation et même le remariage, au lieu de se donner un peu de temps en étant « seulement » des amis-amants, soit des *Friends with Benefits*, ce qui allège les choses tout en n'empêchant pas une phase de passion amoureuse. Par la suite, la relation peut évoluer. Parions qu'il est possible de changer son regard et ses habitudes, puisque je l'ai fait moi-même au début de la cinquantaine. Parole d'un ex-exclusif !



Rendez-vous sur la Toile ? Le numérique non hétérosexuel

ENTREVUE AVEC J. J., COLLABORATEUR EXTERNE

Vous êtes trentenaire et non-hétérosexuel. Comment vous définissez-vous ?

Comme gay et non comme queer, ce qui est totalement différent.

Différent ? Pouvez-vous élaborer ?

Queer fait allusion à un non-hétéro stéréotypique. Queer veut bien sûr dire étrange.

Quel est votre rapport au numérique : vous y intéressez-vous ? Savez-vous manier les outils numériques avec aisance ?

Mes compétences numériques ne sont pas très poussées, mais je maîtrise assez pour naviguer sur la toile avec aisance. Cependant, il est difficile de choisir les applications et y ajouter toutes les informations afin d'obtenir un profil précis. C'est vraiment difficile et cela prend du temps.

Êtes-vous célibataire ? Si non, quand étiez-vous célibataire la dernière fois ?

Je suis célibataire mais j'ai rencontré quelqu'un récemment sur le site de rencontre Tinder.

Connaissez-vous d'autres sites de rencontre ? Existe-t-il des sites de rencontres destinés à des personnes de votre orientation sexuelle ? Lesquels utilisez-vous/avez-vous utilisé dans le passé et pourquoi ces sites en particulier ?

J'utilise les applications Tinder et Hinge. Hinge est pour les personnes de plus de 30 ans. Il existe aussi Grindr, mais c'est plus pour le « coup d'un soir » et non pour trouver une relation sérieuse. Grindr est pour les personnes vraiment superficielles et on peut être victime des messages médisants, par exemple au sujet des apparences physiques. Et je trouve cela vraiment navrant que des jeunes doivent en souffrir, car l'amour c'est l'amour même sans apparences.

Au-delà des sites de rencontre, comment faites-vous pour côtoyer de nouvelles personnes ?

En sortant dans les bars pour les non-hétérosexuels. Et je fais partie aussi du groupe nommé « Proud and Gay » avec lequel on organise des événements. Et il est possible de faire des rencontres, même si c'est plutôt rare ; dans ces réunions, ce n'est pas le but.

Que constatez-vous des célibataires de votre génération : avez-vous plus facile ou difficile de réaliser des rencontres à cette ère numérique ? Comment le monde a-t-il évolué depuis que vous avez commencé à avoir des partenaires ?

Je trouve que c'est triste de devoir utiliser les applications —Tinder ou autre — pour trouver une relation sérieuse. Avant, il était plus facile de sortir en boîte, de trouver quelqu'un et de s'échanger les numéros. Avec les applications, il manque le contact humain. Car en échangeant sur les applications, il est facile de se faire un faux profil, mais aussi on se fait une fausse image de l'autre, ce qui mène à des déceptions lorsque l'on rencontre la personne en vrai. Avec Tinder, par exemple, les gens cueillent des *matches* (Ndlr : un *match* correspond à un « lien » entre deux profils), puis ne répondent pas aux messages. J'admets que j'ai trouvé quelqu'un via Tinder, mais je ne pourrais pas recommander ce site. Car Internet laisse la place aux arnaques. Surtout dans le monde des non-hétérosexuels, les personnes sont très superficielles. Dans le monde non-hétéro, la superficialité est très dominante, ce qui est navrant. Et surtout avec le numérique cela prend de plus en plus d'importance.



Vous m'avez fait part de vos difficultés avec l'arrivée du mouvement LGBTQIA+. Pouvez-vous décrire ces difficultés (en particulier ce qui a pu être perçu comme de la discrimination) ? Pensez-vous que ces difficultés soient liées au numérique ? Ou s'agit-il pour vous d'une question générationnelle ? Ou avez-vous une autre explication ? Les minorités sexuelles ont toujours souffert à travers l'histoire. Pensez-vous que l'arrivée du numérique les a aidées ? Ou empiré les choses ? Ou cela n'a pas eu d'effet ?

Dans le groupe LGBTQIA+, la discrimination existe dans le groupe-même. Les homosexuels sont accusés de ne pas comprendre les difficultés des lesbiennes, et vice versa. L'arrivée des applications ajoutent seulement les difficultés, car il y a des personnes qui demeurent toujours « dans le placard » et en profitent pour exploiter les non hétéros. Même les applications donnent la possibilité aux pervers de naviguer et de harceler librement. Je dirais donc que le numérique est plutôt nocif pour la société LGBTQIA+.

Comment se manifeste cette discrimination ?

Les discriminations se manifestent entre autres par des attaques sur les réseaux sociaux, des mêmes insultants et de temps à autre des messages personnels agressifs et attaquant. Par exemple, j'ai même assisté à une réunion dans laquelle le ton est monté très rapidement, les choses ont tourné à une vraie engueulade. C'est dommage car le but, pour moi, n'est pas de nous battre entre nous mais plutôt de nous réunir et combattre ceux qui discriminent la communauté LGBTQIA+. Celle-ci est supposée être inclusive et non discriminante. Mais de nos jours, depuis #metoo, les gens sont plus égocentriques et le groupe en souffre.

Merci !

Propos recueillis par Kaarle Parikka

Le Big Porno

J'ai récemment lu le livre de Laila Mickelwait intitulé *Takedown : Inside the Fight to Shut Down Pornhub for Child Abuse, Rape, and Sex Trafficking* (Thesis, 2024) qui n'est disponible qu'en anglais, mais qui se traduirait approximativement par *Enquête au cœur de la lutte pour fermer Pornhub pour abus sexuels sur mineurs, viols et trafic sexuel*. Il doit s'agir du premier livre dont le contenu était tellement nauséabond que j'ai dû régulièrement m'arrêter en pleine lecture pour souffler un peu. Moi qui pensais naïvement que le Big Pharma était un mastodonte démentiel nuisant à la société, j'ai découvert un Léviathan. Je vous propose un résumé du livre.

TAKEDOWN DE LAILA MICKELWAIT

Laila Mickelwait est une militante américaine des droits humains et fondatrice du mouvement *Traffickinghub* qui décrit dans son livre le combat qu'elle a mené contre Pornhub, l'un des plus grands sites pornographiques au monde. Son enquête débute en 2019 lorsqu'elle découvre l'ampleur des contenus illégaux hébergés sur la plateforme : vidéos d'agressions sexuelles sur mineurs, viols filmés, contenus issus du trafic sexuel et images intimes diffusées sans consentement. Le livre s'ouvre sur des témoignages glaçants de victimes. Des femmes et des enfants dont les pires moments ont été filmés, mis en ligne puis visionnés des millions de fois. Pire encore, ces vidéos pouvaient être téléchargées, ce qui signifie, *in fine*, qu'elles ne peuvent pas être supprimées définitivement (les utilisateurs pouvant toujours les faire resurgir à n'importe quel moment *ad vitam aeternam*). Les victimes se sont heurtées à l'indifférence de la plateforme lorsqu'elles ont demandé le retrait de ces vidéos. Mickelwait documente comment Pornhub, propriété de la société canadienne MindGeek (renommée depuis Aylo), a pendant des années permis à n'importe qui de téléverser des contenus sans vérification d'identité ni de consentement.

Mickelwait décortique ensuite le modèle économique de Pornhub (qui a par ailleurs le même *modus operandi* que celui de toutes les énormes entreprises numériques). La plateforme fonctionnait sur un principe de volume : plus de contenu signifiait plus de trafic, donc plus de revenus publicitaires. Cette logique a pu créer un environnement propice aux abus. Les modérateurs, sous-payés et submergés, ne pouvaient vérifier qu'une fraction des millions de vidéos mises en ligne chaque année. L'autrice révèle également les liens troubles entre l'industrie pornographique et le trafic sexuel. Elle montre comment des réseaux criminels utilisaient Pornhub comme vitrine pour monétiser l'exploitation de leurs victimes. Le livre cite des cas documentés où des mineurs disparus ont été retrouvés grâce à des vidéos repérées sur le site — preuve nauséabonde que la plateforme servait de canal de distribution pour des contenus criminels.

En 2020, Mickelwait lance une pétition nommée *Traffickinghub*, exigeant la fermeture de Pornhub et des poursuites contre ses dirigeants. La campagne devient virale et recueille plus de deux millions de signatures. L'autrice décrit son travail avec les survivantes, les alliances improbables entre féministes, conservateurs religieux et défenseurs des droits de l'enfant, et les obstacles rencontrés face à ce Léviathan. Elle détaille les attaques qu'elle a subies et celles dirigées contre les victimes qui ont osé témoigner : harcèlement en ligne, menaces, campagnes de diffamation orchestrées pour discréditer le mouvement. Elle expose comment certains médias et figures universitaires, parfois liés financièrement à l'industrie pornographique, ont tenté de minimiser les accusations ! Le point de bascule survient en décembre 2020 avec la publication d'un article dévastateur dans le *New York Times* intitulé « The Children of Pornhub » (« Les enfants de Pornhub »)¹. L'article s'appuie en grande partie sur le travail de Mickelwait et l'enquête expose au grand public l'ampleur du problème. Et ce n'est qu'à ce moment-là que Visa et Mastercard suspendent leurs services sur Pornhub, privant la plateforme d'une part majeure de ses revenus. En quelques jours, le site supprime plus de 10 millions de vidéos (!) — environ 80% de son contenu — et impose de nouvelles règles : seuls les utilisateurs véri-

fiés peuvent désormais téléverser, et les téléchargements sont désactivés (notons que c'est ce que le *Financial Times* a qualifié de « plus grande suppression de contenu de l'histoire d'Internet »²). Ces mesures, que Pornhub avait toujours refusées au nom de la liberté, sont adoptées en urgence sous la pression financière.

Mickelwait décrit ensuite comment elle consacre une partie importante de son temps aux batailles juridiques engagées contre MindGeek. Des procès collectifs sont intentés aux États-Unis et au Canada par des victimes. Des dirigeants de l'entreprise sont cités à comparaître devant le parlement canadien. L'autrice documente les auditions où les responsables de Pornhub ont tenté d'esquiver les questions, niant toute responsabilité malgré les preuves évidentes. Heureusement, plusieurs avancées législatives sont obtenues grâce au mouvement. Plusieurs États américains renforcent leurs lois sur la vérification d'âge. En Europe, le Digital Services Act impose de nouvelles obligations aux plateformes. Au Canada, des enquêtes sont ouvertes contre MindGeek pour complicité de trafic.

Au-delà du cas Pornhub, Mickelwait s'en prend à des géants technologiques en les interrogeant sur leur responsabilité dans la diffusion de contenus abusifs. Elle critique le cadre juridique américain, notamment la section 230 du Communications Decency Act, qui dégage les plateformes de toute responsabilité pour les contenus publiés par leurs utilisateurs... Ce qui est tout de même absurde, car il existe une quantité phénoménale de contenu criminel sur Internet, mais pour y avoir accès il faut savoir naviguer dans ce que l'on appelle le « Dark Web » (une partie cachée et cryptée d'Internet). Et pourtant, Mickelwait doit questionner le Communications Decency Act suite à la diffusion de vidéos de viols de mineurs ! Elle plaide pour une réforme qui obligerait les sites à vérifier l'âge et le consentement de toutes les personnes apparaissant dans les vidéos. De plus, elle aborde aussi la question de la demande en refusant de dissocier la consommation de pornographie « légale » de l'exploitation qu'elle peut masquer. Comment un utilisateur peut-il distinguer une vidéo consensuelle d'un viol filmé ? Question inconfortable qui est un leitmotiv de cet ouvrage et invite à repenser notre rapport collectif à ces contenus. L'autrice termine son livre par l'appel à la poursuite du combat pour que la loi protège enfin les victimes plutôt que les profits.

VISA ET MASTERCARD

L'on ne peut que constater, à travers cet ouvrage, comment le *modus operandi* de Pornhub (ou du Big Porno en général) est quasiment identique à celui de beaucoup d'autres plateformes numériques qui proposent des services et du contenu gratuit (comme les réseaux sociaux) : récolte d'un nombre extrêmement important d'utilisateurs suivi d'une monétisation d'abord par de la publicité (un grand classique) puis par des entreprises de paiement. Dans le cas de Pornhub, les géants financiers Visa et Mastercard bénéficiaient de volumes de transactions colossaux freinant fortement leur départ de Pornhub, même devant des suspicions et preuves de vidéos de viols ! Cette réticence est également reflétée par le fait qu'après l'abandon de Pornhub, Visa et Mastercard avaient pourtant continué à traiter les paiements des autres filiales et sites payants appartenant à la même maison-mère que Pornhub, c'est-à-dire MindGeek !

Si les profits générés par les sites pornographiques pour ces géants financiers sont inconnus, le média canadien *The Logic* rapporte que MindGeek aurait été à l'origine de 213 millions \$ de bénéfices par la publicité et de 52 millions \$ par abonnements (Premium) pour Visa et Mastercard³.

AU-DELÀ DU COMBAT DE LAILA MICKELWAIT

Par la suite, plusieurs procédures judiciaires indépendantes ont été intentées contre MindGeek, comprenant des accusations d'hébergement de contenus non consentuels, de lenteur de la rétraction des vidéos signalées et de profit financier de contenus illégaux. Ces plaintes ont contribué à la suspension des paiements Visa et Mastercard, la suppression massive de millions de vidéos et la limitation des téléchargements aux comptes vérifiés⁴.

GIRLSDOPORN

Malheureusement, l'affaire Pornhub décrite par Mickelwait n'est pas un cas isolé. Plusieurs responsables d'une société de production pornographique américaine nommée GirlsDoPorn ont été poursuivis pour trafic sexuel et fraude. L'affaire concernait des jeunes femmes ayant été recrutées avec de fausses promesses (« vidéo privée », « jamais diffusée aux États-Unis », etc.), puis les vidéos ont été massivement publiées en ligne. Le scandale a explosé quand des dizaines de victimes ont intenté des actions en justice. Les vidéos se sont retrouvées sur Pornhub (tiens donc !) et d'autres plateformes, malgré les plaintes répétées. Toutefois, plusieurs accusés liés à GirlsDoPorn ont été condamnés ou poursuivis pénalement⁵.

LE REVENGE PORN

Prédant l'affaire Pornhub, plusieurs sites spécialisés dans la diffusion de photos ou vidéos intimes non consenties avaient déjà provoqué des poursuites pénales. Parmi ces sites figuraient IsAnyoneUp et UGotPosted. Le « *revenge porn* » consiste en la publication de contenu pornographique (souvent obtenu pendant une relation amoureuse) et sa publication après rupture de cette relation amoureuse dans le but d'une vengeance. Les plateformes citées ci-dessus publiaient des contenus privés accompagnés parfois des noms, adresses ou réseaux sociaux des victimes. Le fondateur d'IsAnyoneUp, Hunter Moore, a finalement été condamné après une enquête du FBI⁶.

1. "The Children of Pornhub", *The New York Times*, 4 décembre 2020.

2. "The billionaire who took down porn", *Financial Times*, 20 janvier 2023.

3. "Despite consumer payments bans, credit-card companies still process Pornhub ad buys", *The Logic*, 24 janvier 2022.

4. Traffickinghub.com et « Pornhub sued for allegedly serving "under-age, non-consensual videos", *ARS Technica*, 18 juin 2021.

5. "40 GirlsDoPorn victims sue Pornhub for hosting "sex trafficking" videos", *ARS Technica*, 16 décembre 2020.

6. "Man Who Operated 'Revenge Porn' Website Pleads Guilty in Hacking Scheme That Yielded Nude Photos from Google E-Mail Accounts", site internet du FBI, 25 février 2015.

OÙ EST LA RESPONSABILITÉ ÉDITORIALE ?

Ces affaires ne sont malheureusement que quelques exemples parmi bien d'autres. Et ce ne sont même pas les pires... Le Dark Web est rempli de contenu bien plus inquiétant (viol, torture, meurtre...). Ces exemples mettent en lumière quelques caractéristiques des grandes entreprises (les « Big »), dont la cupidité financière et le pouvoir extraordinaire des finances pèsent sur la justice et l'éthique. Dans la lutte de Mickelwait, il est frappant de constater la lenteur et la réticence de quasiment toutes les parties impliquées (MindGeek, géants financiers, les institutions judiciaires, etc.) dans toutes les procédures judiciaires, même quand des preuves irréfutables d'actes atroces (i.e. témoignages et vidéos) sont présentées ! Les lecteurs les plus cyniques me reprocheront d'enfoncer des portes ouvertes... Mais à la différence de Big Pharma, où les preuves des victimes sont fréquemment remises en question en prétendant à des *Fakes News*, des théories conspirationnistes et en embrouillant la société avec des données soi-disant « scientifiques », les victimes du Big Porno, elles, ont des vidéos et des témoignages comme preuves ! Que demander de plus ? Et pourtant, tel est le pouvoir de l'argent que de rendre les preuves les plus flagrantes insignifiantes...

Une grande partie du débat autour de Pornhub n'est pas sans rappeler ceux de YouTube, Meta (Facebook en particulier) et X (anciennement Twitter) : à partir de quel moment une plateforme devient-elle responsable du contenu qu'elle héberge et monétise ? Les grands défenseurs des plateformes soutiennent qu'il est impossible de tout contrôler à grande échelle. Les critiques, pour leur part, rétorquent que lorsqu'une entreprise recommande les vidéos, vend de la publicité, optimise les algorithmes, ou tire un profit direct du trafic, elle ne peut plus se présenter comme simple hébergeur passif. En effet, lorsque nous étions en pleine crise du Covid-19, YouTube a réussi à censurer « *Le grand débat* » organisé par *Kairos* du 10 juin 2021. S'en est suivi un procès qui a duré (un résumé est disponible dans l'article « *Kairos/Google-YouTube : où en sommes-nous ?* », publié sur le site de *Kairos*). En d'autres mots, ce colosse international avec une quantité inouïe de contenu (et littéralement membre des GAFAM) est capable de censurer quelques vidéos d'un petit média alternatif d'un petit pays comme la Belgique, mais le site pornographique Pornhub prétend ne pas être en mesure d'identifier des vidéos de viols, même après dénonciation ?

LA SITUATION ACTUELLE

Malgré une image bien morose dépeinte ci-dessus, il y a de l'espoir. Tout d'abord, il ne faut pas oublier les victoires de la campagne lancée par Mickelwait. Non seulement il faut féliciter le courage des victimes pour leurs témoignages, mais également de nombreuses personnes qui se sont associées au combat (dont des personnes riches et influentes). Se rappeler cela permet de freiner son chemin vers le cynisme le plus complet. Aujourd'hui, les grandes plateformes ont nettement durci leurs règles, mais le contenu illicite continue de circuler massivement, surtout via les plateformes plus petites, le Dark Web, les clones/*reuploads* (c'est-à-dire les utilisateurs qui ont téléchargé le contenu illicite et qui le remet sur Internet), ainsi que désormais l'IA générative. Après les scandales visant MindGeek, beaucoup de plateformes ont renforcé leurs systèmes de vérification de téléchargements, en ont supprimé certains anonymes, mis en place des empreintes numériques (dite de *Hash Matching*), engagé des équipes de modération plus grandes, établi des coopérations avec la police et des ONG, mis en place un signalement automatisé, ainsi qu'une suppression proactive.

Des organisations comme l'Internet Watch Foundation (IWF) ou le National Center for Missing and Exploited Children (NCMEC – Centre National pour enfants disparus ou exploités) jouent aujourd'hui un rôle central. Toutefois, si les capacités de détection augmentent, la quantité de contenu augmente encore plus vite. Selon le rapport 2024 de l'IWF⁷, plus de 291.000 signalements confirmés ont été traités et plus de 729.000 fichiers criminels ont été analysés. Cela montre que la détection fonctionne mieux qu'avant, mais que l'écosystème criminel reste gigantesque.

LE PROBLÈME DU REUPLOAD

Un des soucis majeurs réside dans le fait que même lorsqu'une vidéo est retirée, elle peut être repostée ailleurs, recadrée, compressée, renommée, fragmentée ou hébergée dans des juridictions peu coopératives. Ce problème est majeur dans le *revenge porn*, les vidéos non consentuelles, les abus sexuels filmés et les contenus pédocriminels. La suppression n'est donc souvent pas définitive... De plus, la vitesse de suppression est déterminante : un retrait en quelques heures réduit fortement la diffusion, mais un retrait tardif laisse le contenu devenir viral. C'est précisément l'un des reproches faits aux plateformes pornographiques, car pendant longtemps, elles

retiraient les contenus uniquement après signalement, parfois après des millions de vues.

LES GRANDES PLATEFORMES SONT MIEUX CONTRÔLÉES QUE LES PETITES

Aujourd'hui, les grands sites sont paradoxalement plus surveillés que les forums privés, des applications de messageries comme Telegram (qui pourtant était bien utile lors de la période de censure de la crise sanitaire), des hébergeurs offshore, des sites du Dark Web, ou des réseaux dits *peer-to-peer* (« pair-à-pair »). Une étude de 2024⁸ sur le réseau Tor montre qu'une part importante des moteurs de recherche du Dark Web donne accès à du matériel pédocriminel et que le contenu reste facilement accessible dans des espaces anonymisés. De fait, les plateformes « visibles » sont davantage sous pression légale et donc une partie du trafic migre vers des espaces plus difficiles à surveiller.

ET L'IA DANS TOUT CELA ?

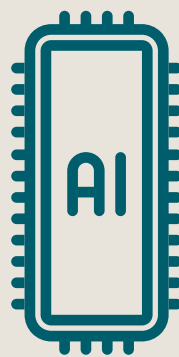
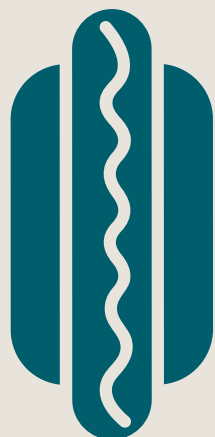
À tous ces enjeux s'ajoute l'IA, qui est en train de changer l'ampleur du problème et qui est probablement le tournant le plus inquiétant actuellement. Les organismes de surveillance constatent une explosion des images pédocriminelles générées par IA, des *deepfakes*, des applications de nudification, et des contenus synthétiques très réalistes. L'IWF parle d'un point de bascule pour ces contenus. En effet, ces images peuvent être générées massivement, elles compliquent le travail des enquêteurs et elles brouillent la distinction entre contenu réel et synthétique. Même lorsque les victimes sont fictives, les autorités craignent une normalisation, un usage pour *grooming/sextorsion* et la création de faux contenus à partir de vraies photos d'enfants. L'Union européenne pousse actuellement vers des obligations de retrait plus strictes, des audits des plateformes, des mécanismes de vérification d'âge et une responsabilité accrue via le Digital Services Act (DSA). Toutefois, les institutions ont toujours du retard par rapport au terrain, il nous revient donc d'être vigilants...

CONCLUSION

Dans le livre de la Révélation du Nouveau Testament, quatre cavaliers de l'apocalypse débarquent pour inaugurer la fin du monde. Il s'agit de la Conquête, la Guerre, la Famine et la Mort. La Conquête est souvent perçue comme une allégorie de l'évangélisation et l'invasion. Le second cavalier, la Guerre, muni d'une épée apporte le conflit. Le troisième cavalier, la Famine, est sur un cheval noir qui désigne l'absence, le manque. Il lui est associé l'augmentation du prix du blé et de l'orge et le symbole de la balance. Le dernier, la Mort, achève en quelque sorte l'anéantissement et sym-

bolise la peste et la maladie en général. N'ayant pas la foi, j'interprète ces récits d'un point de vue symbolique. Les grandes menaces actuelles demeurent les mêmes que dans l'Antiquité, si ce n'est pour la forme qu'elles prennent : guerre, maladie, famine et « parole ». Lorsque l'on analyse les grandes entreprises, ou les fameux « Big », on retrouve les mêmes tactiques et les mêmes obstacles : le pouvoir monétaire qui nourrit les vices humains. Loin de moi de tenir un discours marxiste, mais la société néolibérale ne correspond même plus à la vision des libéraux *Old School*. Nous

avons en face la réincarnation des cavaliers sous forme de Big Pharma (maladie/mortalité), Big War (complexe militaro-industriel), Big Food (malbouffe) et le Big Tech (la parole – comprenant donc les médias et les réseaux sociaux). Il ne s'agit pas, dans cet article, d'annoncer la fin du monde – malgré une conclusion que j'admets grandiloquente –, mais plutôt d'identifier les dérives des différentes grandes industries et de repérer les similarités entre leurs *modus operandi*. Ce qui m'a permis de finir le livre de Laila Mickelwait était le succès de sa lutte.

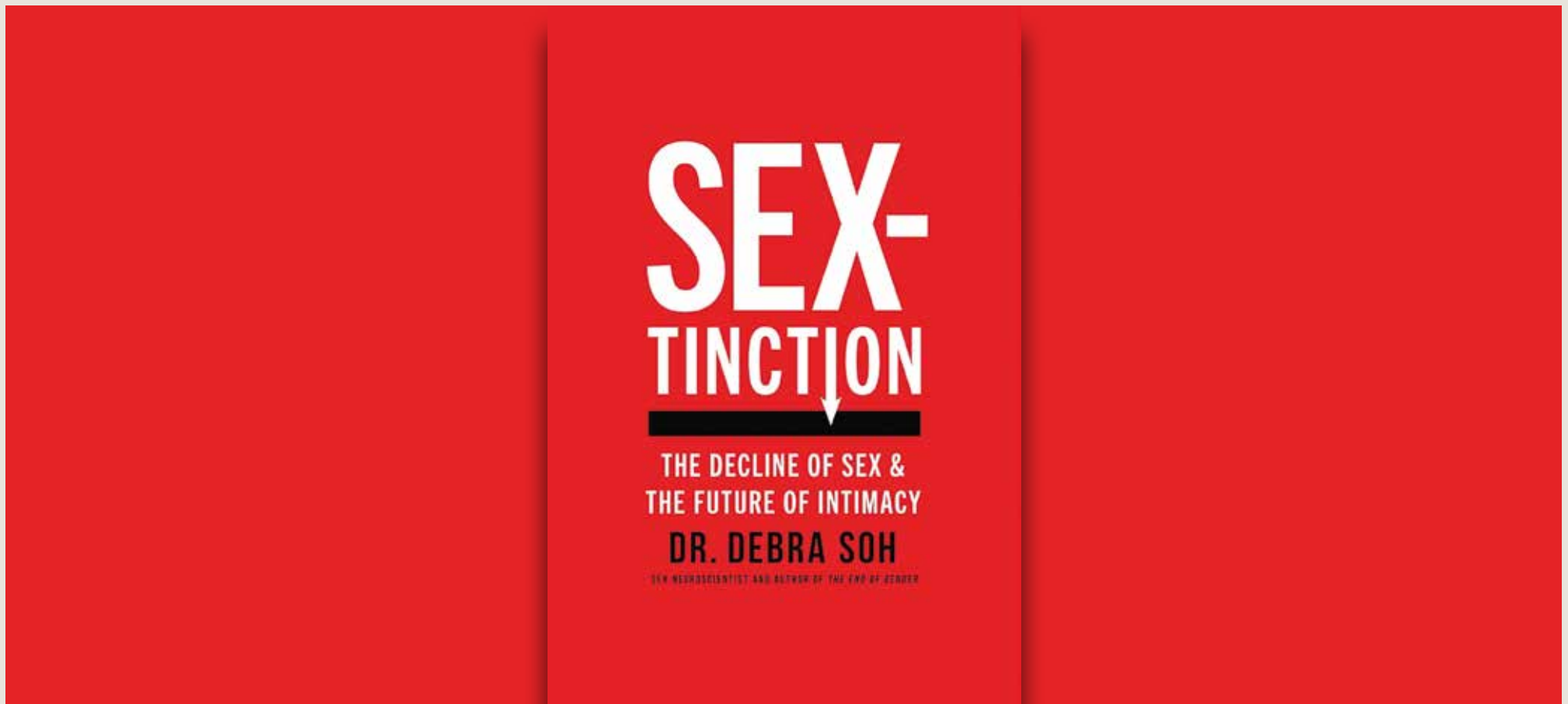


Kaarle Parikka

7. « IWF : un million de contenus d'abus sexuels en ligne supprimés en 2024 », *DCOD*, 4 mai 2025.

8. "Users actively seek and share child sexual abuse material on Tor – but help is available to those willing to stop", site de Tampere University, 3 avril 2024.

Le Fast-Sex



Dans l'introduction de ce dossier sur l'intimité numérique, une des questions mise en avant était celle des « effets de la pénétration du numérique dans la vie affective à notre ère ». Elle était accompagnée de l'analogie du *fast-food* et de ses effets dévastateurs sur la santé humaine. En effet, la crainte invoquée était que l'implication des outils numériques dans les vies affectives mène à une « obésité émotionnelle » et une série de dysfonctionnements de la santé mentale. Pour répondre à la question de l'impact de la digitalisation de l'amour, je vous propose une note de lecture, celle du livre *Sextinction : The Decline of Sex and the Future of Intimacy*¹, disponible seulement en anglais, se traduisant approximativement par *Sextinction : Le déclin du sexe et l'avenir de l'intimité*, de Debra Soh, neuroscientifique spécialisée dans la sexualité humaine.

Debra Soh débute son livre en expliquant qu'il existe un paradoxe frappant dans les sociétés développées contemporaines : jamais elles n'ont été aussi sexualisées dans leur culture et leurs médias, et pourtant les individus, toutes tranches d'âge et catégories démographiques confondues, ont moins de rapports sexuels que jamais. Ce constat, à la fois contre-intuitif et préoccupant, a motivé Soh à se lancer dans une investigation rigoureuse et sans concessions pour comprendre les causes et les conséquences de ce qu'elle nomme la « récession sexuelle ». Aux États-Unis, selon la General Social Survey — qui recueille des informations sociologiques, des préoccupations, des expériences, des attitudes et des pratiques des résidents des États-Unis tous les 2 ans en conservant un historique —, un homme sur trois et une femme sur cinq parmi l'ensemble des adultes — mariés ou non — déclarent ne pas avoir eu de rapport sexuel au cours de l'année écoulée. Ce phénomène touche particulièrement les jeunes générations — la génération dite Z, c'est-à-dire née approximativement entre 1995 et 2012 — qui grandissent dans un environnement numérique saturé d'images et de contenus érotisés, mais qui paradoxalement s'éloignent toujours davantage de l'intimité physique réelle. L'autrice s'appuie sur de nombreuses études scientifiques et données empiriques pour dresser un tableau complet de cette crise silencieuse, que peu d'observateurs dans la société occidentale actuelle osent nommer clairement.

Soh ne se limite pas à une cause unique — ce qui est souvent le cas des militants de gauche comme de droite —, mais propose un éventail complexe de facteurs explicatifs : les smartphones, les réseaux sociaux, la réussite académique et professionnelle croissante des femmes, les applications de rencontres, certains podcasts toxiques, et un marché des relations amoureuses profondément déséquilibré. Ces éléments

s'entremêlent et se renforcent mutuellement, créant un contexte très complexe. Toutefois, le tableau dressé est celui d'un monde où établir et maintenir des liens intimes authentiques devient de plus en plus difficile. La pornographie occupe une place importante dans l'analyse. Soh documente comment la consommation massive de contenus pornographiques déforme les attentes et les comportements sexuels, notamment en banalisant des pratiques violentes à l'égard des femmes. Elle cite notamment le fait que 58% des femmes universitaires déclarent avoir été étranglées lors de rapports sexuels, et 25% d'entre elles lors de leur dernier rapport en date — un constat qu'elles qualifient de dévastateur, et qui illustre selon elles comment certains discours de libération sexuelle ont paradoxalement servi à légitimer des formes de violence domestique. En revanche, et peut être de manière surprenante, elle précise que ces pratiques sont loin d'être des demandes émanant uniquement des hommes, mais bien souvent des femmes elles-mêmes !

L'un des fils directeurs du livre est l'essor des technologies de substitution à l'intimité humaine : applications de rencontres, intelligence artificielle sentimentale, poupées et robots sexuels. Soh examine ces développements avec un regard à la fois expert et impartial, s'appuyant sur ses propres recherches pour les contextualiser. Sur les robots et compagnons virtuels, son verdict est clair : pour quelqu'un qui a renoncé aux dynamiques de la séduction réelle, un substitut robotique peut offrir une forme de consolation, mais au fond, la plupart des individus savent qu'ils n'ont pas obtenu ce qu'ils voulaient vraiment... En effet, parce qu'un robot incapable d'amour n'est pas une solution. Soh s'inquiète également du développement d'un marché de poupées sexuelles à l'effigie d'enfants, sujet qu'elle aborde avec des avertissements explicites en raison de la nature profondément perturbante du matériel présenté.

Un des points forts de l'ouvrage est l'analyse équilibrée que Soh propose des deux sexes. On ne ressent jamais l'impression qu'elle désigne l'un ou l'autre comme responsable de la situation. Son refus d'une logique à somme nulle est essentiel pour naviguer dans ce sujet miné et amorcer une évolution vers des directions plus saines. Toutefois, peut être le fait même de ne parler « que » de deux sexes est suffisant pour qu'elle soit considérée comme de droite ou conservatrice... Concernant les hommes, elle reconnaît les désavantages statistiques auxquels beaucoup font face sur les applications de rencontres, mais les encourage néanmoins à prendre davantage de responsabilités : réduire ou abandonner la pornographie, améliorer leur santé physique, développer ambition, discipline et

compétences sociales. Pour les femmes, elle plaide pour une modération des attentes parfois irréalistes façonnées par les réseaux sociaux, et contre la tendance à percevoir les hommes comme des adversaires ou à interpréter chaque déception amoureuse à travers un prisme traumatique. Cette approche semble être plutôt celle des féministes de la « seconde vague » comme l'a nommé Emmanuel Todd dans son livre *Où en sont-elles ? Une esquisse de l'histoire des femmes* (Seuil, 2022) faisant référence à une émancipation « liée au contrôle du corps et de la reproduction, qui a profité à toutes les femmes » (les féministes nées après la Seconde Guerre mondiale).

Soh s'aventure également sur le terrain des conflits idéologiques contemporains liés au genre. Elle observe que les institutions éducatives penchent actuellement en faveur des femmes, et dénonce le fait que si un groupe différent accusait le même retard dans la société, on déploierait des programmes sociaux pour l'aider — alors que le recul des hommes est souvent ignoré, voire présenté comme mérité par certains milieux militants. Elle critique tout autant les dérives idéologiques de gauche que celles de droite, se positionnant résolument sur le terrain de la science plutôt que sur celui de la politique. Soh estime que nous sommes encore à au moins 10 ans de pouvoir inverser réellement ces dynamiques. Toutefois, le livre ne propose malheureusement pas de solutions simples. En effet, son ambition première est de rassembler les données pour nourrir un dialogue futur. Cependant, quelques pistes sont esquissées : une remise en question des technologies qui sapent les relations réelles, un retour à des formes d'intimité non médiatisées, une prise de conscience collective que tomber amoureux n'est pas un jeu à somme nulle et que le sexe opposé n'est pas un ennemi.

En conclusion, *Sextinction* est un examen de l'état actuel de l'intimité sexuelle dans la culture occidentale à l'ère numérique. Soh dresse un tableau bien décourageant, tout en mettant particulièrement en lumière la bataille culturelle en cours entre les sexes (que deux !), dans laquelle aucun des deux ne gagne vraiment. Elle décrit les premiers symptômes de la consommation de ce que j'aurais appelé du *fast-sex* (par analogie au *fast-food*). C'est un ouvrage qui mérite d'être lu par quiconque cherche à comprendre l'une des crises silencieuses les plus profondes de notre époque.

Kaarle Parikka

1. *Sextinction : The Decline of Sex and the Future of Intimacy*, Threshold Editions, 2026.

Honneur à Heinrich Habig, le médecin résistant de Recklinghausen

Cérémonie de remise de la « Distinction pour comportement humain » le 14 mai, à Aix-la-Chapelle

En Allemagne, les autorités ne plaisent pas avec les dissidents, qui font l'objet d'une lourde répression¹. Comme les médias *mainstream* n'en parlent pas, la majorité de la population s' imagine encore vivre en démocratie. Mais cette illusion, il y a belle lurette qu'une forte minorité ne peut plus la partager – une minorité composée de tous ceux qui, sur des sujets cruciaux, soutiennent publiquement des points de vue divergeant des « vérités » officielles. Ils savent très bien, ces minoritaires, que c'est la liberté d'expression qui est peu à peu réduite à néant. Et ils le savent à leur corps défendant, quand par exemple des policiers lourdement armés perquisitionnent chez eux à 6 heures du matin ; ou quand ils se retrouvent sans ressources parce que leurs comptes bancaires ont été bloqués. Dans leur dérive vers une société de plus en plus autoritaire, les autorités allemandes disposent de deux instruments : lesdits médias, justement, ceux qu'en pays francophone on appelle « de grands chemins » ; et un appareil judiciaire particulièrement servile. Affirmer par exemple que ce n'est pas la Russie, mais l'Otan qui est responsable de la guerre en Ukraine peut vous valoir une convocation en justice ; et dénoncer le génocide en cours à Gaza et en Cisjordanie risque également de vous amener devant les tribunaux pour « antisémitisme », comme de bien entendu ! À côté de l'Ukraine, de la Palestine et de l'Iran, le quatrième point crucial est aujourd'hui les années covid 2020 et 2021, avec leurs vaccinations et autres « mesures sanitaires ».

Car les autorités se rendent compte qu'il existe sur ce dernier sujet un malaise qui ne se cantonne plus à la minorité critique, mais touche une bonne partie de la population. Un nombre croissant d'Allemands ont le sentiment que les agissements des pouvoirs publics en 2020-2021 restent sujets à caution, et ils réclament qu'on revienne sur cette période pour la réévaluer. Face à cette revendication citoyenne, les autorités adoptent une stratégie à deux volets. D'une part, elles font semblant d'accéder à ce désir de réévaluation en mettant en place des « commissions d'enquête » sur cette période. Mais

on s'arrange en haut-lieu pour que ces commissions soient exclusivement composées de personnalités qui ont soutenu l'action des autorités pendant ces 2 années. Ces personnalités n'ont donc aucun intérêt à ce que la vérité se fasse, puisqu'elles ont elles-mêmes contribué à cette immense manipulation qui était aussi un crime de masse. Elles mettent donc beaucoup de soin à empêcher que ne soient posées les vraies questions : origine et dangerosité du virus covid-19, nécessité des « mesures sanitaires » qui ont tant nui à l'économie allemande, contenu des « vaccins », etc. Et elles y parviennent en portant d'autres questions, sans importance elles, à l'attention de l'opinion publique. Car la méthode est avérée : plus on amuse le public avec des sujets sans intérêt, moins ce dernier risque de poser les questions embarrassantes.

Le second volet consiste en la poursuite de la répression impitoyable qui, depuis 2020, frappe tous ceux qui s'opposent à la politique « sanitaire ». Et les premières victimes de cette répression, ce sont les médecins qui ont essayé de protéger leurs patients contre les ravages des « vaccins anti-covid ». Il y a actuellement, dans toute l'Allemagne, environ 1.400 professionnels de la médecine qui ont encore des ennuis judiciaires pour cette raison. Les peines vont de la simple amende à plusieurs années de prison ferme, et elles sont toujours assorties d'une interdiction de continuer à exercer leur profession (ce qui fait que beaucoup d'entre eux vivent aujourd'hui dans la nécessité matérielle). Nous sommes nombreux, en Allemagne, à considérer ces médecins comme de véritables héros. Et c'est à l'un de ces héros, Heinrich Habig, que l'association citoyenne des Aixois pour un avenir humain (*Aachener für eine menschliche Zukunft*) a décidé d'attribuer, pour l'année 2026, sa « Distinction pour comportement humain » (*Auszeichnung für Menschlichkeit*). La cérémonie a eu lieu le 14 mai à partir de 11 heures, dans le centre d'Aix-la-Chapelle. 300 personnes y ont assisté, venues surtout d'Aix-la-Chapelle, mais aussi de la région de Recklinghausen, où Habig compte de nombreux sympathisants organisés en un solide réseau de soutien. Mentionnons au passage une cohorte de tambours

venue de Bochum qui, par ses interventions bien synchronisées, apportait à l'événement un dynamisme combatif. Mélange de discours et d'intermezzos musicaux, le programme de remise de la Distinction a été riche de moments d'émotion et de messages politiques. Il a débuté par la lecture, par Habig en personne, de la « Déclaration de Genève » de septembre 1948. Texte essentiel en raison des principes éthiques qu'il énumère et auxquels Habig est toujours resté fidèle, même en 2020-2021, alors que les autorités politiques et médicales exigeaient dans les faits qu'il les abandonne. Après quoi, la parole a été donnée à Claudia Ludwig. Cette amie de longue date n'a jamais cessé de soutenir Habig dans l'épreuve qu'il vit depuis maintenant 4 ans, allant même jusqu'à témoigner en sa faveur devant une commission du parlement allemand. Elle était donc, en ce jeudi 14 mai, la mieux placée pour relater le passé du courageux praticien, et aussi les étapes de son récent calvaire. Dès son enfance, Habig savait qu'il deviendrait médecin, à l'instar d'un oncle qu'il admirait beaucoup et qui l'emmenait avec lui dans ses consultations. Une fois achevées ses études de médecine, Habig avait rédigé une thèse de doctorat sous la direction d'un professeur qui dirigeait un institut d'hygiène. Il s'agissait de tester en laboratoire, avant sa mise sur le marché, un antibiotique élaboré par Takeda, une firme japonaise. À peine Habig avait-il eu remis son mémoire que le directeur de thèse le convoquait pour lui demander d'en falsifier la conclusion, qui était défavorable à l'antibiotique. Impossible pour le professeur, avec un tel résultat, de se présenter au siège de Takeda à Tokyo ! Habig a refusé de participer à cette imposture qui aurait contredit à la Déclaration de Genève. S'il avait été introduit sur le marché, cet antibiotique aurait probablement suscité de graves effets secondaires chez les patients. Habig a donc préféré renoncer au titre de docteur plutôt que de se faire complice de cette fraude criminelle. Après avoir travaillé quelques années en hôpital, il ouvrira son propre cabinet médical et y refusera systématiquement les « cadeaux » des firmes pharmaceutiques cherchant à tester leurs produits sur les patients. La santé de ses patients, et elle seule, sera au centre de sa sollicitude, et ce souci exclusif

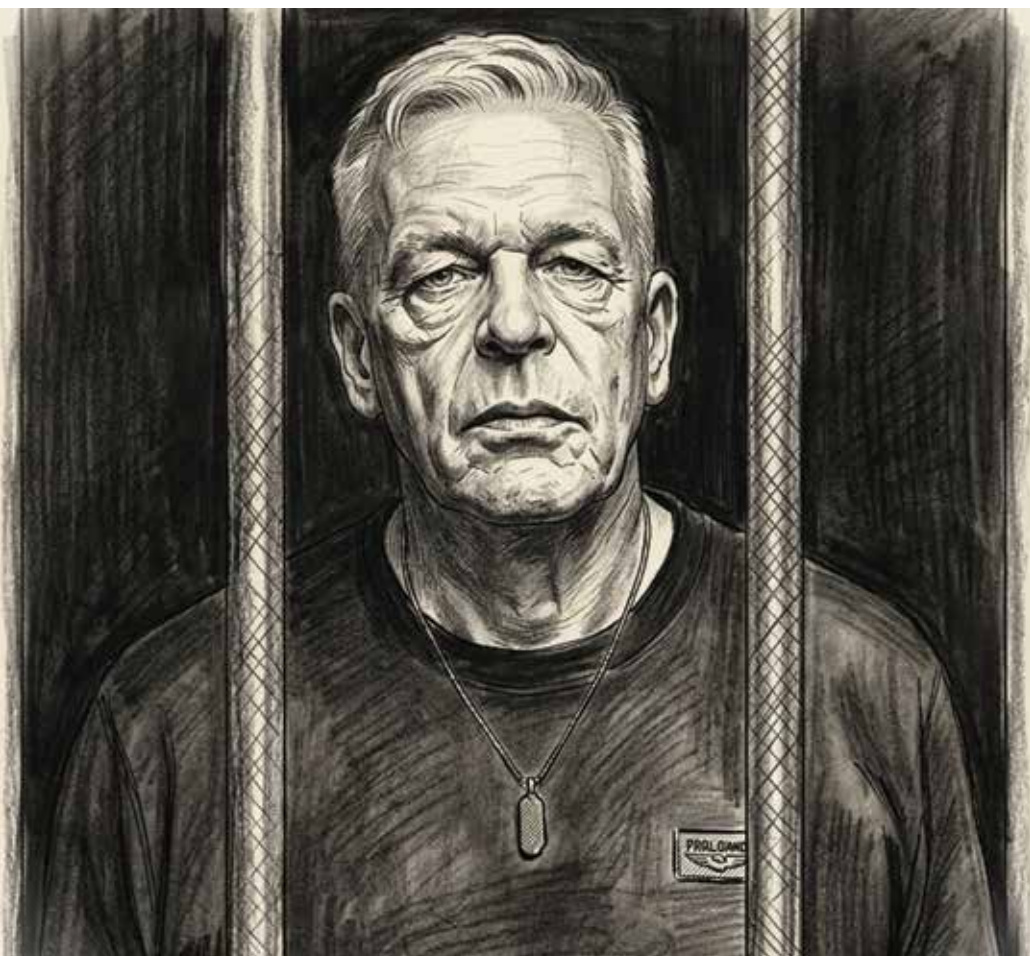


Illustration : NOIR & CLAIR

l'amènera à s'orienter vers l'homéopathie, la chiropraxie, l'acupuncture, la thérapie microbiologique, la neurothérapie et d'autres méthodes en marge de la médecine officielle. Cette particularité lui attirera d'ailleurs une clientèle croissante, venue parfois de loin. Quand la crise covid éclatera début 2020, Habig et son équipe s'efforceront d'abord de rassurer leurs patients quant à la dangerosité du virus. Avec beaucoup d'amour et de patience, ils essaieront de les guider à travers la crise, en leur indiquant divers moyens de renforcer leurs défenses immunitaires. La situation empirera en 2021, avec l'apparition des « vaccins » et l'intensification de la propagande menée de concert par les autorités et les médias. Cette hystérie ne s'atténuera qu'en février 2022, au début de la guerre en Ukraine, quand se produira un changement important dans ce théâtre de haine : on décidera en haut-lieu de remplacer, dans le rôle du Grand Méchant, le covid-19 par Poutine. C'est donc sur le président russe que se concentrera désormais l'essentiel de la machinerie médiatique productrice d'affects haineux et agressifs. Il deviendra soudain moins important de se faire vacciner, et la pression diminuera sur les dissidents. Mais entre-temps, au cours de l'année cruciale 2021, Habig aura déjà commis les « fautes » qui lui vaudront une lourde peine de prison. A l'arrivée des « vaccins », il essaiera d'abord de s'informer sur leur contenu en lisant les notices d'emballage. De n'y trouver aucune information augmentera encore sa méfiance. Beaucoup de ses patients partageront cette méfiance et refuseront de se faire vacciner. Mais ces derniers

reviendront bientôt désespérés à son cabinet : leurs employeurs menaçaient de les licencier s'ils continuaient à se montrer récalcitrants. C'est à partir de ce moment-là que Habig commencera à signer des certificats attestant faussement que la vaccination avait eu lieu. Et ce geste, il le répétera près de 6.000 fois. Dans son éloge de Habig, Claudia Ludwig donnera quelques exemples des détresses qu'il a soulagées. Arrivera ce qui devait arriver : le courageux médecin sera dénoncé et, par un beau matin de janvier 2022, quinze policiers armés jusqu'aux dents et dirigés par deux procureurs investiront son cabinet qu'ils occuperont toute la journée, de 10 h à 18 h. Ils mettront tout sens dessus dessous et emporteront l'ensemble des données concernant les patients, le matériel informatique et même le contenu des poubelles. Toutes les personnes se trouvant dans le cabinet seront soumises à interrogatoire, et une femme de 80 ans qui venait d'en ressortir sera menottée, conduite au commissariat et interrogée pendant 5 heures. Fatima Habig, la femme d'Heinrich, sera mise elle aussi en accusation. Sur l'ordre des procureurs, le domicile du couple sera également perquisitionné de fond en comble et laissé dans un désordre inimaginable. Dorénavant interdit d'exercer, Habig, privé de ressources, vendra les meubles de son cabinet. Cette action sera interprétée comme une préparation à la fuite, et il sera emprisonné en mai 2022 et enfermé à Bochum dans une prison pour grands criminels. La période de détention préventive, qui durera 16 mois, sera la plus difficile à supporter. Mis à l'isolement, Habig sera d'abord transféré de cellule

en cellule, toutes d'une saleté répugnante, avec pour tâche à chaque fois de les nettoyer. Dans chaque cellule, un haut-parleur l'apostropha : « Reconnaissez les faits reprochés, avouez votre crime ! », ou encore : « Regrettez-vous votre crime, ou seriez-vous prêt à recommencer ? » Habig cherchera à répondre, mais personne ne l'écouterait. Des subtilités juridiques feront que son procès sera scindé en deux. Le premier tribunal, devant lequel il sera traîné pieds et poings liés le 29 juin 2023, le condamnera à 2 ans et 10 mois de prison ferme ; et un second tribunal, le 21 septembre 2023, à 2 ans et 3 mois. Dans les deux cas, les appels introduits par ses avocats seront rejetés. Finalement, le 22 octobre 2025, le tribunal de grande instance de Bochum réduira ces deux condamnations cumulées à une seule peine de trois ans et deux mois. Arrivé aux deux tiers de cette peine, Habig sera libéré pour bonne conduite. Il retrouvera sa liberté le 13 mai 2026, juste à temps pour venir, le 14, à Aix-la-Chapelle y recevoir la distinction qui lui était attribuée. Tous les participants à la cérémonie le traiteront comme il le mérite : en héros.

Pierre Blanchaud

1. Dans son ouvrage *Nach bestem Wissen und Gewissen* (éditions Sound of Truth, 2026), Gerburg Weiss examine en détail une cinquantaine de ces cas de médecins persécutés. Ce livre sera prochainement traduit en anglais.

Chronique de la Constituante

Le thème de la démocratie est quasiment incontournable dans les médias occidentaux. Le terme « démocratie » est tantôt utilisé dans les médias dominants pour nommer un système dont l'absence de démocratie est proprement stupéfiant, tantôt utilisé dans les médias alternatifs avec malheureusement le même sens, mais avec plus de nuance, pour dire que notre démocratie est « malade », « en recul » ou « menacée »... Rares sont les occurrences où le mot est réellement utilisé dans le sens que pourtant l'extrême majorité des gens convient de lui donner en vertu de son étymologie : « *Le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple* ».

Si l'on est un peu tatillon, on pourra distinguer au moins 3 approches, pour tâcher d'en distinguer le sens. D'abord si l'on revient à la véritable étymologie, il s'agit de la concaténation de deux termes grecs *Dêmos* (prononcer daimoss) et *Kratos* (prononcer kratoss). Les *dêmos* étant des unités territoriales purement administratives, consécutives aux réformes de Solon (en 594 av. J.-C.), et établies par Clisthène (en 508 av. J.-C., et qui crée aussi l'*isonomie* : l'égalité devant la loi), dont la mission est de recenser les ressources locales et de prélever des taxes, notamment pour financer des navires équipés en hommes et armes (les *trières*, qui ne servaient pas seulement à la défense contre les Perses ; ils étaient les outils d'un véritable impérialisme maritime) destinés entre autres à la rapine en mer Égée, notamment sur les bateaux marchands phéniciens, activité très rentable, dans l'idée de monter en puissance sur le plan financier et militaire. Il s'agit aussi de sortir du *Genos* (prononcer gainoss, de la famille de générer, gènes, génital, gens, génération...) qui structurait la société archaïque en clans familiaux aristocratiques, et qui avait fini par déboucher sur une oligarchie devenue insupportable pour la majorité de la population, esclavagisée par la dette. Par extension, les habitants contribuables des *dêmos* ont été nommés *Dêmos*. Et *Kratos* signifie force, intelligence, volonté, voire puissance. Donc l'étymologie stricte désigne le mouvement organisé d'une partie de la population, contribuable fiscale (par des taxes, dont les *liturgies* pour les plus riches) et/ou militaire (l'infanterie lourde : les *hoplites*), qui produit un développement économique et militaire à visée impériale, et ainsi permet de sortir d'un régime oligarchique devenu intenable à une immense majorité. Ce sont d'ailleurs des oligarques « *repentis* » qui ont été les moteurs de cette

évolution. Solon a été le premier à ouvrir la voie, en instituant la *Seisachtheia* (« levée du fardeau ») abolissant l'esclavage pour dettes. Il a libéré les paysans endettés (très nombreux), garantissant qu'un citoyen athénien ne pourrait plus jamais perdre sa liberté au profit d'un autre citoyen. Au final, ce système à visée impériale ne correspond pas tout à fait à l'idée moderne (voire postmoderne, dans son sens médiatique actuel, sur lequel nous allons revenir) que le commun des mortels se fait de la « démocratie ».

Ensuite, c'est Abraham Lincoln, le 16^{ème} président des États-Unis, qui a immortalisé la formule « *le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple* » lors de son célèbre discours de Gettysburg, le 19 novembre 1863, en pleine Guerre de Sécession (que son élection avait fortement contribué à déclencher). Il n'est pas l'inventeur de cette formule, qu'il avait reprise à Theodore Parker, un pasteur abolitionniste qu'il admirait beaucoup, et qui utilisait une formule très proche dans ses sermons dans les années 1850 (« *Un gouvernement de tout le peuple, par tout le peuple, pour tout le peuple* »). Daniel Webster, un célèbre sénateur états-unien avait déjà utilisé une structure similaire en 1830 lors d'un débat historique. Et, en remontant encore plus loin, on trouve des traces d'idées semblables chez certains auteurs grecs de l'antiquité comme Cleante d'Assos (vers 330-230 av. J.-C.), un ancien boxeur, porteur d'eau, devenu philosophe, qui est le deuxième chef de l'école stoïcienne (fondée par son prof Zénon), qui, anecdote au passage, fidèle à ses principes de maîtrise de soi, serait mort par un jeûne volontaire à l'âge de 99 ans... Les raccourcis étymologiques souvent répétés expliquent « démocratie » en disant que c'est la concaténation de *Dêmos* traduit de façon un peu imprécise et légèrement erronée par « peuple » (car à l'époque cela représentait qu'une petite fraction de la population d'un *dêmos*) et *Kratos* traduit de façon un peu imprécise et légèrement erronée par « pouvoir », pour dire donc : « pouvoir du (et/ou au) peuple », qui renvoie à la célèbre formule de Lincoln.

Enfin, son sens malheureusement le plus courant sert à désigner abusivement le régime politique où nous sommes actuellement, que l'on retrouve dans au moins une petite moitié des États actuels (au niveau mondial), dans lequel le peuple n'a en fait quasiment aucun pouvoir, et se retrouve sous la tutelle de représentants élus qui n'ont pratiquement aucun compte à lui rendre.

Quelques exceptions comme la Suisse, souvent citée, restent loin de la définition de Lincoln, dans la mesure où les quatrième pouvoir (médiatique, qui forme le plus souvent l'opinion majoritaire) et cinquième pouvoir (la gestion de la monnaie, la création monétaire, les banques et leur fameux secret bancaire suisse) sont confisqués par une oligarchie qui de fait mène la danse... Sans compter que les procédures de votations sont très faciles à pirater, et donc le sont dans des proportions inconnues...

Sur le plan technico-politique, ce qu'on appelle généralement « démocratie » en Occident n'en est pas une, mais plus précisément un *système de gouvernement représentatif*¹. Au passage, une certaine ambiguïté se loge dans le terme « représentant » qui peut à la fois dire une chose et son contraire : pour un mineur ou une personne souffrante de graves troubles mentaux, une personne sera désignée pour être son représentant et prendra les décisions à sa place, alors que lorsqu'un oligarque envoie un représentant pour négocier un contrat, ce dernier est aux ordres, il a un mandat relativement impératif (c'est à dire qu'il doit impérativement respecter les demandes de celui ou ceux qui l'ont désigné comme leur représentant). La classe dirigeante actuelle jouant au maximum sur cette ambiguïté pour sauver la face et nous faire prendre des vessies pour des lanternes... Bernard Manin nous explique bien que le système représentatif n'est pas, à l'origine, une forme de démocratie, mais délibérément une alternative à celle-ci. C'est ce que nous verrons, entre autres, dans le prochain épisode de cette chronique.

Pour finir, rappelons qu'on nous a répété, voire rabâché, depuis notre naissance, et en particulier à l'école et dans les médias, que « démocratie = élections » et que « élections = démocratie »... Nous verrons prochainement que c'est un contresens majeur qui nous conduit à se faire déposséder de notre capacité à penser notre émancipation politique : la véritable, l'authentique démocratie.

Nathanaël Leroy

1. *Principes du gouvernement représentatif* de Bernard Manin, écrit en 1995, réédité chez Flammarion dans la collection Champs essais en 2008.

Rosa Ispahan

Si un seul parfum pouvait lier tous les cœurs, faire cesser les guerres et les peurs, quel serait-il ? La rose d'Ispahan¹, symbole de l'Iran, est issue de la famille des roses de Damas. Cette variété y est cultivée et récoltée depuis des siècles pour son usage dans l'alimentation, la cosmétique, la parfumerie, mais aussi comme plante médicinale.

C'est dans les petits villages entourant la ville d'Ispahan, notamment dans les vallées montagneuses de Kashan et Ghamsar, qu'est cultivé le « Pompon des Princes », et c'est dans les collines entre Chiraz et l'ancien caravansérail² d'Ispahan que pousse naturellement ce joyau national. Chaque année, au printemps, la région est le théâtre d'une coutume ancestrale : le festival de la Rose de Kashan³, qui se déroule entre mi-avril et mi-mai, et pendant lequel est célébrée la récolte et la fabrication traditionnelle de l'eau de rose, localement appelée *golab*.

L'eau de rose, issue de la distillation des pétales, sert à parfumer les pâtisseries et plats traditionnels, boissons, liqueurs, confitures, sorbets. Elle est utilisée mondialement en parfumerie. Sur le plan médicinal, elle constitue une eau florale apaisante pour la peau. Également appréciée en tisane, la rose (pétales et boutons de rose séchés) procure du bien-être au corps et à l'âme par ses effets anti-stress, digestif et anti-inflammatoire. La distillation est réalisée dans d'énormes alambics de cuivre, dans lesquels sont déversés les pétales, cueillis à l'aube afin d'éviter toute exposition au soleil et préserver ainsi toutes leurs fragrances.

Notons au passage que c'est à Avicenne, médecin et philosophe perse (X^e-XI^e siècle), que l'on attribue la conception

du premier alambic moderne ayant permis d'élaborer l'eau de rose, plante dont il décrit les propriétés dans son Canon de la médecine⁴. Une seconde distillation de cette même eau de rose permet d'obtenir l'huile essentielle pure de rose d'Ispahan, qui offre de précieuses propriétés régénérantes pour la peau. Il ne faut pas moins de 4 tonnes de pétales pour produire un seul litre d'huile essentielle, produit artisanal rare, uniquement exporté à destination de la haute parfumerie ou servant à la fabrication de produits de soins. L'on comprendra aisément que son usage soit très limité quand on sait que l'huile essentielle de rose de Damas⁵ est commercialisée à des prix exorbitants, le coût du flacon d'un millilitre dépassant généralement 60€.

Au-delà de sa réputation de rose exceptionnelle, la rose d'Ispahan, fleur nationale d'Iran, représente un symbole de pureté, de beauté divine et d'amour. L'eau de rose y est omniprésente dans le quotidien et dans de nombreux rituels de la vie. La « *rose de Mohammadi* », telle qu'elle est aussi surnommée, « ou « *rose de l'Iran* », imprègne toutes les sphères de la culture locale et dès le XVIII^e siècle est apparu le thème symbolique de la rose et du rossignol, appelé *gul-i-bulbul*⁶. Allégoriquement, le rossignol y représente l'âme du croyant qui se sacrifie par amour, tandis que la rose symbolise la pureté, la perfection et le divin inaccessible.

« *Quand la rose aura disparu et le jardin fané,
Tu n'entendras plus l'histoire du rossignol.
Le Bien-Aimé est tout, l'amant n'est qu'un voile ;
Le Bien-Aimé est vivant, et l'amant chose morte.* »⁷

Ce thème a aussi inspiré Oscar Wilde avec son célèbre conte *Le Rossignol et la Rose* (1888), où le rossignol se sacrifie par amour en se transperçant le cœur avec une épine de rose. Reine des fleurs à la beauté exquise et au parfum enivrant, il est tentant de croire à son essence divine, comme fleur élue des dieux, venue adoucir les peines et les maux d'un peuple marqué par une histoire millénaire d'invasions. Peuple qui pourtant a su se relever à chaque fois et conserver sa culture traditionnelle persane. Peut-être que les Iraniens, à l'instar de leurs rossignol emblématique, comprennent mieux que quiconque le sens du sacrifice au nom de valeurs plus élevées ?

Virginie Belfiore

1. La rose d'Ispahan (*Rosa x damascena* 'Ispahan') est une variété du rosier de Damas (rose très ancienne, issue d'un croisement naturel et cultivée depuis l'Antiquité).

2. « Les caravansérails étaient des relais situés au bord des routes offrant un abri, de la nourriture et de l'eau aux caravanes, aux pèlerins et aux autres voyageurs », <https://whc.unesco.org/fr/list/1668/>.

3. Le festival de la rose, appelé « *golabgiri* », qui veut dire littéralement « fabrication de l'eau de rose », s'étend sur plusieurs semaines, principalement dans les villages de la région de Kashan (Ghamsar et Niasar).

4. « *Le livre des lois médicales (Kitab Al Qanûn fi Al-Tib) – composé de 5 livres –, achevé vers 1020, est l'œuvre médicale majeure d'Avicenne. Cet ouvrage est considéré comme l'un des plus importants ouvrages écrits en médecine* », [https://fr.wikipedia.org/wiki/Qan%C3%BBn_\(Avicenne\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Qan%C3%BBn_(Avicenne)).

5. La rose de Damas, dont l'Ispahan est une variété, est issue de la culture de divers pays méditerranéens, orientaux et des Balkans comme la Bulgarie.

6. *Gul-i-bulbul* signifie littéralement « la rose et le rossignol »

7. Rûmî, poète, mystique et théologien persan, XIII^e siècle.

Fils de pub - Avancées et résistances

Vous vous souviendrez peut-être de la campagne publicitaire (voir *Kairos*, n° 73) de la plateforme Shein d'envois par avion de petits colis commandés par Internet et venus de Chine. La contre-publicité due à la connaissance de pratiques antisociales et anti-environnement de Shein a provoqué des réactions même chez les pouvoirs publics. Ainsi, en France, une taxe de 2€ sur les colis de moins de 150€ a été instaurée dès le 1^{er} mars. Shein a tenté de contourner cette décision en envoyant ses colis dans d'autres pays ne pratiquant pas cette taxation ou en envoyant des colis par bateau. Mais à partir du 1^{er} juillet prochain, c'est l'Europe qui instaurera une telle taxe de 3€. Shein envisage alors de faire passer ces colis par des pays extérieurs à l'Europe. Comme quoi les envahisseurs chinois sont prêts à tout pour perpétuer leurs pratiques.

LE PLASTIQUE DANS LE VISEUR

Le secteur du plastique (Polyvia) vient de lancer une campagne publicitaire défendant l'usage de ses produits pour les emballages jetables. Le visuel de cette campagne est un peu ridicule : il représente un pot de yaourt en poils, une cagette en marbre, un jerrycan en papier mâché... Cette tentative prétendument humoristique destinée à promouvoir les emballages plastiques a provoqué les réactions des défenseurs de l'environnement. Ainsi, pour Zero Waste France, cette campagne montre surtout que la filière du plastique est aux abois¹ face aux alertes sanitaires et à la pression des citoyens. L'opération paraît comme le dernier recours d'une industrie qui tente de sauver son *business*. À chaque prise de position contre le plastique à usage unique, le secteur tente de réagir, car les politiques commencent à s'emparer du sujet. Des lois encadrent de plus en plus l'usage du plastique, même si le

lobbying est tellement fort sur la thématique des emballages que, malheureusement, le secteur résiste.

Ce qui est choquant, c'est que parmi les supermarchés qui diffusent les publicités pro-plastiques, il y a des enseignes qui ont décidé de mettre en place la consigne pour réemploi. Ça n'a aucun sens : il faut que les enseignes et les distributeurs choisissent et prennent position. La hiérarchie dans le traitement des déchets doit être d'abord, la prévention et la réduction, ensuite le réemploi, enfin le recyclage. Comme ce fut le cas par le passé, quand les citoyens commencent à comprendre le problème sous-jacent à une industrie – que ce soit pour le tabac ou le pétrole, par exemple –, celle-ci se met à financer des études. Or, si l'étude n'est pas indépendante, comme celle initiée par Polyvia, forcément, les résultats sont biaisés.

CONTRER LA MALBOUFFE

En France, afin d'éviter une interdiction pure et simple de la publicité pour des aliments trop gras, sucrés ou salés, plutôt que d'accepter des mesures légales de limitation, les secteurs impliqués (l'agro-alimentaire, les chaînes radio et télé, les agences publicitaires, les réseaux sociaux, etc.) ont préféré signer une charte de bonnes pratiques sous l'égide du gendarme de l'audiovisuel, l'Arcom. Les pouvoirs publics soutiennent l'initiative, malgré son inefficacité démontrée pour contrer l'augmentation de l'obésité et du surpoids dans la population.

Par contre, au Royaume-Uni, les autorités ont osé franchir le pas en restreignant la publicité contre les produits trop gras, sucrés ou salés. Confrontés à des taux d'obésité très élevés dans la population (une personne sur quatre, y compris chez les enfants), les pouvoirs publics ne misent pas sur la bonne

volonté des industriels et des distributeurs pour limiter l'accès à la malbouffe, mais ont édicté des réglementations. Depuis 2022, ces produits ne peuvent plus être mis en avant dans les rayons, ni en tête de gondole, ni à l'entrée des magasins, et sont interdits à moins de deux mètres des caisses, ainsi que des files d'attente. Et surtout, pour protéger les enfants, depuis octobre 2025, la publicité pour des aliments de mauvaise qualité nutritionnelle est proscrite jusqu'à 21 h à la télé et pour les contenus sponsorisés en ligne. D'après le gouvernement britannique, l'interdiction de la publicité des produits néfastes pour la santé permettra d'éviter chaque année 20.000 cas d'obésité.

La ville d'Amsterdam quant à elle, est devenue la première capitale au monde à interdire la publicité pour la viande et les énergies fossiles. Le conseil municipal de la ville néerlandaise a adopté une proposition en ce sens le 22 janvier 2026. Cette décision signifie que les publicités pour la viande, les voyages en avion, les croisières et les voitures à moteur thermique – entre autres – ont disparu des rues, des stations de métro et des gares d'Amsterdam à compter du 1^{er} mai. Amsterdam devient ainsi la neuvième ville des Pays-Bas à bannir de telles publicités, après, notamment, La Haye. L'industrie du tourisme a attaqué la décision, mais le tribunal a finalement statué, sur la base du droit européen : une municipalité peut imposer des restrictions à la publicité si celle-ci porte atteinte à des intérêts publics tels que la santé et le climat. En France, depuis le 1^{er} avril 2024, la métropole de Lyon a adopté une réglementation qui, notamment, bannit la quasi-totalité des publicités dans les lieux publics.

Alain Adriaens

1. Les fabricants de plastiques français notent dans leur bilan 2025 un recul de 4% de leur chiffre d'affaires. Ils prétendent contre-productives des taxes sur les plastiques.

Nous redeviendrons presque tous paysans

UNE QUESTION DE BIENS COMMUNS

« Si tu veux construire un bateau, ne commence pas par battre le rappel, commander à tes hommes d'aller chercher du bois, distribuer les tâches et diviser le travail, mais éveille en eux le désir de la mer infinie. »

Antoine de Saint-Exupéry

Le problème de la société moderne tardive est sa facilité à imaginer sa fin apocalyptique sous les déclinaisons les plus variées, doublée d'une incapacité à développer une alternative positive à la formation sociale dominante. La réflexion se rabat trop rapidement sur la question de savoir quel fragment de monde doit être mis à disposition de qui et par quel moyen. L'imagination, la vision et la libido restent concentrées sur la question de savoir quelle sera la prochaine chose à atteindre et à conquérir (logique de prédation) et nous fondons l'idée d'une vie bonne sur cette chimère ; face à ce constat la théorie de la résonance propose un changement de paradigme culturel. Une société est dite moderne lorsqu'elle n'est (plus) capable que de se stabiliser dynamiquement, autrement dit lorsqu'elle est systématiquement tributaire de la croissance, de la densification de l'innovation et de l'accélération pour conserver et reproduire sa structure, non ?

Comment parvenir à une autre forme de relation au monde ? La théorie de la résonance laisse pressentir une autre forme d'existence, un autre mode de rapport au monde et à la vie ; il s'agit moins à cet égard d'un changement de vision du monde, d'une conception nouvelle de la vie que d'une réorientation des énergies motivationnelles qui nous mettent en relation avec le monde et avec la vie. Car, tant que l'accumulation de capital reste le véritable sujet de la relation économique au monde, les impératifs d'accroissement seront maintenus et les acteurs économiques, du simple salarié jusqu'aux gouvernements locaux ou nationaux en passant par les entreprises et les institutions publiques, continueront de tout faire pour que les flux de capitaux soient dirigés vers eux. Et la contrainte d'accroissement, dont l'emprise s'exerce jusque dans la conduite de vie des sujets, entraînera une destruction de résonance équivalente à la répression politique : une personne qui n'a pas le droit d'aimer ou de croire, de travailler ou de jouer comme elle l'entend ressemble à une corde immobilisée, privée de la possibilité et du droit de vibrer.

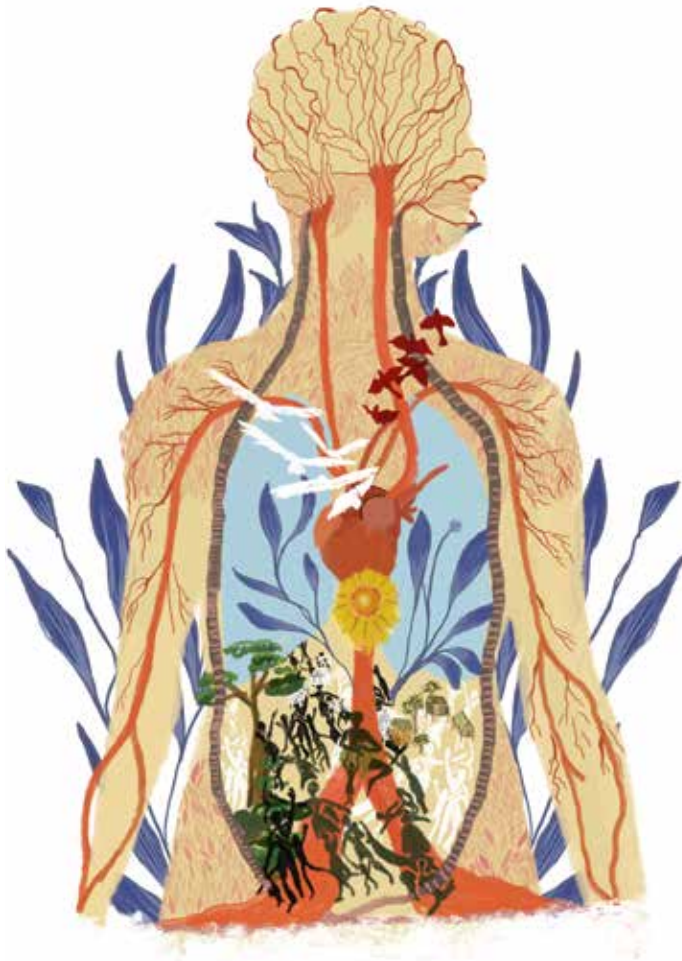
« Un monde meilleur est possible, un monde où il ne s'agit plus avant tout de disposer d'autrui mais de l'entendre et de lui répondre. »

Hartmut Rosa, *Résonance, La Découverte*, 2018.

« Nous vivons d'histoires périmées ou en voie de l'être. Les histoires qui expirent ne peuvent plus danser avec nous. »

Vanessa Machado de Oliveira, *Who the heck is modernity*, 2020.

La modernité serait un projet de civilisation particulièrement occidental qui, grâce à ses mérites, a atteint une portée quasi universelle. D'autres récits décrivent la modernité comme un projet européen local qui a été imposé à l'échelle mondiale par une violence explicite et subtile. D'autres encore présentent la modernité comme un projet auquel différentes cultures ont résisté, qu'elles ont transformé et redessiné. Dans l'histoire de la modernité en tant que formulation du monde, ce que la modernité/colonialité¹ désavoue peut être considéré comme des dénis constitutifs : ce que nous devons (être amenés à) oublier pour croire en ce que la modernité/colonialité veut que nous désirions. Il existe au moins quatre principaux dénis constitutifs sanctionnés par la modernité/colonialité qui limitent considérablement notre capacité à percevoir, à établir des relations et à imaginer autrement : 1. Le déni de la violence systémique, historique et permanente et de la complicité dans le mal (le fait que notre confort, nos garanties et nos plaisirs soient subventionnés par l'expropriation et l'exploitation d'autres pays); 2. la négation des limites de la planète



et de l'insoutenable de la modernité/colonialité (le fait que le métabolisme terrestre fini ne peut supporter indéfiniment la croissance exponentielle, la consommation, l'extraction, l'exploitation et l'expropriation) ; 3. le refus de l'enchevêtrement (notre insistance à nous considérer comme séparés les uns des autres et de la terre, plutôt qu'"enchevêtrés" dans un métabolisme vivant plus large qui est bio-intelligent) ; 4. le déni de l'ampleur et de la complexité des problèmes auxquels nous devons faire face ensemble (la tendance à rechercher des solutions simplistes qui nous font nous sentir bien et qui peuvent s'attaquer aux symptômes, mais pas aux causes profondes de notre situation collective complexe).

Il y a environ 300 ans, par le biais d'un processus complexe, le monde a commencé à privilégier une monoculture sociopolitique qui a morcelé la planète en entités légales et juridiques dénommées États-nations, ou plus communément, pays. Selon cette tradition, seule la tutelle de l'État et de son cadre juridique est capable d'organiser la vie en commun. L'État s'obstine à contrôler la totalité des interactions sociales. Malgré cela, des structures émergent et résistent dans le monde entier, nous rappelant l'existence d'autres façons, plurielles, de nous organiser en tant que société, en opposition à cette monoculture sociopolitique, et ce, notamment parmi les peuples indigènes du monde.

L'État est la structure sociopolitique qui s'est avérée la plus opérante pour le colonialisme et le capitalisme, mais il existe partout des démarches qui tendent vers d'autres possibilités. Yasnaya Elena Aguilar Gil écrit depuis une communauté des montagnes de la région mixte, au sud du Mexique : « Les systèmes communaux de la région où je vis ont été créés en tant que structure sociopolitique qui nous a permis de résister comme peuple indigène après l'instauration de l'ordre colonial et face aux politiques de l'État-nation. » (in *Nous sans l'État*, 2022)

Quand elle parle de communauté, elle se réfère spécifiquement à une structure sociopolitique dotée d'un autogouvernement en rotation constante et élu par la plus haute autorité, l'assemblée communautaire. Pour les communautés de cette

région, le territoire relève de la propriété communale ; le travail et la fête communautaires sont également des éléments fondamentaux. Parmi les traditions européennes, l'anarchisme est l'une des propositions avec lesquelles elle trouve le plus de ressemblances et de points de rencontre. L'autogestion, en tant qu'option nécessaire pour affronter l'État capitaliste, relie l'anarchisme à la communauté malgré leur différence notable.

En ce qui concerne la Belgique aujourd'hui, le courant autogestionnaire et même anarchiste est bien implanté, mais je soutiens, que si presque personne ne comprend réellement l'idée des biens communs, c'est parce que de mémoire d'humain les communautés nourricières ont depuis longtemps été éradiquées. Alors, je tente d'être pédagogue lorsque je sers une assiette de nourriture à mes colocataires humains, leur expliquant que vu que ces plantes proviennent de semences appartenant au patrimoine commun de l'humanité, au même titre que l'eau et la terre ici à la ferme, et vu que nous les avons engendrées et fait pousser ensemble, alors cette alimentation est forcément un des biens communs dont nous bénéficions lorsque nous les partageons, et non plus une marchandise.

Ce lieu n'est ni une utopie ni un cas isolé, notamment grâce au mouvement Terre en vue, et si nos surplus sont distribués à une vingtaine de familles chaque semaine pour les remercier d'avoir soutenu financièrement le projet, c'est selon un principe qui a fait le tour du monde en s'appelant *teikei* (coopération en japonais), CSA (Community Supported Agriculture aux USA ou Community Shared Agriculture au Canada), Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne en France), Gasap (Groupes d'achats solidaires de l'agriculture paysanne à Bruxelles)... : c'est du partenariat direct paysans-mangeurs que naît la véritable garantie de qualité (en ces temps de malbouffe aggravée), et la résilience du système alimentaire. Partout où sont testées de nouvelles formes d'économie du partage fondées sur des pratiques d'échange qui explorent des types alternatifs de rencontre sociale et matérielle, des relations résonantes voient le jour qui ne sont plus de simples oasis.

Mais n'oublions jamais que : « L'agroécologie est politique ; elle nous demande de remettre en cause et de transformer les structures de pouvoir de nos sociétés. Nous devons placer le contrôle des semences, de la biodiversité, des terres et territoires, de l'eau, des savoirs, de la culture, des biens communs et des espaces communautaires entre les mains de celles et ceux qui nourrissent le monde. » Déclaration du forum international sur l'agroécologie (Nyéléni, 2015). Une des expressions à laquelle se réfèrent souvent les membres du *teikei* est celle de *wa*, harmonie. La notion de *wa* ou harmonie du groupe est centrale dans l'éthique sociale et organisationnelle des Japonais. Ce principe représente l'harmonie, la paix et l'unité dans le groupe. Il en résulte confiance, coopération et loyauté. C'est aussi le moyen d'obtenir un consensus. « L'individu reste extrêmement attentif lors de l'expression de sa propre opinion pour ne pas causer de confrontation et risquer de rompre le *wa*. », *Du teikei à l'AMAP, un modèle acculturé*, Jean Lagane, 2011.

Et si nos amis japonais nous rappelaient au passage une règle fondamentale : le plus grand obstacle à l'instauration d'une économie plus humaine se nicherait dans l'inflation de l'ego ? Car finalement, rendre à l'alimentation son statut de bien commun, n'est-ce pas réussir à *faire communauté* en participant à des systèmes qui engendrent de la nourriture et s'en partager les fruits ?

Thomas Lauwers

1. D'origine latino-américaine, le terme modernité/colonialité a été créé pour souligner le fait que la violence et l'insoutenable sont nécessaires à l'existence de la modernité.



VU, LU, ENTENDU



Depuis les ouvrages à succès de Sébastien Bohler (*Le bug humain*, 2019 et *Striatum*, 2023), l'approche neuroscientifique en sciences sociales est la mode, et son champ d'application est vaste. S. Karaki l'assortit ici de sociologie bourdieusienne et de décolonialisme. Elle explique les biais par lesquels notre cerveau nous fait aimer ou adhérer aux figures d'autorité, dans différents domaines (art, science, politique). Au collectif, la culture occidentale a historiquement privilégié l'individu-auteur, en qui le « génie » et la « singularité » s'incarnent, cet individu étant la plupart du temps blanc, masculin et pourvu de rationalité. Les représentations symboliques y attachées et la mémoire culturelle préalable prédisposent les esprits à lui conférer du charisme, de la valeur et du prestige. La recherche du confort cognitif et les habitudes font le reste. Tout le monde ne peut prétendre au statut d'auteur, qui est octroyé par les pouvoirs, « le culte de l'auteur n'est pas seulement esthétique, il est politique ». Dans le dernier chapitre, S. Karaki revient sur cette vieille question sans réponse définitive : peut-on séparer l'œuvre de l'auteur ? Elle déplore que « le prestige esthétique fonctionne comme un anesthésiant moral », donnant en exemples le dessinateur Bastien Vivès, Woody Allen et Gérard Depardieu aujourd'hui, Charlie Chaplin jadis. Ici aussi, notre architecture cognitive nous joue des tours quand « la mémoire affective et la mémoire morale entrent en conflit ». Une œuvre étant jugée problématique, que faire pour éviter sa simple conservation en l'état, d'une part, ou sa destruction ou censure, d'autre part ? Reconfigurer la mémoire par l'exercice de la réécriture et reconnaître « la création comme expérience partagée » et non comme le travail d'un génie isolé. Cela pour aboutir à une « écologie du jugement esthétique : un système où la beauté, la valeur et le sens ne se mesurent plus à l'autorité du nom, mais à la qualité de la relation que la culture, collectivement, entretient avec elle. »

Samah Karaki, Contre les figures d'autorité, Rue de l'Échiquier, 2026, 118 pages, 14€.

B. L.

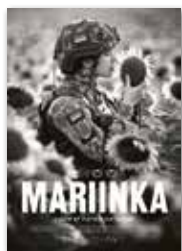


En cas de catastrophe, ce sont les liens sociaux qui sauvent des vies, la vie. Autrement dit, l'ensemble des relations qui relient les individus dans une société. Ce n'est pas le matériel et l'organisation individuelle que désigne la notion de survivalisme. L'idée part d'un réseau créé par Joanna Macy, une Américaine, le « réseau des tempêtes ». Pour cette dernière, en cas de catastrophe,

qu'elle appelle le « Grand Tourant », ce sont nos liens avec le monde qui nous permettent de nous tirer d'affaire. Elle organise des ateliers de « travail qui relie » pour inciter les gens à tisser des liens avec les autres. Dans ce cas, le travail sert de liant. À côté de cette idée fondamentale, la typologie des liens sociaux à laquelle procède le reste de l'ouvrage en se basant sur des théories existantes, notamment celles de Granovetter et de Woolcock, semble moins importante, et surtout assez élémentaire. Relations denses, légères, relations de proximité, relations affinitaires, horizontales, verticales, sont vite passées en revue. L'idée selon laquelle les liens sociaux se forment de façon conviviale aussi. Ce concept n'est pas réellement expliqué. Pour Pablo Servigne, le bonheur ressentit grâce au lien social représente cette convivialité. Ce n'est pas l'idée d'Ivan Illich. Pour ce dernier, la convivialité résulte de la maîtrise par l'individu des outils qu'il utilise. Pour lui, la technique a tendance à priver l'individu de sa maîtrise. Pour P. Servigne, le lien social sert à conférer à l'individu la maîtrise de son existence. L'on est cependant en droit de se demander si, à la fin du livre, en prétendant structurer l'entraide entre les personnes partageant leur savoir-faire, au sein d'Équipes locales (l'Option A), l'association Sorry Children, ne prive pas quand même les individus de leur maîtrise, et donc le lien social, d'une partie de son intérêt. Chapeauter lesdits groupes d'entraide réduit la portée du principe de gratuité fondamental dans l'entraide.

Pablo Servigne, Le réseau des tempêtes. Manifeste pour une entraide populaire, Les liens qui libèrent, 2025, 126 pages, 12€.

P. W.



Le réalisateur belge Pieter-Jan De Pue avait déjà travaillé durant 7 ans à son film précédent consacré aux enfants de la guerre en Afghanistan. Aujourd'hui, il nous livre le fruit de 9 années d'un travail consacré à Mariinka, ville-martyre située à l'ouest du Donbass, aujourd'hui totalement détruite. Sa caméra y suit les pérégrinations et l'évolution au fil des jours et des ans de 6 jeunes gens, d'abord 4 frères orphelins dont l'un rejoint l'armée ukrainienne et un autre les forces de la république populaire de Donetsk. Malgré leurs engagements opposés, ils restent profondément attachés l'un à l'autre et gardent le contact téléphonique. À la fin du film, on apprendra que l'un des 2 a disparu dans les combats de Pokrovsk. Outre le destin tragique de ces frères ennemis malgré eux, la caméra s'intéresse au parcours de 2 jeunes femmes

courageuses, qui ont perdu leur foyer et ont dû mettre de côté leurs rêves d'adolescentes en raison de la guerre. Ambulancière, Natacha est confrontée chaque jour à la souffrance et à la mort. Quant à Angela, elle survit en trimbalant de modestes objets (d'un vieux frigidaire à des bouquets de roses !) d'un côté à l'autre de la ligne de front, via des chemins de traverse qu'elle emprunte avec son vélo, parfois sous les bombardements. La tragédie de chacun de ces jeunes est terriblement émouvante. Le réalisateur porte avec sensibilité, pudeur et empathie sa caméra à hauteur d'homme, rappelant Andrei Kourkov dont le roman *Les Abeilles grises* relate au plus près la vie quotidienne d'un apiculteur plongé dans une guerre absurde. Dédié à toutes les victimes de la guerre, le propos n'est pas partisan, mais humaniste et pacifiste. Filmé à partir du côté ukrainien, le projet avait tout d'abord reçu le soutien des autorités de Kiev. Toutefois, en donnant la parole à tous les protagonistes, et notamment à Rouslan qui combat pour Donetsk, le film restitue sa densité humaine et sa complexité au conflit. Ce faisant, *Mariinka* se trouve en porte-à-faux avec la propagande manichéenne dont on nous abreuve depuis 4 ans. Ironie du sort, en dépit de l'importance du sujet traité en profondeur, ce film ne peut pas aujourd'hui être projeté en Ukraine, ni sans doute en Russie. Raison de plus pour courir voir ce chef d'œuvre aux images somptueuses tournées en 16 mm, complémentaire d'*Ukraine, Russie : derrière le rideau de fumée*, le documentaire de notre rédacteur en chef Alexandre Penasse qui lui aussi remet les pendules à l'heure.

Mariinka, film documentaire de Pieter-Jan De Pue, 2026, 94 minutes.

F. M.



Le documentaire de Pierre Carles sur l'affaire Abdallah commence par un bref tableau des conséquences des bombardements israéliens au Liban dans les années 1970 et par un rappel des causes de son engagement dans la résistance. Images de corps pétrifiés par des bombes thermiques. À ces explications fait suite une description minutieuse de l'affaire judiciaire qui, dans les années 1980, en France, sert à condamner Ibrahim Abdallah à la prison à vie. L'affaire concerne d'abord des attentats de 1982, attribués à un groupe dont fait partie Abdallah. Elle voit en lui un terroriste et le chef de l'organisation qui revendique lesdits attentats. Pas un résistant. Faute de preuves, il est condamné à quelques années de prison. Les attentats de 1986, en France, sont, eux, attribués au Hezbollah, mais servent quand même à condamner Abdallah, cette fois à la prison à vie, alors qu'au moment où ont lieu ces attentats, il est toujours en prison. L'affaire judiciaire est montée de toute pièce. Abdallah sert de bouc émissaire. Focalisation ensuite du documentaire sur le réseau de soutien à Abdallah qui organise des manifestations, informe et mobilise les gens au sujet de son emprisonnement. Pour ledit réseau, ces attentats représentent avant tout une riposte aux bombardements israéliens et une riposte à une campagne systématique d'assassinats par le Mossad de militants palestiniens ou propalestiniens, et Abdallah est innocent. Bref, le cafouillage qui l'a mené en prison à perpétuité est décrit étape par étape. L'interview de ses avocats atteste du non-sens de son emprisonnement. Interviews bien amenées aussi de dirigeants, de personnalités qu'on filme en gros plan en train de débiter des mensonges. Bref du Pierre Carles. Les multiples refus des autorités françaises de libérer Abdallah au terme de sa peine suscitent une vaste mobilisation qui mène le 25 juillet 2025 à une libération, toutefois conditionnelle, l'ex-condamné étant forcé de quitter immédiatement le territoire français.

L'affaire Abdallah, film documentaire de Pierre Carles, 101 minutes, 2026.

P. W.



Par l'intelligence artificielle, la démocratie est menacée d'« hypocratie », un pouvoir qui ne reposerait plus sur la force et la censure, mais sur la captation et la saturation de notre attention collective. À l'appui de sa thèse, M. Chéret imagine un avenir prochain où, grâce à la manipulation des réseaux sociaux par l'IA, Trump gagnerait haut la main les élections américaines de mi-mandat en novembre 2026 et le candidat d'extrême-droite remporterait les élections présidentielles françaises en 2027. Les batailles électorales se joueraient non plus à coup d'idées et d'arguments, mais se réduiraient à un combat de gladiateurs entre les IA des candidats, capables de réagir automatiquement au moindre événement pour adapter leurs stratégies de séduction à chacun des multiples segments de l'électorat. Sa dystopie se conclut avec les élections américaines de 2028, lorsque, grâce aux *deepfakes*, le chaos s'installerait et Trump instaurerait la loi martiale. Un tel scénario veut nous convaincre que la régulation des usages de l'IA est une urgence démocratique : les pouvoirs publics devraient non seulement imposer la transparence algorithmique, mais aussi « mettre en place des outils de vérification par l'IA » et « imposer un véri-

table système de certification des contenus ». Dans cette optique, il salue la loi européenne du *Digital Services Act*, laquelle devrait être « durcie et étendue pour avoir un réel impact sur les mécanismes profondes d'amplification algorithmique ». Face à « l'Amérique qui dérègle et à la Chine qui contrôle », Chéret prône une « Europe qui encadre le développement de l'IA selon des principes communs de démocratie, de respect des droits humains et de justice sociale ». Une telle proposition semble bien naïve. Si l'auteur a raison d'alerter sur les dangers des réseaux sociaux et sur la nécessité d'obtenir la transparence des algorithmes, il réduit le problème de l'IA au danger du populisme de droite, qu'il espère endiguer par la censure et l'instauration d'un ministère de la vérité ! En réalité, l'IA est un outil dangereux aux mains de tous les pouvoirs, à commencer par celui, insidieux de l'extrême-centre, que l'on a vu à l'œuvre lors de la dictature sanitaire. C'est le principe même de la diffusion massive des réseaux sociaux et de l'IA qui devrait être remis en cause.

Mathieu Chéret, L'IA contre le peuple. Un avenir sous emprise algorithmique, Le Bord de l'eau, 2026, 127 pages, 10€.

F. M.



Vu les menaces planant sur la liberté d'expression, ce dico d'humour noir est le bienvenu. Rien d'étonnant à ce qu'il soit écrit dans un style alerte et sarcastique, l'humour noir et l'humour cynique étant synonymes. On y trouve des termes concernant des personnages connus en vie (P. Bruel, Chr. Lagarde, J. Lang, E. Macron, P. Magnette, J.-L. Mélenchon, E. Musk, B. Obama, P. Obispo, V. Poutine, D. Raoult, Renaud, Ch. Kirk, S. Rousseau, M. Zuckerberg, etc.) ou trépassés (D. Balavoine, Ray Charles, Elisabeth II, Giscard d'Estaing, l'abbé Pierre, H. von Karajan, P. Kropotkine, Fr. Mitterrand, Néron, O. Osbourne, etc.), des figures moins connues (Alexandre Adamov, Angilbert, Jean-Edouard Comte de Sponville, Daniel Strauch, Robert Sarah, William Thackeray) ; des termes courants (darwinien, écologiste, idéalisme, journalisme, narcotrafiquant, ordre, peuple, philosophe, procureur, psychologue, religion, rumeur, syndicat, tabou, terrorisme, Tik Tok, travail, vaccin, wokisme, xénophobie, yacht, zèle), et d'autres plus rares (aérothermie, aponévrose, awalle, électrocapillarité, fondic, frairie, gorgerette, guzla, hybriophilie, imidaclopride, jannah, kwashiorkor, nævus, néoplasme) ; des termes géographiques (Molenbeek-Saint-Jean, Inde, Nigéria, Occident, Qatar, Suisse, Sahara, USA, Wall Street). S. Pirlot est visiblement anticlérical, antimonarchique, n'aime pas les contes pour enfants, la décroissance et Didier Raoult, mais aime vraisemblablement la vaccination. Entre ironie et caricature poussée (« On reconnaît l'idéaliste à sa capacité à mourir pour des idées que personne ne partage », l'Occident est « la région du monde convaincue d'avoir inventé la civilisation, la vertu et la roue, mais qui continue à se prendre les pieds dans le tapis de sa propre hypocrisie »), on sourit, mais aussi on s'instruit et on aiguise son sens critique (la plupart du temps).

Sébastien Pirlot, Dictionnaire d'humour noir. Petit guide des rires coupables et inappropriés, Le Lys bleu, 2025, 213 pages, 21,50€.

B. L.



Cet ouvrage reprend plusieurs tribunes du philosophe français Éric Sadin parues entre 2013 et 2025. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que tout y passe sous sa plume caustique : Internet, réseaux (a)sociaux, technologies de surveillance, trottinettes électriques, Smartphone, intelligence artificielle, rien n'est épargné par sa critique radicale. Selon lui, nous assistons à l'émergence d'un « soft totalitarisme » dans lequel l'ensemble des champs de l'existence est régulé « d'après les vertus désormais cardinales de l'optimisation, de la fluidification et de la sécurisation » et où les algorithmes ont pris une forme totalisante, dans le sens où nos gestes sont orientés par une forme d'arithmétique qui vise à nous faire adopter des comportements spécifiques (bien souvent liés à la consommation de biens et services). C'est en conséquence l'humain quantifié, mesuré, chiffré, bref utilitaire qui prévaut (soit l'ensemble du langage technocapitaliste). Nous avons particulièrement été sensibles à ce que le philosophe nomme *régime de l'indistinction de l'image*, c'est-à-dire que le risque est grand, « grâce » aux intelligences artificielles génératrices d'images telle Midjourney, de voir advenir un univers où l'on ne sera plus capable de distinguer ce qui relève de l'image et ce qui ne l'est pas (soit, selon nos propos, un monde où Narcisse serait bel et bien le roi – nous savons malheureusement tous comment l'histoire se termine : jusqu'à se noyer dans sa propre image). Éric Sadin n'est pas dupe, critiquant aussi les illusions de la voie de la régularisation – la fameuse éthique numérique, drôle d'oxymore –, celle-ci faisant croire qu'il suffirait d'apporter quelques bornes pour calmer la Bête et la rendre ainsi inoffensive. Face à ce déferlement, il nous faut, au contraire, nous défendre d'une vision strictement comptable et économique de la vie afin de sortir de l'ornière de l'utilitarisme. In fine, cette technologisation de tous les pans du réel nourrit un fantôme, celui de nous sortir du « monde du défaut », soit l'avè-



VU, LU, ENTENDU

nement d'un « hygiénisme généralisé ». Heureusement, face à cette *fenêtre ouverte sur le chaos*, il existe des voies de sortie que l'auteur ne manquera pas de décrire à la fin de l'ouvrage.

Eric Sadin, Anne Crignon (préface), *Penser à temps. Faire face à l'emprise numérique, L'Échappée*, 2025, 189 pages, 11€.
K. C.



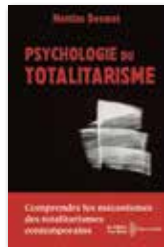
Et un ouvrage de plus sur la fascisation de nos sociétés (en particulier la France). Adeptes de la théorie critique, P. et S. Vassort refont le point sans apporter du neuf par rapport à leurs collègues spécialistes de l'extrême droite (Salomé Saqué, Ugo Palheta, Pierre Madelin, Antoine Dubiau en France, Jonathan Durand Folco au Québec, François Debras, Bruno Verlaeck, Benjamin Biard, Olivier Starquit en Belgique), tous exploitant ce juteux filon éditorial qui donne accès aux médias dominants. Un des problèmes habituels avec cette littérature antifasciste est qu'elle verse dans le deux poids et deux mesures en reprochant à l'extrême droite des pratiques ou des constats que l'on retrouve aussi dans la gauche, par exemple « l'extrême porosité » des diverses factions du fascisme... et du gauchisme ; ou la fenêtre d'Overton, que les progressistes woke prennent également en compte pour faire avancer leur agenda. Cela dit, ces auteurs engagés à gauche ont leur intérêt. Primo, ils rappellent et décrivent la fonction actuelle des forces de l'ordre : être le bras armé de l'extrême droite, la police s'étant militarisée. Les gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, les protègent et les présentent comme un rempart contre le chaos – y compris celui fomenté par l'extrême droite ! –, ce qui fait que l'opinion publique leur est largement acquise. Les défenseurs de la démocratie ne peuvent plus compter sur elles. Mieux, ils devraient s'y opposer ! Secundo, ils pointent l'incohérence chez ceux qui utilisent les outils numériques pour le combat antifasciste. Car l'essor technologique ayant toujours été contrôlé par les capitalistes – aujourd'hui les techno-fascistes comme Elon Musk –, y recourir ne fait que nourrir la bête qui s'appuie sur « la puissance, la contrainte et la violence ». Or l'antifascisme « passe aussi par une lutte acharnée contre le développement impensé des technologies virtuelles et numériques [...] ». Les Vassort s'inquiètent de « ce qu'il adviendrait si le Front/Rassemblement national pouvait disposer, dès 2027, de tout ce dispositif [...] », sans bien voir que celui-ci est déjà aux mains de tous les pouvoirs « démocratiques », nationaux et supranationaux. Dommage à nouveau qu'ils ne tirent pas assez les leçons de l'épisode covidien. On espère que la dernière phrase ne soit pas prémonitrice : « [...] la rechute dans la barbarie nazie s'anime devant nos yeux ».

Patrick & Sacha Vassort, *Face à la fascisation de la société : l'antifascisme. De la nécessité à la contradiction*, Le Bord de l'eau, 2026, 179 pages, 14€.
B. L.



« Libéralisme » étant un terme polysémique, on saura gré à A. Messal de dissiper les malentendus à son sujet, à partir d'un point de vue libéral. En cela, il s'oppose, tout en étant complémentaire, à l'analyse marxienne de Domenico Losurdo dans *Contre-histoire du libéralisme* (La Découverte, 2013). Les pères fondateurs du libéralisme du Siècle des Lumières seraient consternés de voir les agissements de ceux qui s'en revendiquent peu ou prou aujourd'hui, de Donald Trump à Javier Milei. Notre monde souffrirait à la fois d'un trop peu de libéralisme et de son dévoiement en néo- et ultra-libéralisme, courants qui ont donné l'absolue priorité à la sphère économique – la toute-puissance du Marché –, en négligeant le politique et la philosophie. L'auteur revient donc à l'Histoire et aux fondamentaux : Hobbes, Locke, Smith, Constant, Tocqueville, Bastiat, etc. S'il fustige les démons politiques habituels, il s'en prend aussi à l'Union européenne qui ne protège pas suffisamment l'État de droit. Les oligarques, comme Sterin et Bolloré, y prennent aussi une part active. Il faut défendre la liberté d'expression qui « vient avec la recherche de vérité, recherche qui requiert la pluralité des opinions exprimées ». Liberté et égalité ne s'opposent pas mais se complètent, ce qui implique que la liberté individuelle n'est pas le critère ultime – pour contredire les néolibéraux. Ceux-ci s'accrochent de plus en plus ouvertement de l'impérialisme, du militarisme et du racisme. Poussant le bouchon encore plus loin, les libertariens autoritaires veulent la disparition de l'État. A. Messal invite à « identifier les nouvelles sources de l'hétéronomie pour les combattre ». Même s'il souhaite aussi le revenu universel – pourtant défendu par maints néolibéraux – et la planification industrielle – comme les marxistes ! –, il a le talent, en quelque 100 pages, pour réconcilier les sceptiques (dont j'étais) avec la philosophie libérale, la vraie.

Amine Messal, *Erreur sur la marchandise. Critique libérale du libéralisme, Rue de l'Échiquier*, 2026, 111 pages, 14€.
B. L.



Enfin une traduction française de Mattias Desmet ! Ce professeur de psychologie à Gand fut un des très rares universitaires belges à critiquer la politique « sanitaire » menée dès mars 2020, d'un point de vue avant tout social et sociétal. Revenant longuement sur le traumatisme collectif du covid, il expose les ressorts psychosociaux du totalitarisme, cette « tentative de réduire l'ambiguïté du langage humain polysémique à l'univocité d'un système de signes » – principalement les nombres – pour parvenir à piloter le corps social au moyen de la technoscience. Les Belges (et les autres) se regarderont-ils dans le miroir et comprendront-ils que « jamais, auparavant, les conditions sociétales n'ont été aussi propices au totalitarisme » ? En cause, l'atomisation d'individus plongés dans l'incertitude et la peur, la montée du narcissisme allant de pair avec un « collectivisme irrationnel », l'obsession de tout régler et l'artificialisation de la vie. L'auteur soutient que le phénomène de la « formation des foules », dans le cadre de l'idéologie mécaniste-rationaliste issue des Lumières, est la condition de l'émergence du totalitarisme. Ces foules réclament un hyper-contrôle de la société, exigent de ses membres de sacrifier aveuglément leurs intérêts personnels au bénéfice du groupe, sont intolérantes à la dissidence, ont une mentalité de délateur paranoïaque, ignorent les limites éthiques, sont sensibles à la propagande (pseudo-scientifique) absurde, perdent toute diversité et toute créativité, et finiront par s'autodétruire. M. Desmet reprend à son compte la thèse de la banalité du mal de Hannah Arendt, thèse qui est malgré tout compatible avec l'appropriation du pouvoir par une caste de sociopathes, que l'auteur ne prend pas assez au sérieux, tout comme le rôle des complots. Pour lui, seule l'idéologie est aux manettes, et donc rien d'étonnant qu'il ne fasse pas mention d'Orwell – pour qui l'idéologie n'était pas le fin mot du totalitarisme, cf. 1984 – ni de l'ingénierie sociale. On complètera donc la lecture de son livre avec ceux de Jean-Dominique Michel, Vincent Pavan, Jean-Jacques Rosat ou encore Dany-Robert Dufour. Toutefois, son message est clair : les individus massifiés jouant un rôle prépondérant dans le mouvement totalitaire, un changement de la conscience est indispensable. Il faut continuer à propager publiquement la parole de vérité, revendiquer l'autodétermination et la liberté philosophique dans une « vision vitaliste du monde ». À l'heure où le psychobiopouvoir essaie de relancer la machine infernale « pandémique » (Hantavirus, Ebola), ce livre retrouve toute son actualité.

Mattias Desmet, *Psychologie du totalitarisme. Comprendre les mécanismes des totalitarismes contemporains*, Yves Michel, 2025, 255 pages, 24,90€.
B. L.



Partant de la disparition du tas de fumier de la ferme de son grand-père, remplacé par un parking, l'ouvrage retrace de manière documentée l'histoire récente de l'agriculture suisse. Il s'achève sur le dialogue compliqué entre le citadin, affolé par les déboires de l'agriculture moderne, et le paysan, qu'on critique, mais sans proposer de solution. Cette mésentente pèse sur la conscience des paysans, alors qu'en milieu urbain, le désespoir incite à rêver de s'établir à la campagne. Dans l'intervalle, l'auteur évoque ses rencontres avec des cultivateurs talentueux, créatifs. Il passe en revue les réussites : paniers bio de la ferme des Savanes, parrainage des arbres fruitiers des Marti, culture d'orge malté et malterie, etc. Il évoque aussi des échecs. Il parle du milieu paysan conventionnel, qu'il oppose à l'exploitant agricole moderne qui dose avec soin les intrants et en utilise 10 fois moins que d'autres. Le basculement du début des années 1990 est évoqué, quand le prix des denrées agricoles se met à descendre et que le gouvernement rémunère directement les paysans. Pour certains, cela en fait des assistés. En Suisse, le monde paysan a honte, car il apprécie l'autonomie. Il est aussi question du rôle néfaste de la grande distribution. Lorsque, à un moment, les fruits du père de l'auteur sont refusés par le distributeur qui les lui achetait jusqu'alors, parce qu'il n'en produit pas suffisamment, la solution qu'il adopte consiste à proposer aux gens de venir cueillir eux-mêmes les fruits de son jardin. Il est également question de la place de la femme dans le monde rural, de l'une d'elle qui fonde sa propre coopérative de distribution et qui réussit à s'en sortir alors que les hommes de sa lignée finissent par abandonner l'agriculture. Nostalgique, l'auteur défend le monde paysan, malgré les erreurs des Trente Glorieuses, la course au rendement. Pour lui, le milieu paysan joue un rôle unique, exceptionnel. Il faut cesser de lui faire la leçon.

Blaise Hofmann, *Faire paysan*, Zoé, poche, 2024, 223 pages.
P.W.



La décroissance n'a pas dit son dernier mot et son « pape » Serge Latouche est aujourd'hui, à 86 ans, au sommet de sa pensée dialectique. Son nouveau-né est une synthèse agréable à lire où il fait des aller-retour entre l'histoire, l'économie, la philosophie et les faits d'actualité, notamment lorsqu'il disserte sur la post-vérité ou sur le réseau social X. Il cite généreusement ses confrères et ses maîtres décédés comme les philosophes Cornélius Castoriadis et Raimon Panikkar. On retrouve plusieurs de ses fondamentaux comme la décolonisation de l'imaginaire, la sortie de l'économie, l'abondance frugale, la démocratie (directe, radicale ou relative), le bien commun dans un monde commun, la critique de la sobriété et de la transition, la pédagogie des catastrophes, etc. Attardons-nous sur 2 d'entre eux. D'abord l'importance de la métapolitique qui doit aboutir à la construction d'un « grand narratif de la décroissance » dans l'espoir d'une « révolution culturelle », ou du moins à une dissidence. S. Latouche ne croit pas à l'action décisive d'une minorité critique pour imposer les changements, mais à la « pression des masses » sur les gouvernants. La comparaison entre la décroissance et une économie sociale et solidaire trop centrée sur « les petits changements à l'intérieur du système » est un chapitre particulièrement intéressant. L'auteur a toujours été méfiant envers la notion occidentale d'universalisme, lui préférant le « pluriversalisme » développé par Panikkar, à savoir « l'acceptation de notre contingence, la reconnaissance que ni moi ni nous n'avons de critères absolus pour juger le monde et les autres ». La démocratie des cultures – « minimum d'espace de dialogue entre des cultures très diverses » – doit prendre le pas sur une culture démocratique mondialisée, car « il n'y a pas d'universaux culturels donnés » et il faut rejeter « un monde unique, fût-il conçu de manière démocratique ». L'auteur analyse encore les rapports entre terrorisme, marché planétaire, occidentalisation du monde, laïcité, tradition, immigration, islamophobie et islamo-gauchisme.

Serge Latouche, *La décroissance. De l'utopie sociétale à la (re) construction d'un monde commun*, Edisens, 2026, 166 pages, 19,90€.
B. L.



Pour L. Vervliet, la théorie du réchauffement du climat a été inventée dans le but d'extorquer de l'argent au contribuable, mais aussi pour justifier le développement d'armes et de techniques servant à manipuler le climat, et dissimuler leur utilisation. La famille Rockefeller est à l'origine de la création du GIEC dont les affirmations sont traitées de mensonges, arguments scientifiques à l'appui. Le dioxyde de carbone d'origine humaine n'aurait pas d'impact sur le climat. Les incendies de forêts auraient été plus nombreux aux USA au début du XX^e siècle qu'à la fin. Des images diffusées par les médias sont manifestement des trucages. Il s'agirait d'une manipulation politique qui vise à mettre en œuvre le *Great Reset* : un programme politique à l'échelon mondial. Les inondations qui se sont produites en Espagne en 2024 sont instrumentalisées. La prolifération des expériences de manipulation du climat suscite à la fois de l'intérêt et de l'inquiétude. L'eau de pluie elle-même serait contaminée par des substances cancérigènes contenues dans les produits répandus par des avions (chemtrails) dans l'atmosphère : des nanoparticules. Il s'agirait de s'en servir pour contrôler le cerveau et donc le corps humains. Au cours des années 1990, les États-Unis développent un système pour tenter de contrôler le climat et les populations : Haarp, qui représente l'aspect militaire et géopolitique de la géo-ingénierie. Il s'agit d'une arme sinon nouvelle, du moins d'une puissance stupéfiante nouvelle servant à orienter les vents dans la haute atmosphère, à provoquer des tremblements de terre et des ouragans, à changer la coloration momentanée de l'eau de certains fleuves et des sons bizarres dans le ciel. Le livre se conclut par une critique des éoliennes, de la voiture électrique dont la production aurait un effet dévastateur. Il est même question des pyramides, et d'une civilisation antérieure à Guizeh ou Sumer. Platon parle de l'Atlantide qui aurait disparu, selon L. Vervliet, à cause de l'élévation des eaux après la dernière période glaciaire.

Luc Vervliet, *Manipulation du climat et contrôle des peuples. Que se cache-t-il derrière la réalité du réchauffement climatique ?*, Marco Pietteur, 2025, 190 pages.
P. W.

Ndlr : Cet exposé argumenté d'une série de thèses complotistes dont certaines, très anciennes, figurent déjà dans le célèbre *Matin des magiciens* de Louis Pauwels et Jacques Bergier, a pour mérite d'aiguiser l'esprit critique du lecteur, tant vis-à-vis des propagandes gouvernementales que d'hypothèses farfelues dont on peut se demander à quel point elles ne servent pas à entretenir la confusion.

RAISON QUI JOUE À SAUTE-MOUTON

Pauvre Maria Zakharova. Depuis Michel Foucault et son *Histoire de la folie* (1961), on sait que la France et la raison, cela fait deux. La raison y sert à y imposer la déraison. Les Français ont leur manière à eux de raisonner. Ils ne tiennent rigoureusement pas compte de la moitié des faits. Exit le collègue de Starobilsk, et une bonne douzaine d'étudiants, bombardés ce 22 mai par les drones des adorateurs de Bandera, de Peter Petlioura au pouvoir à Kiev.

P. W. —

PAPE UN PEU CONFUS

Léon XIV est plutôt sympa, mais il aurait dû lire quelques auteurs techno-critiques avant de rédiger son encyclique « Magnifica Humanitas » où il parle d'IA. Il appelle à en « maîtriser les risques », à la « désarmer et la rendre accessible » (?) et espère des solutions technologiques pour « réduire l'impact sur l'environnement » — soit du solutionnisme technologique. Allez, Robert Francis, encore un petit effort ! (*Le Soir* en ligne, 25/05/2026).

B. L. —

COURAGEUSE PETITE BELGIQUE

Bill White, l'ambassadeur américain en Belgique, celui donc d'un régime qui enlève des présidents étrangers ou les tue, bombarde des ambassades et des écoles primaires aux 4 coins de la planète, est responsable du blocage du détroit d'Ormuz dont dépend le commerce international, compte fêter le 250^{ème} anniversaire de l'indépendance de son pays dans les jardins du Cinquantenaire. Le bourgmestre a été interpellé, mais il ne s'opposera pas à la tenue de cet événement controversé.

P. W. —

TENTATIVE DE RELANCE

Les médias ont d'abord été hantés par le **hantavirus**. Début mai, ils nous ont balancé des images rappelant de très mauvais souvenirs, des questions faussement innocentes, le jargon *ad hoc* (patient zéro, cluster, test, etc.) et un logo tout neuf pour les longues semaines ou mois à venir — au cas où la mayonnaise prendrait. On a revu — certains avec dégoût, d'autres avec soulagement — les têtes d'Yves Van Laethem sur RTL-TVi, de Marius Gilbert sur la RTBF et d'Arnaud Fontanet sur France 2. Puis **Ebola** a pris la relève pour une nouvelle « alerte sanitaire mondiale ». Si on nous prend pour des cons, ça ne marche pas

vraiment comme souhaité, à voir une partie des réactions sur les zéros sociaux : « *Vous ne nous aurez pas une seconde fois, allez vous faire f... !* ». Et par ailleurs merci à l'affreux blond peroxydé de la Maison Blanche d'avoir sorti son pays de la non moins affreuse OMS (Organisation militaire de la santé).

B. L. —

NOVLANGUE CAPITALE

Accord social : licenciement de 371 personnes au lieu des 700 prévues dans un centre de distribution Nike à Anvers. Salaire mensuel du président de Nike ? 2,17 millions de dollars. Les syndicats applaudiront certainement des deux mains ce sauvetage/nauffrage social.

K. C. —

NÉCROLOGIE

Le 29 avril, à 79 ans, l'Américain **Craig Venter**, homme d'affaires, biologiste traficotier de gènes et donc malfaiteur de l'humanité, a été rattrapé par la mort, cette horreur que lui et ses collègues tentent d'abolir au nom du « progrès », synonyme ici de sortie de la condition humaine. Nous remettons nos insincères condoléances à ses confrères (L. Alexandre, R. Kurzweil, Y. N. Harari, etc.), dont le tour viendra, c'est certain.

Le baron **Étienne Davignon** a cassé sa pipe — dans les 2 sens du terme — le 18 mai, à l'âge de 93 ans. Aucun regret pour la disparition de ce spécialiste du mélange des genres — politique et affaires —, capitaliste invétéré, mouillé dans l'assassinat de Patrice Lumumba et, ajoutons-nous en chœur avec nos copains woke, vieux mâle blanc dominant. Insincères condoléances également au Groupe Bilderberg et à la Commission européenne.

Le 29 mai, **Edgar Morin**, le dernier géant de la philosophie française, a rendu l'âme à l'âge de 104 ans. En voici un que l'on regrettera, au vu de son parcours existentiel hors norme.

B. L. —

VaaS

Pour **Violence as a Service**, une nouvelle tendance sur les zéros sociaux. Des bandes criminelles recrutent des ados paumés pour en faire leurs exécuteurs de basses œuvres. Entre autres, le métier d'enseignant va devenir vraiment dangereux. Peut-être cela va-t-il enfin mettre un frein au jeunisme ambiant dans les écoles secondaires ? Quand des grincheux de la génération X se plaignent du comportement irrespectueux des élèves, leurs

jeunes collègues les remettent souvent à leur place... de vieux cons. Bonne chance, les profs !

B. L. —

LE MEILLEUR DES MONDES

Google a commencé le déploiement d'une nouvelle fonctionnalité de son « intelligence artificielle », Gemini. Celle-ci proposera à son utilisateur de réserver un restaurant à sa place, ou encore de l'alerter sur l'actualité. Le journal *Sud-Ouest* souligne par ailleurs : « *Le groupe a aussi dévoilé un projet de "panier de courses universel", conçu pour rassembler les achats de l'internaute sur l'ensemble de ses plateformes — recherche, Gemini, YouTube ou Gmail — en détectant automatiquement les meilleures offres* ». Tout ça pour *Le meilleur des mondes*. Et du *Capital*.

K. C. —

À QUI LE DITES-VOUS !

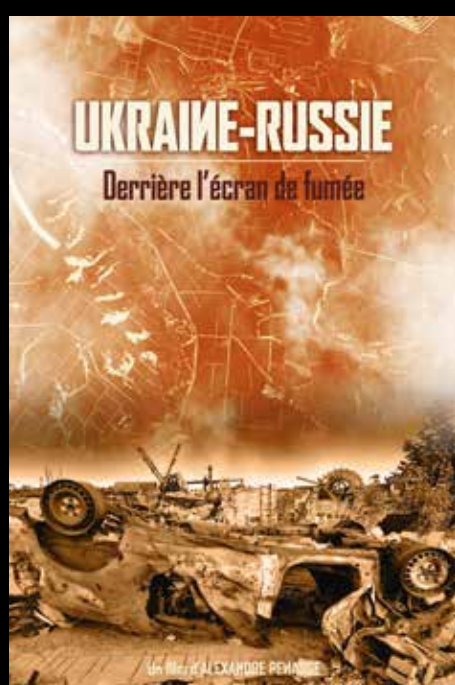
« *La question n'est pas de savoir si l'IA va transformer l'information. Elle le fait déjà. La possibilité que des voix différentes, contradictoires, inconfortables, survivent et se fassent entendre se réduit de jour en jour. C'est une question qui dépasse largement la presse, c'est une question de survie de la démocratie* », écrit **Jacques Folon**, docteur en sciences politiques (*Le Soir* en ligne, 25/05/2026). On ne cesse d'être étonné par la lucidité sélective ou l'hypocrisie de ces chroniqueurs médiatiques autorisés. M. Folon et la rédaction du *Soir* seraient-ils prêts à mouiller leurs chemises (de marque) pour que *Kairos* puisse mieux faire entendre sa voix ? Ensuite, pourraient-ils définir ce qu'ils entendent exactement par « *la démocratie* » ?

B. L. —

À BRUXELLES, LA POÉSIE N'EST PAS EN RESTE

Festival annuel de poésie organisé par les éditions Maelstrom à Bruxelles, fin mai. Si l'année dernière les textes des artistes qui s'étaient exprimés, notamment lors de la scène slam ouverte (Speaker Corner) avaient permis de croire que l'on n'avait pas affaire à des indifférents, cette année, malgré la présence d'excellents slameurs et poètes, le constat est plus mitigé. Quand invitera-t-on des poètes comme Muda Maxana, et les laissera-t-on lire des textes sur le Congo ? Quand en fera-t-on un événement ? Au lieu de rabâcher des discours de curés.

P. W. —



Le film documentaire d'Alexandre Penasse,
censuré plusieurs fois par les autorités (*sic*) sous la pression
de l'ambassade d'Ukraine (*cf.* éditorial),
est disponible à la location ou à l'achat en ligne :

<https://www.kairospresse.be/ukraine-russie-derriere-lecran-de-fumee-est-en-ligne/>

« **L'ÉGALITÉ DE POSSIBILITÉ D'EXPRIMER
TOUTES LES OPINIONS EST ESSENTIELLE
POUR LA VÉRITABLE PENSÉE LIBRE** »,

BERTRAND RUSSELL

KAIROS [JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE] EST VOTRE MÉDIA, CONTINUEZ À LE FAIRE VIVRE.
VIVE LA PRESSE LIBRE !

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS

www.kairospresse.be/abonnement

Abonnement belge pour 5 numéros : 35€, frais de port inclus.
42€ pour l'Europe (sauf Suisse 45€), frais de port inclus.

IBAN : BE81 5230 8062 1324

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique.

NE PAS JETER!
PARTAGER!